



MINISTÈRE
DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
pour l'administration

LA DÉLÉGATION À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL

BILAN D'ACTIVITÉ

2021



Table des matières

1. Les temps forts de l'année : une mobilisation permanente au service de l'action du ministère dans les territoires.	8
1.1 L'année 2021 en photos	8
1.2 La vie du réseau : les séminaires de réseau	16
1.3 L'information et le rayonnement.....	17
2. La décision ministérielle : un document structurant pour le ministère	17
3. Le ministère, acteur des territoires	18
4. Des actions partenariales menées dans le cadre du plan Action PME pour favoriser le sourcing local des acheteurs du ministère	21
4.1 Les liens avec les agences régionales de développement et d'innovation et les pôles de compétitivité	21
4.2 L'organisation de rencontres en région et les contacts avec le tissu économique local	21
4.3 Bilan 2021 des 31 rencontres en région	24
5. Le plan de relance et les CPER : un relai territorial fort dans la recherche de financements	26
5.1 L'action des délégués régionaux sur le plan de relance en région.....	26
5.2 Les contrats de plan Etat-région.....	27
6. Les actions menées avec les autres directions et services pour accompagner des projets transverses	29
6.1 La Fabrique défense avec la DGRIS	29
6.2 Les Espaces Services Jeunesse (ESJ) en lien avec les établissements du service national et de la jeunesse (ESNJ).....	30
6.3 L'empreinte territoriale du ministère avec la mission d'aide au pilotage (MAP) de la délégation à la transformation et à la performance ministérielles (DTPM)	31
6.4 Les coopérations avec le Service militaire volontaire (SMV)	32
7. Les restructurations de défense	32
7.1 Les CRSD clos.....	32
7.2 Les CRSD en cours : une aide à la revitalisation des territoires qui se poursuit.	34
7.2.1 Drachenbronn (Bas-Rhin).....	34
7.2.2 Châlons-en-Champagne (Marne).....	35
7.2.3 Dijon-Longvic (Côte d'Or).....	37
7.2.4 Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône)	37
7.2.4 Varennes sur Allier (Allier).....	38
7.2.6 Creil (Oise).....	40
7.2.7 Châteaudun (Eure-et-Loir)	41

8. Exemples d'actions menées dans les régions : un accompagnement sur mesure	41
8.1 Le transfert de la plateforme aéroportuaire de Tours (Indre et Loire)	41
8.2 L'étude engagée dans le cadre du plan d'exposition au bruit de Orange (Vaucluse)	42
8.3 Le projet Bahia (Gironde)	43
8.4 Le transfert de l'aérodrome de Nîmes-Garons (Gard)	44
8.5 La plateforme d'innovation aéronautique et spatiale de l'Ecole de l'Air (Bouches du Rhône).....	44
Zoom sur les 13 régions	45
Auvergne – Rhône-Alpes.....	46
Bourgogne Franche Comté	48
Normandie.....	49
Bretagne	50
Centre Val-de-Loire.....	52
Corse	54
Grand Est	56
Hauts-de-France.....	58
Nouvelle-Aquitaine.....	60
Occitanie	62
Provence Alpes Côte d'Azur.....	64
Pays de Loire	66
Ile-de-France	68
ANNEXES	69
Annexe 1 : organigramme et trombinoscope de la DAR	
Annexe 2 : rencontres avec les PME organisées dans les régions	
Annexe 3 : carte des CRSD et PLR	
Annexe 4 : interactions	
Annexe 5 : glossaire des sigles et des abréviations	



©MINARM/SGA-COM - Erwan Rabot

L'année 2021 a été riche en événements, projets et réalisations portés par la Délégation à l'accompagnement régional (DAR) dans toutes les régions.

En effet, au cœur des territoires, la Délégation est chargée de faciliter les relations entre les acteurs locaux et les organismes du ministère des Armées. Elle détecte, suit et soutient, en coordination étroite avec les acteurs locaux concernés, tout projet de développement territorial adapté à l'environnement local là où est implanté un organisme du ministère.

A la croisée des besoins et capacités du monde civil et du monde militaire, la DAR met ainsi les compétences en expertise territoriale des délégués régionaux au profit de l'ensemble des acteurs du ministère. A ce titre, leur apport est décisif : ils mettent en œuvre le Plan Action PME en région, accompagnent des projets territoriaux concrets, pilotent des études d'impact, etc.

Au moment où j'écris ces lignes, la Délégation à l'accompagnement régional a rejoint la Direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement dirigée par Sylviane BOURGUET pour une ambition renforcée du ministère dans les territoires à la hauteur des enjeux de demain.

Line BONMARTEL-COULOUME
Déleguée à l'accompagnement régional



MINISTÈRE
DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

TEMPS FORTS 2021



- ➔ **19 janvier** Comité de projet du devenir du site de l'HIA Robert Picqué (Gironde)
- ➔ **17 mars** Audition par la commission de l'aménagement du territoire du Sénat sur le bilan de la réforme de la carte militaire
- ➔ **1^{er} avril** Webinaire « Innovation, Business, Santé, Défense » dans le domaine de la santé (PACA)
- ➔ **26 mai** Participation au CODIR SGA présidé par la ministre déléguée, Geneviève Darrieussecq, sur les territoires et la ruralité
- ➔ **20/30 juin** Rencontre Eau et défense (Occitanie)
- ➔ **5 juillet** Etude INSEE Analyses Provence Alpes Côte d'Azur sur l'impact de la Base Aérienne d'Orange (Vaucluse)
- ➔ **10 juillet** Inauguration d'Ecclesia, Cité Patrimoine financée par des crédits du CRSD de Luxeuil-les-bains (Haute-Loire)
- ➔ **16 juillet** Première réalisation du CRSD de Drachenbronn : « le chemin des cimes » (Bas-Rhin)
- ➔ **1^{er} septembre** Arrivée du GDA Bruno Duvert, adjoint de la Déléguée et de Cécile Le Berre, cheffe du pôle « Accompagnement du réseau territorial »
- ➔ **1^{er} septembre** Echange avec le Secrétaire d'Etat chargé de la ruralité, Joël Giraud
- ➔ **8-9 septembre** Séminaire annuel de la DAR à Lyon
- ➔ **28 septembre** Rencontre avec les PME et ETI du domaine du maintien en condition opérationnelle : site Matra-La-Croix-Saint-Ouen (Oise)
- ➔ **1^{er} octobre** Transfert de la plateforme de Tours (Indre-et-Loire)



- ➔ **14 octobre**..... Clôture du CRSD de Châlons-en-Champagne (Marne)
- ➔ **15 octobre**..... Comité de pilotage du CRSD de Creil et visite du quartier Ordener (Senlis)
- ➔ **18 octobre**..... Clôture du CRSD de Dijon (Côte d'Or)
- ➔ **19-20 octobre**..... Visite de la SGA à Lyon sur le schéma directeur immobilier de base de défense
- ➔ **1^{er} novembre**..... Lancement de l'expérimentation en zone ouest sur l'action territoriale du ministère
- ➔ **4 novembre**..... Rencontre PME sur le MCO terrestre à la 12^e Base de Soutien du Matériel à Neuvy-Pailloux (Indre)
- ➔ **5 novembre**..... Signature du Contrat de performance énergétique du camp de Mourmelon (Marne) dans le cadre du plan de relance
- ➔ **9 novembre**..... Inauguration des nouveaux locaux de la DAR à l'Ecole militaire (Paris)
- ➔ **16-18 novembre**..... Participation au Salon des maires et des collectivités locales - Paris sur le rôle du ministère, partenaire des territoires
- ➔ **18 novembre**..... Présentation de la décision ministérielle aux organisations syndicales
- ➔ **30 novembre**..... Rencontre achats sur santé, numérique et moyens généraux, Montpellier (Hérault)
- ➔ **2 décembre**..... Visite du camp de la Courtine (Creuse) sur le thème de la ruralité
- ➔ **9 décembre**..... Remise du label « Relations fournisseurs et achats responsables » au ministère et à la DAR pour l'organisation de rencontres avec les PME/ETI



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Délégation à
l'accompagnement régional

CHIFFRES CLÉS 2021

13

Délégués régionaux



9

Séminaires du Réseau DAR

2

Contrats de
redynamisation de site
de défense (CRSD) clos
Dijon, Châlons-en-Champagne



31

Rencontres avec les
entreprises en région

7

Réunions du
comité territoriaux



+2 000

Entreprises rencontrées



Montant de **Fonds pour les
restructurations de la défense (FRED)**
consommés (en CP)

5,13 M€

FABRIQUE LA **DÉFENSE**

101

événements
labellisés en région



Plan de relance :
volet **écologie**

669

projets dont

156

terminés en 2021

La Délégation à l'accompagnement régional est une entité d'une trentaine de personnes (cf. annexe 1).

Un certain nombre de mouvements ont eu lieu en 2021 :

- le GDA(2s) Bruno DUVERT a succédé en septembre 2021 au GBR(2s) Pierre VUILLAUME en tant qu'adjoint à la déléguée ;
- Cécile LE BERRE a succédé en septembre 2021 à Claudie GANDUBERT en tant que cheffe de pôle accompagnement du réseau territorial ;
- Alain DREYER a pris ses fonctions en février 2021 en tant que chargé de mission « économie locale/budget » ;
- Matthieu MAINETTE a pris les fonctions de chargé de mission « politiques territoriales » en février 2021 ;
- le capitaine Vincent AUDOYER a succédé au commandant Arthur LAVERDANT en tant que chargé de mission « suivi des transformations ministérielles » ;
- une assistante de la DAR, Michèle BOBANT, a quitté ses fonctions en décembre 2021, sa successeuse prend ses fonctions en 2022.

Pour les délégués régionaux:

- En région Ile-de-France, Vincent PRESTAT a pris ses fonctions en janvier 2021 ;
- En région Nouvelle-Aquitaine, Jean-Luc PRIGENT a succédé en avril 2021 à l'ICA Benoit FREDEFON qui avait quitté la DAR en décembre 2020 ;
- En région Auvergne-Rhône-Alpes, Henri-Damien FERRET a succédé en avril 2021 à Claude MURENA ;
- En région Grand Est, Laurent MAISONNEUVE a quitté la DAR en décembre 2021.

Pour les assistants en région :

- En région Nouvelle-Aquitaine, Isabelle LECOQ a succédé en septembre 2021 à Françoise BONNEIN ;
- En région Hauts-de-France, Philippe BOULEZAZ a succédé en octobre 2021 à Soraya CHAOU ;
- En région Occitanie, Marie-Hélène BONNET a quitté la DAR en octobre 2021, son successeur prend ses fonctions en 2022.

Les inscriptions aux tableaux d'avancement 2022 ont été les suivantes :

Henri-Damien FERRET, administrateur civil hors classe

Laurent SURZYKIEWICZ, secrétaire administratif de classe supérieure

Nathalie VALENCE, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe



©MINARM/SGA-COM - Erwan Rabot

16 juin – départ
de Claude
Murena,
délégué
régional
Auvergne-
Rhône
Alpes.
©DAR



29-30 juin –
Eau et défense
(Occitanie)



**3 120 emplois locaux dépendent de la base
aérienne 115 d'Orange**

5 juillet –
publication
INSEE Analyses
Provence-Alpes-
Côte d'Azur
n° 95

Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur • n° 95 • Juillet 2021



En 2020, la base aérienne 115 d'Orange compte 2 530 salariés sur son site, militaires, civils, réservistes et stagiaires confondus. Sa zone d'influence, centrée autour d'Orange, s'étend sur une trentaine de communes. Dans cette zone, 10 % des emplois dépendent de la base aérienne. Au-delà des emplois directs sur son site, celle-ci génère en effet, sur ce territoire, l'équivalent de 590 autres emplois. Pour l'essentiel, ces emplois sont induits par la consommation quotidienne des familles des salariés de la base aérienne et de ses fournisseurs locaux.

10 juillet –
inauguration de
l'Ecclesia cité
patrimoine à
Luxeuil
(Bourgogne
Franche
Comté).
©DAR



16 juillet –
inauguration du
chemin des
cimes à
Drachenbronn
(Grand Est).
©DAR



21 juillet –
cérémonie de
fermeture de
l'EAR de
Châteaudun –
collection
Canopée
(Centre Val de
Loire). ©DAR



8-9 septembre
– séminaire de
la DAR à Lyon –
ici, visite de la
Base aérienne
de Lyon Mont
Verdun avec le
colonel Matthieu
Kessler
(Auvergne
Rhône Alpes).
©AAE



28 septembre –
Rencontre
entreprises sur
le maintien en
condition
opérationnelle –
Matra
électronique –
la Croix Saint
Ouen (Hauts de
France).
©Matra



8 octobre –
visite de
Polytechnique
dans le cadre
du volet
« rénovation
énergétique »
du plan de
relance (Ile de
France).
©MINARM/SGA-
COM – J. Duron



14 octobre –
clôture du CRSD
de Châlons-en-
Champagne
(Grand Est).
©Christophe
Manquillet



18 octobre –
clôture du CRSD
de Dijon, visite
de la cité
internationale
de la
gastronomie et
du vin
(Bourgogne-
Franche
Comté).
©Olivier
Houiste –
conseil régional
de Bourgogne
Franche-Comté



22 octobre –
visite de
Aquitaine
aérocampus
(Nouvelle
Aquitaine).
©DAR



4 novembre –
Neuvy-Pailloux,
12^{ème} BSMAT,
rencontre
entreprises sur
le MCO terrestre
(Centre Val de
Loire). ©DAR



9 novembre –
inauguration
des nouveaux
locaux de la
DAR, école
militaire, par la
SGA.
©MINARM/SGA-
COM - Erwan
Rabot



9 novembre –
intervention de
Isabelle Saurat,
SGA au
séminaire de la
DAR.
©MINARM/SGA-
COM - Erwan
Rabot



16-18 novembre –
accueil de
Madame
Geneviève
Darrieussecq,
ministre
déléguée, salon
des maires,
Paris.
©MINARM/SGA-
COM - Erwan
Rabot



26 novembre –
visite de la base
navale de
Toulon – ici sur
la frégate
Guepratte avec
le CV Desvignes
(Provence Alpes
Côte d'Azur).
©DAR



30 novembre –
rencontre
Achats
organisée avec
les clusters
Leader
Montpellier et
Leader
Occitanie
(Occitanie).
©DR



2 décembre –
visite du camp
de la Courtine
commandé par
le LCL Quentin
Fayollat avec
Virginie
Darpheuille,
préfète de la
Creuse
(Nouvelle
Aquitaine).
©Camp de La
Courtine



9 décembre –
remise du label
« relations
fournisseurs et
achats
responsables ».
©Mathilde
Gardel/ECPAD



14 décembre –
inauguration de
l'hôtel
d'entreprises
tertiaires de
Varenes sur
Allier en
présence de
Jean Francis
Treffel, préfet
de l'Allier et
Roger Litaudon,
président de la
communauté de
communes
(Auvergne-
Rhône Alpes)
©SPL 277



1.2 La vie du réseau : les séminaires de réseau

Les réunions de réseau auxquelles participent les délégués du réseau et leurs assistants, sont un temps fort de l'activité de la DAR. Elles permettent des échanges réguliers entre tous et sont également l'occasion d'accueillir des intervenants extérieurs.

Comme l'année précédente, le contexte sanitaire particulier de l'année 2021 a contraint à l'organisation en distanciel de quatre rencontres sur les 10 réalisées. Elles ont néanmoins eu lieu les 22 janvier, 9 mars, 7 avril, 18 mai, 16 juin, 5 juillet, 8 et 9 septembre à Lyon, 6 octobre, les 9 et 10 novembre et 14 décembre.

Ces réunions ont été, comme à l'accoutumée, l'occasion d'échanger avec des représentants des armées, directions et services afin de mieux appréhender leurs missions comme leurs projets. Elles ont en outre permis d'étudier des synergies possibles avec les activités de la DAR. Le choix des intervenants répond à un double objectif : d'une part, mieux appréhender les missions et les projets des grandes structures, notamment celles dont l'action a une dimension territoriale, qu'elles appartiennent ou non au ministère des armées, et d'autre part envisager, le cas échéant, les synergies possibles avec les activités de la DAR.

La Secrétaire générale pour l'administration est intervenue le 9 novembre à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de la DAR à l'école militaire pour échanger avec le réseau et souligner l'importance de la territorialisation des politiques publiques au sein du ministère des Armées.

Sont intervenus lors de ces séminaires :

- la Contre-amiral Anne de Mazieux, Haut fonctionnaire à l'égalité des droits, Directeur de projet « Mixité » pour une intervention très riche et passionnante sur les engagements du ministère en la matière ;
- Nicolas Bronard, chef du département « Recherche, innovation et communication » de la DGRIS sur la déclinaison régionale de la Fabrique Défense et le rôle des délégués régionaux ;
- Florent Hébert, chef de la Mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI/DPMA) sur les projets Place au soleil ;
- Frédéric Crénicy, Sous-directeur Performance Synthèse/SCA concernant le déploiement des espaces ATLAS et liens avec France services ;
- le Général de brigade aérienne Véronique Batut, Secrétaire générale de la Garde nationale, pour un point sur les conventions Garde nationale et les activités des délégués régionaux aux réserves ;
- Emmanuel Chiva sur les inter-actions avec l'Agence de l'innovation de défense ;
- le secrétaire général du comité de liaison défense du MEDEF, le LCL Fabrice de Chaignon, sur les relations armées/entreprises.

1.3 L'information et le rayonnement

L'année 2021 a vu la réalisation de la plaquette de présentation générale de la DAR avec, au sommaire, la présentation de ses missions et de son organisation, le plan de relance, le plan Action PME, la décision ministérielle et des exemples de projets territoriaux à Rennes, Tours, Salon-de-Provence et au Larzac.

Sur l'intranet et l'internet, 7 nouvelles fiches « Histoires de Territoires » sont venues compléter la collection des 20 fiches en ligne comme autant de témoignages sur les réalisations concrètes dans le cadre des contrats de redynamisation de sites (CRSD) et, à présent, en dehors de ces contrats.

La couverture communication des actions conduites par les délégués régionaux a continué sur un rythme régulier tout au long de l'année malgré la crise COVID.

Des articles, petites vidéos, reportages photos ont été mis en ligne par la mission Communication du SGA et la DICOD dans le cadre de la directive ministérielle de communication sur les sites intranet et sur l'espace « Accompagnement régional » du portail internet du ministère.

En février, un numéro inédit du Journal de la Défense (JDEF) était consacré à « La Défense au cœur des territoires ». Une équipe de réalisation s'est rendue dans plusieurs régions afin de découvrir comment l'action du ministère des Armées dynamise la vie de nos territoires. Le délégué à l'accompagnement régional pour la région Grand Est a alors été interviewé pour présenter les objectifs de la mise en place du contrat de redynamisation de sites de défense (CRSD) de Drachenbronn et expliquer comment il a travaillé avec les élus locaux sur la reconversion de ce site.

En novembre, dans le deuxième numéro d'Esprit défense, le nouveau périodique de la DICOD, un dossier était consacré au soutien de poids apporté aux entreprises dans le territoire avec, notamment, un focus sur les actions de la Délégation à l'accompagnement régional.

Enfin, les délégués des régions Provence Alpes Côte d'Azur, Centre Val de Loire, Occitanie, Auvergne Rhône Alpes, Hauts de France et Grand Est mettent en ligne de nombreux articles sur les sites des préfectures qui accueillent des rubriques consacrées à l'accompagnement régional des Armées en région.

2. La décision ministérielle : un document structurant pour le ministère

Le ministère évolue et se réorganise dans des proportions variables chaque année. Cette « respiration naturelle » est synthétisée dans un document annuel, la décision ministérielle d'organisation (DM) dont la responsabilité incombe à la DAR. Véritable outil de mise en cohérence territoriale, elle offre une vue transversale des mesures d'organisation décidées par le ministère et apporte une vision globale et territoriale des évolutions annuelles tant en matière d'impact sur les ressources humaines que de conséquences socio-économiques locales.

Elaborée en étroite collaboration avec les grands employeurs (EMA, DGA et SGA), les organismes directement rattachés à la ministre (DGSE, DRSD, DGRIS, DICOD) ainsi qu'avec la DRH-MD, la DM 2022 a été préparée dès l'été 2021 avec un travail de mise en perspective et de bilan des dernières décisions ministérielles. C'est ainsi qu'un consensus sur l'utilité de rassembler, dans un document unique, l'ensemble des transformations annuelles du ministère a été réaffirmé avec une volonté de simplification et d'allègement.

Par ailleurs, aux restructurations d'ampleur des années précédentes se sont substituées aujourd'hui des transformations visant l'amélioration et l'adaptation continues. Ce document structurant a été présenté aux organisations syndicales par la secrétaire générale pour l'administration le 18 novembre et a servi à cadrer les travaux de publication de l'arrêté de transformation, qui seul a valeur d'acte juridique ouvrant des droits aux personnels civils concernés.

Il intervient après la revue stratégique de début d'année 2021 et permet ainsi d'ajuster nos capacités opérationnelles aux menaces. A ce titre, la DM 2022 confirme l'ambition portée par la LPM dédiée à la remontée en puissance de nos armées. Un effort sans précédent est consenti sur les effectifs des armées pour s'adapter aux nouvelles priorités que sont les unités opérationnelles, la cybersécurité, le renseignement. Au total et pour la 4^{ème} année consécutive de réalisation de la LPM, le ministère verra ainsi ses effectifs globaux augmenter en 2022, avec un solde positif net de 450 emplois civils et militaires.

La modernisation engagée se traduit également par la réorganisation dès 2022 du site du Fort Neuf de Vincennes, dont la finalité est l'installation du nouveau siège de la DGSE, par la poursuite de la montée en puissance de l'agence numérique de défense et de la transformation du service de santé des armées dans le cadre de sa nouvelle ambition stratégique 2030. Enfin, la transformation initiée dans le cadre de la réforme de l'organisation centrale du ministère se poursuit notamment au sein de la direction de la maintenance aéronautique.

Au bilan, la DM 2022 illustre, dans les mesures d'organisation et d'adaptation, la poursuite du renforcement des domaines prioritaires et de la dynamique de transformation afin de moderniser le ministère, de simplifier notre action et de renforcer notre efficacité et notre performance collectives.

3. Le ministère, acteur des territoires

La DAR est une structure facilitatrice qui œuvre au cœur des territoires grâce à son réseau de délégués régionaux bien identifiés par les acteurs territoriaux, institutionnels ou non, et insérés auprès des Secrétariats généraux pour les affaires régionales (SGAR) pour apporter les réponses au plus près du terrain. La DAR interagit avec de nombreux acteurs du ministère et des acteurs extérieurs (cf. annexe 4).

Les travaux engagés fin 2019 sur « le ministère, acteur des territoires », ont abouti à la création du « comité territoires », lieu d'échanges qui rassemble les acteurs qui interviennent dans les territoires. En 2021, le comité s'est réuni au rythme d'une réunion par mois environ et a été ouvert à d'autres acteurs en fonction des thématiques traitées.

Ont notamment été traitées les questions suivantes : présentation des travaux sur la ruralité, expérimentation en zone ouest ainsi qu'un ensemble d'actions plus thématiques portées par les différents participants au sein du comité sur la base des axes constitutifs des travaux initiaux (mieux travailler ensemble, renforcer l'attractivité et la visibilité du ministère, mieux travailler avec l'extérieur).

En 2021, ont participé aux réunions du comité territoires :

DAR	Line BONMARTEL-COULOUME GDA Bruno DUVERT Cécile LE BERRE
EMA/SC PERF	CRG1 François-Alain SERRE Anne BONENFANT-HOUYVET
EMA/CICOS	CV Alban MATHIEU et COL Jean-Jacques MAILLARD
DCSCA	CRG1 Olivier MARCOTTE et Frédéric CRENICY
DRH-AT (en lien avec DRHAAE et DPMM)	COL Philippe OGIER
DGA (en lien avec la SDPME)	INGE GENE 1 CLAS A Richard PRIOU
DSNJ	Yves BOERO CHEF DE SERVICE COL Stéphane ZUGETTA
DSNJ/SMV	GBR Benoit BRULON LCL Michel VERA
DRH-MD/SRHC	Lionel DE FRITSCH
DRH-MD/ASA	Jean-Joël CLADY
Défense mobilité	Bénédicte LE DELEY
DPMA (relai vers ONAC-VG)	Florence LALANNE et Corinne SINNASSAMY
DCSID	IG1MI Pierre DUPONT DE DINECHIN
SGGN	GDA Véronique BATUT

A la fin de l'année 2021, une expérimentation a été engagée dans la zone de défense et de sécurité ouest à la suite du mandat donné le 1^{er} novembre 2021 par la Ministre des Armées à l'Officier général de Zone de défense et de sécurité Ouest et à la Déléguée à l'accompagnement régional. Les objectifs fixés par ce mandat sont les suivants :

- Décliner l'action du ministère au mieux et au plus près des territoires ;
- Apprécier les conditions de mise en œuvre d'une chaîne permanente de circulation de l'information ministérielle entre niveaux central et local ;
- Créer des conditions d'échanges montantes et descendantes et de partage plus fluide de l'information.

La restitution des conclusions et des enseignements a eu lieu en mars 2022 et une extension de l'expérimentation est engagée.

L'empreinte rurale du ministère des armées

Dévoilé le 20 septembre 2019 par le Premier ministre lors du congrès de l'association des maires ruraux de France (AMRF), l'Agenda rural constitue la feuille de route du Gouvernement en faveur des territoires ruraux. Comportant 181 mesures, il vise à favoriser le développement des territoires ruraux et améliorer la vie quotidienne de leurs habitants, dans une démarche interministérielle.

Le ministère des Armées participe à l'ambition gouvernementale de redynamisation des territoires ruraux.

A la suite de la désignation le 23 novembre 2020 de Line BONMARTEL-COULOUME comme référente « ruralités » pour le ministère des Armées, des travaux ont été menés visant à mesurer l'empreinte rurale du ministère.

Réalités multiformes et hétérogènes selon leur géographie et leur histoire, les espaces ruraux se définissent d'abord par leur faible densité de population. Selon l'INSEE, ils désignent l'ensemble des communes peu denses ou très peu denses d'après la grille communale de densité.

L'analyse de la donnée et la représentation cartographique, menée avec la mission d'aide au pilotage (MAP) a conduit à croiser les implantations d'unités du ministère avec la liste des communes rurales, pour mesurer le poids des effectifs du ministère dans les communes rurales. Ainsi, en 2021, les effectifs du ministère dans les communes rurales représentent environ 43 000 personnes, soit 14 % des effectifs totaux du ministère.

Les travaux visant à mettre en exergue la présence du ministère des armées dans les territoires ruraux ont été ensuite enrichis grâce à une collaboration avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) qui intervient auprès de ces mêmes territoires *via* la coordination de l'agenda rural et le déploiement des contrats de ruralité.

Grâce à une collaboration fructueuse avec cet opérateur, la cartographie des unités et effectifs rattachés a été complétée avec des dispositifs portés par l'ANCT (Petites villes de demain, Projets alimentaires territoriaux, France Services, etc.) et par le ministère (espaces ATLAS, par exemple) pouvant donner lieu à des synergies entre acteurs ruraux et implantations militaires.

Les possibilités sont nombreuses de voir se nouer une coopération locale entre acteurs de ces territoires ruraux, qu'il s'agisse de synergies entre un espace ATLAS ministériel et l'une des 1745 structures France services maillant aujourd'hui notre territoire ou encore des coopérations locales entre des entités ministérielles et des petites villes de demain comme Guer autour de thèmes comme le transport courte et longue distance ou le traitement et la valorisation des déchets verts (méthanisation). Selon les domaines retenus dans les projets territoriaux en cours de développement, les coopérations pourront différer.

Un premier retour d'expérience positif pourrait permettre un élargissement des coopérations à d'autres communes rurales (24 au total) aujourd'hui labellisées « petites villes de demain » et les entités du ministère. Cela implique que le dispositif PVD - encore récent - soit bien implanté au sein de ces mêmes communes.

Au-delà de l'expérimentation évoquée, des travaux s'engagent également sur :

- l'approvisionnement alimentaire de proximité en lien avec les projets alimentaires territoriaux aujourd'hui constitués, c'est le cas dans la Drôme (1^{er} régiment de Spahis). Un travail s'engage avec l'Economat des armées sur cette question ;
- l'accueil en stages de 3^{ème} de jeunes issus des zones de revitalisation rurale afin d'aider à la lutte contre le décrochage scolaire avec une information donnée dans les France services à proximité des unités militaires.

4. Des actions partenariales menées dans le cadre du plan Action PME pour favoriser le sourcing local des acheteurs du ministère

4.1 Les liens avec les agences régionales de développement et d'innovation et les pôles de compétitivité

Les délégués régionaux tissent des liens étroits et constructifs avec les agences régionales de développement et d'innovation afin de favoriser le dynamisme économique dans les territoires et attirer de nouvelles activités sur d'anciens sites militaires :

- En lien avec l'agence de développement de la Région Dev'up, le délégué régional en Centre Val de Loire soutient le projet de la communauté de communes de Monnaie (37) d'accueillir sur l'ex-centre de ravitaillement des essences une usine de fabrication de bus à propulsion électrique, qui aurait besoin d'environ 7 hectares, avec une prévision de création de 350 emplois.
- Les délégués peuvent s'appuyer sur ces agences pour organiser des rencontres avec les entreprises.
- Dans le Grand est, un travail constructif est mené avec l'agence de développement économique Terres de Lorraine pour engager les réflexions sur le devenir du site de Toul-Domgermain.

4.2 L'organisation de rencontres en région et les contacts avec le tissu économique local

Le Plan *Action PME* du ministère des Armées prévoit notamment la mise en œuvre d'une action consistant à organiser des rencontres dans chaque région pour permettre aux PME et ETI d'être informées sur les marchés et les procédures du ministère, les opportunités de développement et de rencontrer ses acheteurs. Ces rencontres permettent de renforcer les liens entre les fournisseurs, ou futurs potentiels fournisseurs, et le ministère.

La décision du directeur du cabinet du 26 mars 2019 prévoit que, au niveau régional, les délégués régionaux assurent la coordination d'ensemble de l'action du ministère sur les sujets économiques et relatifs aux entreprises. En complément, la SDPME/DGA et la DAR ont mis en place un Point Unique d'Information (PUI) par région – DR de la DAR ou correspondants DGA détachés en direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) – permettant d'orienter toutes les entreprises, quel que soit leur besoin (armement, hors armement, innovation, etc.). Ce dispositif vise à simplifier les démarches des entreprises désireuses d'entrer en contact avec le ministère sans connaître au préalable les interlocuteurs métier. Leurs coordonnées sont accessibles sur le site Achats et la page Action PME du site internet du ministère. Leur rôle consiste principalement à examiner les demandes des entreprises et à les orienter vers le service le plus approprié au sein du ministère.

Les interactions avec le tissu économique prennent des formes très variées :

- En PACA, la DAR et DGA/SDPME collaborent pour le suivi des projets régionaux à caractère dual, tels que la plateforme innovation de l'école de l'Air et de l'Espace (Salon-de-Provence) ou encore les centres d'essais régionaux pour les drones ;
- La DAR contribue au rayonnement régional des centres d'expertise et des pôles d'innovation technique de la DGA/DT, comme :
 - En Pays de la Loire où le DR a mis en relation le centre d'expertise Techniques terrestres de la DGA avec le pôle de compétitivité et cluster industriel ID4CAR¹ qui travaille au renforcement de la filière véhicules et mobilité durable du Grand ouest par le biais de l'innovation, l'école supérieure des techniques aéronautique et de construction automobile (ESTACA) de Laval et des clusters d'entreprises ;
 - Dans les Hauts-de-France, la DR a mis en relation des industriels et des chercheurs regroupés au sein du cluster Lydéric² avec le pôle innovation Bingo³ de DGA/DT/MI à Bruz ; après une rencontre entre les représentants du cluster et le pôle innovation en juillet 2021, l'offre dans le domaine des hyperfréquences a été diffusée plus largement au sein de la DGA et à l'AID ;
 - En Pays de la Loire, le DR accompagne le cluster NEOPOLIA⁴ dans ses contacts avec les acheteurs du ministère en organisant avec la SIMMT le 26 mai un RETEX interne pour ses entreprises adhérentes intéressées par le secteur Défense et une réunion le 11 juin 2021 à Versailles Satory ainsi que la visite du détachement de Gien de la 12^{ème} BSMAT le 11 octobre 2021.

TEMOIGNAGE

Pharmacien en Chef (TA) Anne COLIN BASIN Commandant l'établissement central des matériels du service de santé des armées

Depuis plusieurs années, l'Etablissement Central des Matériels du Service de Santé des Armées travaille de manière collaborative avec la DAR. Le partenariat mis en place avec le DR Centre Val de Loire nous a permis, grâce à son réseau et son positionnement au sein du secrétariat général aux affaires régionales, de trouver des partenaires économiques sur l'ensemble du territoire national et de nouer des liens dans le domaine de l'innovation avec des acteurs territoriaux particulièrement intéressants : rencontre de l'institut national de la propriété intellectuelle (INPI), participation en 2020 au concours DefStart organisé par Bourges Plus et en 2021 rencontre avec le directeur de « Healthcare Loire Valley », cluster implanté à Tours avec lequel nous allons prochainement signer une convention de partenariat nous permettant de monter des projets de niveau européen. Pendant toute la crise sanitaire, des informations nous ont été communiquées par la DAR permettant d'identifier des producteurs de masques ou de matériels innovants adaptés.

¹ ID4CAR : pôle de la filière « Véhicules et Mobilités » du Grand Ouest (Bretagne et Pays de la Loire) qui regroupe environ 350 membres (entreprises, institutionnels, académiques).

² Lydéric : projet de cluster en Hauts-de-France regroupant industriels (Axon Câbles, MC2 technologies, EPROM, Thales) et chercheurs régionaux dans le domaine des hyperfréquences.

³ Bingo : Bretagne Innovation Grand Ouest, l'un des 8 pôles d'innovation technique initiés en région par la DGA. Ses thématiques : numérique, cyberdéfense, guidage-navigation, systèmes d'armes, guerre électronique.

⁴ NEOPOLIA : cluster regroupant 250 entreprises principalement implantées en Pays de la Loire pour une diversification sur les marchés aéronautiques, de la construction navale, du ferroviaire, des énergies marines renouvelables ou nucléaires.

Sur proposition de la DAR, deux orientations ont été retenues en COPIL PME du 28 septembre 2020 :

- A la suite de l'organisation d'une rencontre très appréciée par les acheteurs et les entreprises qui s'est tenue à Douai dans le Nord en février 2020, il est retenu d'orienter les rencontres achats vers la thématique du maintien en condition opérationnelle : 7 rencontres ont eu lieu en 2021 et 2 sont d'ores et déjà prévues en 2022 ;
- La confirmation de l'organisation de réunions en dehors des capitales régionales : en 2021, des rencontres se sont tenues sur des sites du ministère (comme à Neuvy-Pailloux en Indre-et-Loire) ou chez des industriels (comme à La Croix Saint-Ouen dans l'Oise).

La participation active des délégués régionaux à des événements organisés par d'autres directions du ministère (« PME Tour » de la DGA notamment ou les réseaux entreprises défense organisés par la DGA et la CCI en Ile de France qui proposent des cycles de conférences à l'attention des PME de la BITD) ou l'organisation de rencontres sur d'autres thématiques que l'achat public (comme l'événement « Eau et Défense » à Toulouse les 29 et 30 juin 2021) constituent un complément utile pour développer les liens avec les PME.

De même, les délégués ont noué des relations avec des acteurs du monde économique : le comité Richelieu qui regroupe des entreprises innovantes, le centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD), la confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) et le MEDEF. Ces relations se sont notamment concrétisées en 2021 par :

- la participation du délégué Bretagne à un atelier « commande publique », organisé le 21 octobre à Lorient, en marge de l'assemblée générale du CJD Morbihan ;
- l'intervention du délégué PACA le 22 juin dans la web-émission « Eco for sud - le mag » de la CPME, relative aux opportunités de partenariats et d'achats avec la défense ;
- une visite le 22 juin de la 12^{ème} BSMAT de Neuvy-Pailloux en Centre – Val de Loire, à destination des têtes de réseaux économiques (dont le MEDEF et la CPME), qui s'est prolongée par l'organisation d'une rencontre de plus grande ampleur à destination des entreprises le 29 septembre sur le même site ;
- l'intervention du délégué Bretagne lors de la soirée économique de la CPME 56 à Lorient le 20 septembre ;
- la participation du Secrétaire général du Comité de liaison Défense du MEDEF à la réunion de réseau DAR le 14 décembre.

TEMOIGNAGE

Antoine HUBAULT

Chargé de mission Industrie et Défense, Direction du Développement économique de la CA Bourges Plus.

« La forte représentation du ministère des Armées et des entreprises œuvrant dans le domaine de l'armement à Bourges justifie la forte implication de la Communauté d'Agglomération Bourges Plus sur ce segment créateur d'emplois, d'innovations et d'attractivité. Avec la DAR, nous entretenons des relations régulières qui nous permettent de saisir les opportunités offertes par le Ministère que ce soit dans le domaine de l'innovation ou des initiatives permettant le rayonnement de Bourges Plus comme le concours DefStart, notre participation aux événements soutenus par La Fabrique Défense ou notre invitation aux rencontres entreprises à la 12^{ème} BSMAT. »

4.3 Bilan 2021 des 31 rencontres en région

En 2021, les délégués régionaux de la délégation à l'accompagnement régional auront organisé ou co-organisé, en lien avec la mission Achats, **31 rencontres** (en présentiel ou en en distanciel). Le rythme de ces rencontres s'est accéléré depuis septembre 2021, à la faveur de la levée de la plupart des contraintes sanitaires.

Ces rencontres permettent d'échanger entre, d'une part, les PME et des organismes professionnels (CPME, MEDEF, CCI, clusters d'entreprises, etc.) et, d'autre part, les services acheteurs du ministère des armées (DGA, SID, SSA, SCA, DIRISI, SIAé, etc.).

De plus, les rencontres ont d'autres finalités que celle de la connaissance des besoins des services acheteurs du ministère des armées, elles visent également, avec la participation de différents acteurs du ministère, à :

- permettre de faire connaître le vivier des militaires en reconversion (Défense Mobilité) ;
- promouvoir au sein de l'entreprise l'engagement de salariés en qualité de réserviste opérationnel (Garde nationale) ;
- favoriser l'identification des innovations intéressantes pour le ministère (AID) ;
- diffuser une information sur la sécurité (DRSD).

En définitive, ces rencontres auront permis d'informer les représentants de plusieurs milliers d'entreprises.

TEMOIGNAGE

Mme Isabelle DUFOUR

Responsable du dispositif « Lyon Pacte PME »

« La qualité de la relation nouée avec le délégué régional du ministère des armées participe très directement au succès des actions que nous avons menées en étroite collaboration, actions dont bénéficient nos belles entreprises de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Actions à poursuivre à l'avenir ! ».

Le tableau ci-dessous présente la synthèse 2021 des rencontres organisées en région, le détail de ces rencontres étant précisé en annexe 2.

Région	Nombre de réunions		
	En distanciel	En présentiel	Global
Auvergne Rhône Alpes	4	3	7
Bourgogne Franche Comté		1	1
Bretagne		2	2
Centre Val de Loire		3	3
Grand Est		2	2
Hauts de France		1	1
Ile de France		1	1
Normandie			
Nouvelle Aquitaine		2	2

Occitanie		5	5
Pays de la Loire		4	4
Provence Alpes Côte d'Azur et Corse	2	1	3
TOTAL	6	25	31

A titre d'illustration, les rencontres avec le monde de l'entreprise en région Provence-Alpes-Côte-D'Azur se sont déroulées sous le signe de la diversité.

Diversité dans les thématiques abordées, avec un premier grand rendez-vous en avril centré sur la santé et l'innovation, une « web émission » en juillet sur les partenariats entreprises-défense, et une convention d'affaires en novembre à vocation transversale avec tous les services achats de Toulon.



Diversité dans les partenariats, avec le pôle de compétitivité Eurobiomed, la technopole de Luminy, la CPME-Sud, le MEDEF, les CCI du Var et d'Aix Marseille Provence. Diversité aussi dans les supports de communication puisque les démarches en direction des entreprises ont pris, selon les événements, la forme d'un webinar, d'une web-émission ou d'une grande manifestation en présentiel avec des « speed business meeting ». Deux films vidéo ont été réalisés pour illustrer les partenariats défense, en lien avec SGA-Com : « la bouteille Oxycos »,

réalisé avec le SSA et l'entreprise « Service Industrie Marine », et la « convention d'affaires » de Toulon. © Vincent Lamourelle /SGA COM

Le trophée relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) remis à la DAR

En 2021, le ministère des Armées a obtenu le renouvellement du label RFAR. Les relations avec les PME étant l'un des critères d'évaluation pour l'obtention de ce label, la DAR est contributrice avec les rencontres organisées par les délégués régionaux entre le tissu économique local et les acheteurs du ministère.

Pour marquer le renouvellement du label RFAR au ministère, une cérémonie a été organisée au Cercle national des Armées. Après la remise officielle du label par le Médiateur des entreprises au ministère, la Secrétaire générale pour l'administration a remercié les services pour le travail accompli en leur remettant un « Trophée » et les a invités à poursuivre leur engagement vis-à-vis des fournisseurs et pour des achats responsables. La DAR est honorée d'avoir reçu le Trophée RFAR 2021, en compagnie des services acheteurs du ministère et des directions.

5. Le plan de relance et les CPER : un relai territorial fort dans la recherche de financements

5.1 L'action des délégués régionaux sur le plan de relance en région

Par lettre du 8 octobre 2020, le directeur de cabinet de la ministre des armées a demandé aux préfets de région de bien vouloir intégrer pleinement les délégués à l'accompagnement régional dans le dispositif de suivi du plan de relance pour contribuer à sa mise en œuvre rapide et concrète souhaitée par le gouvernement.

Pleinement investis auprès des services de l'Etat en région, la participation des délégués régionaux aux comités de suivi régionaux et leur forte implication permettent de partager les informations relatives aux projets du ministère des armées ayant une implication territoriale mais également d'appréhender les impacts sur la commande publique ministérielle vis-à-vis des entreprises régionales.

Après avoir participé activement à l'instruction des dossiers répondant aux deux appels à projets « bâtiments publics » dans le cadre du volet écologie, la délégation à l'accompagnement régional a participé à leur suivi en 2021.

Dans le cadre de l'objectif gouvernemental d'une mise en œuvre concrète et rapide des projets du plan de relance, il a été demandé aux différents porteurs de projet d'engager leurs projets et de notifier les marchés correspondants avant la fin 2021. Dans ce cadre, les délégués régionaux ont contribué à faire avancer certains dossiers faisant l'objet d'une « alerte » dans le cadre du dispositif de suivi mis en place par la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE), notamment en région Occitanie et Ile de France.

La DAR a par ailleurs suivi et rendu compte de la bonne mise en place du dispositif de communication prévu pour le plan de relance de l'Etat.

Au 31 décembre 2021, la mobilisation de tous les acteurs concernés dont la DAR, a produit les résultats escomptés : sur 669 projets du MINARM suivis dans l'outil DIE (hors TIGRE), 156 sont d'ores et déjà terminés. Par ailleurs, près de 631 projets ont donné lieu à notification d'au moins un marché de travaux permettant ainsi de respecter l'impératif d'engagement des crédits avant la fin de l'année 2021.

La répartition des projets par région est la suivante :

Régions	Projets	Part de chaque région en %	Montants (en €)
Auvergne -Rhône-Alpes	104	15,6	26 175 645
Bourgogne-Franche-Comté	35	5,2	1 120 191
Bretagne	66	9,9	25 442 919
Centre-Val de Loire	82	12,3	18 746 044
Corse	1	0,2	439 758
Grand Est	7	1,1	40 488 119
Guadeloupe	1	0,2	17 682
Guyane	4	0,6	1 343 916

Hauts-de-France	7	1,1	293 065
Ile-de-France	38	5,7	20 210 650
Martinique	2	0,3	459 441
Normandie	26	3,9	1 990 526
Nouvelle Aquitaine	26	3,9	2 860 190
Nouvelle-Calédonie	6	0,9	1 609 162
Occitanie	129	19,3	25 732 679
Pays de la Loire	4	0,6	6 917 428
Polynésie Française	1	0,2	1 761 532
Provence-Alpes-Côte d'Azur	130	19,4	30 228 604
TOTAL	669	100	205 837 551

Cet avancement s'est traduit par le lancement d'un certain nombre d'opérations emblématiques. Ainsi, à Mourmelon, l'une des principales actions prévues par le contrat de performance énergétique est la fermeture de l'une des dernières centrales à charbon encore en service dans des camps militaires et son remplacement par des chaudières gaz et biomasse qui alimenteront 218 bâtiments, soit près de 190 000 m² de surface. Le contrat permettra au site de réaliser 44 % d'économie d'énergie et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 92 %. L'investissement s'élève à 86 M€, dont 38 M€ pris en charge par le volet « Transition écologique » du Plan de relance.

De façon indirecte, des emprises du ministère des Armées ont également bénéficié des aides accordées aux collectivités engagées dans la reconversion de friches militaires. Dans le cadre du plan de relance, le gouvernement a en effet déployé un fonds « friches » de 300 M€ destiné à requalifier les friches urbaines, industrielles ou commerciales et limiter l'artificialisation des sols. Ce fonds n'est par nature pas destiné aux emprises du ministère des Armées mais il est apparu que certaines friches militaires cédées par le passé avaient pu bénéficier de ces financements.

Ainsi, 16 opérations rentrent dans ce cadre pour un montant d'environ 13 M€ concentrées sur les deux régions Bretagne (31 % du montant total) et Grand Est (37 % du montant total). A titre d'exemple, l'ancienne base de l'OTAN du bois de Haye en Meurthe-et-Moselle a bénéficié à ce titre de 1,4 M€ en 2021.

Par ailleurs, le plan de relance dans son volet « cohésion » a permis de financer le dispositif des Cordées de la réussite, dans le cadre duquel des lycéens bénéficient d'un tutorat assuré par des étudiants de l'École Polytechnique (soit 460 lycéens bénéficiaires).

En lien avec les correspondants DGA en région, les délégués régionaux ont également suivi les réponses des entreprises intéressant la Défense aux appels à projet dans le cadre du volet « compétitivité » du plan de relance.

5.2 Les contrats de plan Etat-région

Les contrats de plan Etat-régions constituent une planification pluriannuelle contractualisée de développement des territoires. Jusqu'à un passé récent, la co-construction était assez réduite, l'exercice consistant essentiellement à décliner au niveau régional les politiques publiques définies par les ministères.

Afin de prendre en compte le besoin d'assouplissement et le contexte d'une plus grande décentralisation des responsabilités en direction des régions, le processus qui doit conduire

in fine à la signature des CPER 2021-2027 a été renouvelé pour aboutir à une construction plus partagée. La relance a par ailleurs conduit à la signature d'accords de relance entre l'Etat et les Régions qui ont pu sur certaines thématiques rejoindre celles des CPER et ont été pour certains inclus dans les projets de CPER. Pour le ministère des armées, le projet de rénovation de la voie ferrée Fleury-les-Aubrais-Voves, utilisée pour le ravitaillement en carburant de la base aérienne d'Orléans-Bricy, est inclus et financé dans l'accord de relance de la région Centre-Val de Loire.

Le processus de négociation des CPER à proprement parler s'est traduit par la fixation d'un cadre partagé sur les orientations et les méthodes de travail, formalisé par la signature d'un protocole de préfiguration du CPER ou d'un document cadre portant une autre dénomination : accord stratégique sur les orientations, protocole d'accord intermédiaire, accord-cadre relatif aux orientations du CPER, contrat-cadre du CPER, contrat d'avenir Etat/Région. Quatre étapes formelles doivent toutefois être franchies pour aboutir à la signature : une saisine et un avis de l'Autorité environnementale, une enquête publique, une saisine pour avis du conseil économique, social et environnemental régional (CESER) et enfin une délibération sur le CPER 2021-2027 par l'organe délibérant du Conseil régional.

A l'exception de deux régions (Corse et Normandie), l'avancement du processus d'élaboration des CPER a été homogène en 2021 avec une perspective de signature en 2022, notamment dans les régions où le ministère des Armées a des projets. En effet, dans ces régions, le processus a progressé d'une manière homogène dans la mesure où elles ont franchi les étapes de l'avis réglementaire de l'Autorité environnementale, de la phase d'information et de consultation du public, permettant une conclusion et une signature du CPER au premier semestre 2022.

A titre d'illustration, les projets du ministère des Armées inscrits dans les projets de CPER sont les suivants :

- en Bretagne, le CPER inclut les projets ESRI de l'Ecole Navale (1,56 M€) et de l'ENSTA Bretagne (10 M€) ;
- en Occitanie (Toulouse), est concerné le projet de l'ISAé -Supaéro (10 M€) ;
- en Ile-de-France, la participation du conseil régional pour l'ENSTA Paris a été fixée à 1,2 M€ (Projet LAPLACE ⁵ porté par l'ENSTA Paris-tech pour l'IP Paris) et à 3,5 M€ pour le projet RénovX de l'Institut Polytechnique Paris ;
- en Grand est, le financement du fret ferroviaire pour favoriser le maintien des lignes dites « capillaires fret » pourrait concerner le fret militaire et notamment la ligne Coolus-Camp de Mailly.

⁵ Le projet Laplace est un projet visant à disposer sur le site de l'ENSTA d'un des premiers centres d'accélération laser-plasma au monde, grâce aux travaux de rénovation financés par le PRE à hauteur de 6,1 M€.

6. Les actions menées avec les autres directions et services pour accompagner des projets transverses

6.1 La Fabrique défense avec la DGRIS

La Fabrique Défense (LFD) est un événement d'ampleur du ministère des Armées tourné entièrement vers la jeunesse. Il vise à sensibiliser les 18 - 30 ans aux enjeux de la défense, à ceux de la construction d'une défense européenne, quels que soient leur formation, leurs origines sociales et territoriales ainsi que leurs objectifs professionnels.

La deuxième édition de LFD pilotée par la DGRIS a eu lieu partout en France et en Europe, principalement au second semestre 2021, et à Paris fin janvier 2022 avec un événement grand public d'ampleur dans un contexte marqué par la Présidence française de l'Union européenne.

Le rôle de la délégation à l'accompagnement régional est, à travers son réseau implanté dans les 13 régions :

- d'informer et communiquer sur le label LFD ;
 - de mettre en réseau partenaires et acteurs locaux qui ne se connaissent pas forcément ;
 - d'identifier des événements qui pourraient entrer dans ce cadre et en informer les partenaires ;
 - de recenser les projets pour les faire remonter en lien avec EMA, DGA et SGA en local.
- Au final, ce sont près d'une centaine d'évènements labellisés. Environ 21 300 personnes ont participé à des événements labellisés dans toutes les régions les quatre derniers mois de 2021.



*Conférence organisée par les jeunes de l'IHEDN à Lille le 12 janvier 2022
©Jeunes Ihedn*

6.2 Les Espaces Services Jeunesse (ESJ) en lien avec les établissements du service national et de la jeunesse (ESNJ)

L'Espace Services Jeunesse (ESJ) est un nouveau dispositif au service des jeunes et de ceux qui les accompagnent au cœur des territoires. Il s'agit d'un projet, porté par l'Education nationale, qui vise à constituer un véritable pôle de services éducation-formation-jeunesse offerts par les collectivités territoriales et les services déconcentrés ou opérateurs de toutes les administrations de l'État intervenant sur les champs éducation-jeunesse-formation. Le monde associatif est également associé.

Ce dispositif expérimental dans des collèges et lycées a pour objectif, à la fois, de « territorialiser » l'action publique en matière d'éducation, de jeunesse et de formation – au-delà du seul périmètre du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports – et de construire une offre intégrée, conçue par rapport aux besoins des usagers, inscrite dans les territoires. Les services sont aussi constitués de ceux proposés par d'autres acteurs (ministériels, territoriaux, associatifs), la plus grande synergie possible entre ces services étant recherchée.

A cet égard, en tant qu'acteur des territoires et intervenant **sur les champs éducation-jeunesse-formation**, le ministère des Armées a souhaité apporter sa contribution à ce dispositif, expérimental doté d'une enveloppe de subventions de 6 M€ du programme d'investissements d'avenir (PIA).

Les échanges avec la direction du service national et de la jeunesse (DSNJ) et le relai assuré sur le territoire par les établissements du service national et de la jeunesse (ESNJ) et les délégués régionaux de la DAR ont permis d'intégrer dans 9 dossiers des offres de service qui se fondaient sur des supports pédagogiques disponibles et des opérations déjà maîtrisées et conduites par les équipes des CSNJ. Ces actions s'inscrivent pleinement dans le cadre du plan « Ambition Armées Jeunesse 2022 ».

A la suite de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé le 12 novembre 2020 qui s'est déroulé en deux phases, 18 établissements ont été retenus. Parmi ces lauréats, figurent les 9 établissements pour lesquels le ministère des armées a apporté sa contribution. Les futurs espaces services jeunesse ouvriront, à la suite de celui du lycée Condorcet de Schoeneck (Moselle, Académie de Nancy-Metz) opérationnel depuis septembre 2021. Ils ont vocation à incarner une démarche orientée "usagers" et une collaboration renforcée entre les acteurs du terrain.

Les 9 espaces services jeunesse font l'objet d'une valorisation avec une association du ministère des Armées. Cette collaboration réussie entre l'Education nationale et le ministère des armées contribue à la pertinence de notre action dans les territoires et au lien armées-nation.

Ce réseau a vocation à s'étendre.

TEMOIGNAGE

Vincent GORSE, Proviseur du Lycée Jean Renou (Gironde)

« L'espace services jeunesse de La Réole s'est structuré autour de la volonté des acteurs de fédérer des services en direction de la jeunesse existants, publics ou associatifs, afin de coordonner leurs interventions.

Se connaître et se rencontrer dans un même lieu, éviter les redondances, proposer de nouveaux services en fonction des besoins exprimés sont les idées directrices.

C'est dans ce dernier cadre que le partenariat avec le délégué régional de la DAR a été déterminante pour intégrer au projet un bouquet de dispositifs permettant de développer

une éducation à la sécurité qui correspond à une forte demande des jeunes, à des qualifications et des possibilités d'insertion en plein développement. Cette offre est particulièrement pertinente dans le paysage du Sud Gironde et bénéficiera tant au lycéens qu'aux jeunes qui n'ont pas l'opportunité de fréquenter le lycée au travers de l'ESJ ».

6.3 L'empreinte territoriale du ministère avec la mission d'aide au pilotage (MAP) de la délégation à la transformation et à la performance ministérielles (DTPM)

L'objectif initial du projet de cartographie des territoires porté par la DAR et mené en collaboration avec la MAP, était de mettre en exergue la présence du ministère des armées dans les territoires à différentes mailles (communale, départementale, régionale). A cet effet, le croisement des implantations d'unités du ministère avec la liste des communes françaises (34 965 au total) a été réalisé, afin de mesurer le poids des effectifs du ministère dans les communes concernées. Pour les besoins de la cartographie, le seuil de prise en compte de la présence effective de ressortissants du ministère a été arrêté à 10.

Une approche spécifique a ensuite concerné les communes rurales (88 % des communes en France regroupant 33 % de la population). L'analyse de la donnée et la représentation cartographique associée, menée avec la mission d'aide au pilotage (MAP) a conduit à croiser les implantations d'unités du ministère avec la liste des communes rurales, pour mesurer le poids des effectifs du ministère dans ces communes (de l'ordre de 14%).

Après cette première phase, il est apparu opportun de poursuivre les travaux, grâce à une collaboration étroite avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) qui intervient notamment auprès de ces mêmes territoires à travers différents programmes. C'est pourquoi différentes strates ont été ajoutées, issues de dispositifs internes du ministère ou de politiques publiques interministérielles comme par exemple :

- « Petites villes de demain » (1 624 communes concernées)
- « France services » (1 123 existantes à fin 2021)
- « Espaces Atlas » (207 à fin 2021)
- « Projets alimentaires territoriaux ».
- « Espace services jeunesse » (nouvelle appellation des 18 « établissements de services »).

La pertinence de l'outil construit repose à la fois sur son interactivité et les croisements rendus possibles entre les implantations militaires et les politiques publiques territorialisées. Par la suite, il est envisageable d'intégrer de nouvelles données conduisant à une déclinaison élargie de l'outil.

Deux défis devront toutefois être relevés :

- La traçabilité des données des effectifs permettant un usage quotidien de la cartographie et, à terme, la réalisation de comparaisons et statistiques sur des séries longues ;
- L'intégration de nouvelles données transmises notamment par l'ANCT permettant d'enrichir le volet politiques publiques (Action cœur de ville, Contrats de relance et de transition écologique, etc.) sans perdre la lisibilité recherchée.

6.4 Les coopérations avec le Service militaire volontaire (SMV)

Une collaboration étroite existe entre les délégués régionaux de la DAR et les directeurs des sept régiments, centres ou détachements du service militaire volontaire. Elle a permis d'accompagner le SMV dans la recherche de financements régionaux et de nouer des partenariats : appui à la signature d'une convention visant à promouvoir le 1^{er} RSMV en région Grand Est en novembre 2021, inscription dans le volet emploi/formation/insertion professionnelle du contrat de plan Etat-région Auvergne-Rhône Alpes, recherche en Ile de France de nouvelles entreprises partenaires de la formation, mise en relation du SMV avec les services de l'Etat et les pôles de compétitivité afin de préciser les filières en tension qui recrutent, comme par exemple l'aéronautique, en région PACA.

TEMOIGNAGE

GBR Benoit BRULON, commandant le Service militaire volontaire

« Le SMV est un acteur socio-professionnel de terrain. L'appui apporté par les DAR est essentiel pour sa bonne intégration au niveau régional comme pour sa bonne identification par les partenaires locaux. Un partenariat étroit et particulièrement bénéfique à la bonne intégration du ministère des armées dans les territoires ».

7. Les restructurations de défense

7.1 Les CRSD clos

Parmi les mesures mises en œuvre depuis 2008 pour accompagner les restructurations, figure la mise en place des contrats de redynamisation de site de défense (CRSD) et des plans locaux de redynamisation (PLR) destinés à accompagner économiquement les territoires concernés (annexe 3).

Le financement de ces mesures a été prévu dans les LPM successives. Ces moyens ont permis la signature de **64 contrats entre 2009 et 2019** prévoyant des actions favorables au développement des territoires. Ils sont conclus et pilotés entre l'Etat et les acteurs locaux concernés, sous l'égide du ministère des Armées (délégation à l'accompagnement régional) et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (Agence nationale pour la cohésion des territoires – ANCT), qui en suivent la mise en place et l'exécution, notamment dans le cadre du comité technique interministériel⁶. **55 contrats sont clos**, mais pour 26 d'entre eux, l'exécution de certaines actions, en particulier les plus complexes, se poursuit. Les 29 autres sont des contrats soldés dont la totalité des actions sont achevées et pour lesquels les crédits de paiement ont été consommés.

S'y ajoutent les **8 contrats signés en 2015 et 2016 consécutifs aux restructurations les plus récentes** : Polynésie Française, Varennes-sur-Allier, Luxeuil, Châlons-en-Champagne (CRSD et CAR), Dijon, Creil, Drachenbronn. Le dernier CRSD signé au titre des restructurations de la LPM 2014-2019 concerne la fermeture de l'élément air rattaché de Châteaudun. Il a été signé le 30 décembre 2019 pour 5 M€ de

⁶ En 2021, un seul CTI s'est tenu ; il a validé les avenants 6 et 7 du CRSD de Dijon.

FRED et 2,725 M€ de FNADT. Seuls les contrats vivants peuvent encore faire l'objet de modifications.

Le tableau ci-dessous récapitule les 64 contrats en fonction de leur état d'avancement.

	LPM 2008-2014	LPM 2014-2019	
a. Contrats soldés	29	0	CRSD de Givet, Arras, Barcelonnette, Provins-Sourdun, Briançon, Langres, Châteauroux, Metz, Joigny, Dieuze et Guéret ; PLR de la Creuse, des Landes, de Moselle, de la Manche, du Nord, d'Ille-et-Vilaine, de Meurthe-et-Moselle, du Rhône, de la Loire-Atlantique, de Haute-Garonne, du Finistère, d'Eure-et-Loir, de l'Yonne, de l'Hérault, du Maine-et-Loire, de la Réunion, de la Marne et des Yvelines ; PLR du Tarn-et-Garonne (non signé, préfinancement seulement)
b. Contrats clos (AE consommées et crédits de paiement en cours de consommation)	26	3	LPM 2008-2014 : CDE de Commercy ; CRSD de Bourg-Saint-Maurice, Brétigny, Caen, Cambrai, Châteaudun 1, La Rochelle, Laon-Couvron, Laval, Limoges, Noyon, Martinique, Reims et Vernon ; PLR des Bouches-du-Rhône, de la Dordogne, du Gard, de la Gironde, de la Guadeloupe, de la Meuse, de la Nièvre (Château-Chinon et Fourchambault), de l'Oise (Compiègne et Senlis), du Haut-Rhin et du Val d'Oise LPM 2014-2019 : CRSD et CAR de Châlons-en-Champagne, CRSD de Dijon
c. Contrats vivants (générateur de nouveaux engagements)	3	3	LPM 2008-2014 : CRSD Polynésie, Luxeuil-les-Bains et Varennes-sur-Allier LPM 2014-2019 : CRSD de Creil, Drachenbronn et Châteaudun 2
Contrats	58	6	

Le CRSD de Brétigny-sur-Orge (91) : un projet relancé en 2021

Le CRSD de Brétigny-sur-Orge (91) a l'ambition de permettre l'aménagement d'un important foncier, unique au niveau de l'Île-de-France à l'interface entre un front urbain en extension au nord, et des espaces agricoles et paysagers au sud, le développement de nouvelles activités économiques, la connexion du projet avec les territoires limitrophes et les grands pôles de développement de l'Essonne. Signé en 2012, il a permis de nombreuses actions de développement mais son achèvement tardait, le dernier comité de pilotage datant de 2018. En décembre 2021, un comité de pilotage a permis la relance des actions restantes alors que le projet connaît de nouveaux développements (aire événementielle, site de production cinématographique, relance du *cluster* drones).

7.2 Les CRSD en cours : une aide à la revitalisation des territoires qui se poursuit

Tous contrats confondus, 90 projets, opérations ou tranches d'opérations, ont été réalisés en 2021 pour un montant de 4,87 M€ en crédits de paiement.

Cela traduit une poursuite de la revitalisation des territoires en particulier dans le périmètre des CRSD les plus récents avec certaines réalisations emblématiques détaillées ci-après.

Le tableau ci-dessous apporte les précisions sur la consommation des crédits du FRED au 31 décembre 2021.

en K€

CONTRATS	Date de signature	FRED signé (CRSD)	AE 2021	CP 2021
CRSD 51 CHALONS-EN-CHAMPAGNE	28/08/2015	7 420	1720	230
CAR 51 CHALONS-EN-CHAMPAGNE	28/08/2015	6 705	74	792
CRSD 21 DIJON	13/11/2015	4 020	204	853
CRSD OM POLYNESIE FRANCAISE	22/02/2016	4 023	802	235
CRSD 70 LUXEUIL LES BAINS	12/07/2016	1 244	78	9
CRSD 03 VARENNES SUR ALLIER	22/04/2016	3 636	198	117
CRSD 60 CREIL	03/06/2016	1 756	32	283
CRSD 67 DRACHENBRONN	29/11/2016	2 000	220	871
CRSD 28 CHATEAUDUN 2019	30/12/2019	5 000	295	14
TOTAL CONTRATS EN COURS		21 679	3 623	3 406

7.2.1 Drachenbronn (Bas-Rhin)

La restructuration de la Base Aérienne 901 de Drachenbronn et sa transformation en « élément air rattaché » à la BA 133 de Nancy-Ochey, ont entraîné une réduction importante des effectifs à partir de l'été 2015. Pour compenser les impacts économiques et démographiques de cette décision, un dispositif d'accompagnement a été mis en place avec le contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) de Drachenbronn, signé le 29 novembre 2016 pour une durée de 4 ans, et renouvelable une fois 1 an. A la suite de la crise sanitaire, et pour accompagner pleinement les actions, a été actée la possibilité de prolonger le contrat de 12 mois supplémentaires.

L'avenant n° 2, validé par le CTI dématérialisé d'octobre 2020, a permis la prolongation du contrat jusqu'au 28 novembre 2022.

La stratégie de redynamisation du contrat comprend 12 actions regroupées autour de quatre axes :

- Le développement touristique ;
- La dynamisation du tissu des TPE-PME (soutien aux projets d'investissement, développement d'un immobilier dédié, accompagnement au déploiement du très haut débit, THD) ;
- Le soutien aux équipements liés à la BA901 (école communale, piscine de Drachenbronn, changement de filtres de la station d'épuration) ;
- La coordination, le suivi et la mise en œuvre du CRSD.

En 2021, grâce à l'implication des acteurs locaux et malgré le contexte sanitaire, plusieurs projets d'investissement privé ont connu des avancées significatives :

- La société allemande EAK a achevé la construction du Chemin des cimes d'Alsace sur un terrain communal, investissement de plus de 7 M€ et qui a permis de créer 30 emplois. Il a ouvert au public le 21 mai 2021 et a été inauguré le 16 juillet 2021. La société EAK prévoit d'ouvrir au public un parc d'aventures sur l'ancien chenil au printemps 2022 ;
- La société allemande Glamping Resorts a déposé un permis d'aménager pour implanter des hébergements insolites sur un terrain communal, ainsi que sur l'immeuble Walckmühle, projet estimé à 3 M€ ;
- La déconstruction de la base vie (12 ha) sous maîtrise d'ouvrage de la CCPW s'est poursuivie en 2021. Les deux tiers en ont été cédés pour accueillir des projets de la société allemande Gusto Palatino : un atelier de fabrication de fonds de tartes flambées, accompagné d'une boutique de spécialités locales et d'un restaurant gastronomique. Ils représentent 15 M€ d'investissement, avec la création de 30 emplois.

Par décret du 30 janvier 2020, la communauté de communes du pays de Wissembourg est éligible à la cession à l'euro symbolique avec complément de prix différé des immeubles localisés sur le territoire des communes de Drachenbronn-Birlenbach, Cleebourg et Climbach. Par décret du 18 janvier 2021, la cession de l'ensemble immobilier domanial dénommé « Base aérienne 901 » est autorisée. D'autres parcelles sont en cours de cession.

Le comité de site du 23 novembre 2021 a validé le projet d'avenant n° 3, qui permettra l'engagement de l'intégralité des actions avant la clôture du contrat, le 28 novembre 2022. Au 31 décembre 2021, pour le FRED et le FNADT, le taux d'engagement est de 69 % et le taux de consommation des crédits de 41 %. L'ensemble des projets permettent de prévoir la création ou le maintien de 170 emplois sur le territoire grâce au CRSD.

7.2.2 Châlons-en-Champagne (Marne)

Le ministère des Armées a annoncé le 14 octobre 2015 la dissolution du 1^{er} Régiment d'artillerie de marine (RAMa), de l'état-major de la 1^{ère} Brigade mécanisée (BM) et de sa compagnie de commandement et des transmissions, tous implantés à Châlons-en-Champagne, entraînant la suppression de 1 003 emplois civils et militaires.

Pour compenser les conséquences économiques et démographiques de cette décision, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre un plan d'accompagnement, destiné à faciliter la transition du territoire impacté vers de nouvelles dynamiques de développement autour de trois axes : social, foncier et économique.

Le CRSD de Châlons a été signé le 28 août 2015 pour une durée de 4 ans. Il a été doté de 11 M€ de crédits Etat (dont 7,42 M€ de FRED et 3,58 M€ de FNADT) auxquels viennent s'ajouter 17 M€ de crédits publics des collectivités (ville, agglomération, département, région, caisse des dépôts et consignations). Il a fait l'objet de quatre avenants signés respectivement les 8 juillet 2016, 31 août 2018, 29 janvier 2019 et 20 janvier 2020. Un 5^{ème} avenant technique et de prolongation a permis la prolongation du CRSD jusqu'au 27 août 2021.

Par ailleurs, un Contrat d'Accompagnement à la Redynamisation (CAR) de Châlons-en-Champagne était associé au CRSD et a permis de mobiliser des crédits complémentaires. Le CAR de Châlons a été signé le 28 août 2015. Il a été doté de 19 M€ (dont 6,5 M€ de FRED et 12,5 M€ de FNADT) auxquels viennent s'ajouter 23,9 M€ de crédits des collectivités (ville, agglomération, département, région). Il a fait l'objet de 4 avenants signés respectivement les 27 janvier 2017, 31 août 2018, 29 janvier 2019 et 20 janvier 2020. Un 5^{ème} avenant technique et de prolongation a permis la prolongation du CAR jusqu'au 27 août 2021. La mise en place de ce CAR était destinée à compenser la perte du statut de capitale de région de l'ex Champagne-Ardenne, à laquelle la ville de Châlons-en-Champagne a été confrontée en 2015. La conséquence envisagée était le risque de voir partir un certain nombre de fonctionnaires régionaux vers le chef-lieu de la nouvelle région Grand Est, Strasbourg.

Ce dispositif a été conçu pour être un cadre de redéploiement économique, l'ensemble des acteurs économiques y ont été associés, sur les quatre axes suivants :

- Accompagner la redynamisation globale du centre-ville ;
- Développer le tissu économique local ;
- Développer et structurer des filières de croissance ;
- Promouvoir l'ambition internationale du territoire.

L'année 2021 a permis de clôturer ces deux contrats avec un taux d'engagement très satisfaisant. Au 31 décembre 2021, pour le FRED et le FNADT, le taux d'engagement est de 99,96 % et le taux de consommation des crédits de 67,65 %.

Des friches industrielles et militaires ont été réhabilitées ou sont en cours de reconversion, des zones d'activités commerciales se sont développées, le centre-ville et certains quartiers défavorisés ont fait l'objet d'importants travaux de valorisation du patrimoine bâti et/ou d'amélioration de l'accès aux services et commerces.

Sur le plan de l'attractivité, Châlons-en-Champagne a pu promouvoir son territoire à travers des événements d'envergure nationale et internationale, en mettant en valeur ses filières d'excellence et notamment l'agriculture.

Ces contrats permettent ainsi au territoire de rebondir. Le bilan fait notamment état d'un effet de levier important en générant 258 M€ d'investissements publics et privés et la création ou le maintien de 1 071 emplois sur le territoire à ce jour.

A la suite de la clôture, une présentation aux forces vives du territoire du bilan du CRSD de Châlons-en-Champagne a eu lieu le 14 octobre 2021. La déléguée à l'accompagnement régional, les élus locaux et le préfet de la Marne ont salué la coordination et la collaboration exemplaires entre les services de l'Etat et ceux des collectivités partenaires.

7.2.3 Dijon-Longvic (Côte d'Or)

Faisant suite à la fermeture de la base aérienne 102 en 2015, le CRSD de Dijon a été clôturé en novembre 2021. Il totalisait 25 M€, dont 6 M€ financés par l'État et comprenait 3 axes :

- la mise au standard de l'aérodrome militaire pour en faire un aéroport civil. Il devrait être transféré vers les collectivités locales fin 2022. C'est d'ailleurs déjà un syndicat mixte qui en assure la gestion depuis la fermeture de la BA 102 en 2015 et en a délégué l'exploitation à la société EDEIS. L'accueil d'une trentaine d'entreprises sur la zone aéroportuaire vient ajouter de l'activité économique à l'exploitation aéronautique proprement dite, ce qui représente plus de 200 emplois directs.

- le pôle culturel de la cité internationale de la gastronomie et du vin, dont l'inauguration est attendue en mai 2022. L'hôtel et l'éco quartier ainsi que l'aménagement des espaces publics attenants devraient être achevés en 2024. À terme, ce seront plus de 400 emplois directs qui y auront été créés, auxquels s'ajoutent ceux induits dans la filière touristique, estimés à 1600 emplois.

- un dispositif de subvention de la création d'emploi dans les PME du bassin. Bien que modeste, avec 30 emplois, cet axe a l'avantage de les avoir créés très rapidement dans les mois qui ont suivi la signature du CRSD fin 2015.

7.2.4 Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône)

Afin de compenser une baisse de 228 emplois directs sur la base aérienne 116, en 2015, le CRSD de Luxeuil a été signé en juillet 2016.

Il totalise 17 M€, dont 4,8 M€ financés par l'État, et comprenant trois axes :

- le soutien à l'économie présentielle (essentiellement le tourisme et l'artisanat) ;
- le soutien au développement économique (aménagement de zones d'activités et subventions à la création d'emploi dans les PME) ;
- le soutien à l'implantation d'une entreprise du luxe.

L'année 2021 a vu aboutir trois de ces actions :

- le centre de valorisation des déchets Simetri, porté par le syndicat mixte Sytevom au profit d'une bonne partie du département de la Haute-Saône et même quelques communes des Vosges voisines ;

- le centre d'interprétation et d'animation du patrimoine (CIAP) Éclésia qui met en valeur une nécropole gallo-romaine mise au jour il y a une dizaine d'années. Il a été inauguré en juillet 2021 et, dès les premières semaines d'exploitation, a rencontré le succès avec plus de 1000 visiteurs/mois. Ce CIAP s'inscrit dans la suite de la création, en 2018, de la destination touristique "Vosges du Sud", qui faisait également partie des actions du CRSD ;

- l'aménagement d'une zone d'activité qui accueille désormais la société Silux qui fabrique des composants métalliques au profit de l'industrie du luxe.

Ce CRSD se terminera en 2022. Mais il a d'ores et déjà permis la création de 256 emplois directs.

7.2.4 Varennes sur Allier (Allier)

À Varennes-sur-Allier, à la suite de la fermeture du détachement Air 277 en 2015, un dispositif d'accompagnement territorial dédié, prenant toute la mesure de l'impact de cette décision sur la démographie et l'activité économique locale, a été mis en place.

Ce dispositif se compose de différentes actions, notamment :

- un contrat de redynamisation de site de Défense (CRSD) signé en avril 2016 et mis en œuvre pour un montant initial de 17,6 M€ ;
- la cession à l'euro symbolique à la commune de Varennes-sur-Allier de l'emprise foncière (31 ha dont 89 000m² de surfaces bâties).

2021 a constitué une étape majeure dans cette redynamisation. En effet, après dix-huit mois de travaux, l'Hôtel d'entreprises tertiaires, issu de la rénovation complète de l'ancien bâtiment commandement, a été inauguré le 14 décembre 2021 en présence du maire de Varennes-sur-Allier, Président de la Communauté de Communes Entr'Allier Besbre et Loire, du préfet de l'Allier, de représentants de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, du département de l'Allier, des parlementaires du territoire et du Délégué régional Auvergne-Rhône-Alpes, représentant de la DAR.

Cet hôtel symbolise la transformation réussie du site et la dynamique positive enclenchée.

Cet accompagnement, porté par la Délégation à l'accompagnement régional (DAR), et la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés (commune de Varennes-sur-Allier, communauté de communes, le département de l'Allier, la Région et la société publique locale 277), ont permis de transformer le site pour en faire un éco-système entreprenant et dynamique.

TEMOIGNAGE

M. Roger LITAUDON

Maire de Varennes-sur-Allier

Président de la Communauté de Communes Entr'Allier Besbre et Loire

Vice-Président du département de l'Allier

Président-Directeur-Général de la Société Publique Locale (SPL) 277

« Cette année encore, l'accompagnement par le délégué régional de la DAR s'est avéré précieux notamment par sa capacité à trouver les bons interlocuteurs, capables de décider, sur des sujets importants de la finalisation de nos ambitions de redynamisation. L'impulsion supplémentaire donnée a permis de débloquer les freins ou réticences rencontrés et, ainsi, de poursuivre la réussite globale de notre projet.

Nous comptons sur la DAR pour continuer à entretenir la belle dynamique partenariale instaurée tout au long de ces années au bénéfice de notre beau territoire et de ses habitants. »

En effet, grâce à la dynamique partenariale constructive et aux importants investissements consentis, dont plus de la moitié des subventions de l'Etat a été apportée par le ministère des Armées, cette ancienne implantation militaire s'est transformée en Eco Centre, parc d'activités à vocation industrielle et artisanale misant sur l'innovation et la transition écologique. Ce parc offre plusieurs espaces dédiés aux industriels, artisans et entreprises tertiaires : un pôle « bois et énergies renouvelables » ; un pôle « artisanat et petite industrie » ; un tiers-lieu composé d'un espace de *coworking* et d'un « Fablab », lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt « Fabrique de territoire » ; ou bien encore de deux hôtels d'entreprises.

Aujourd'hui, près d'une trentaine d'entreprises occupent plus de 80% du site dans une quarantaine de bâtiments. L'accompagnement mis en place a également permis la création de plus de 185 emplois permanents qui contribuent à l'attractivité et à la redynamisation de tout un bassin économique.

Dans le cadre de ce CRSD, dont la clôture est prévue en avril 2022, un montant total de près de 25 M€ aura été consommé.

Un investissement de 6,4 M€ a été réalisé pour mettre en service une centrale photovoltaïque *via* l'installation de 30 000 m² de panneaux photovoltaïques sur les toitures de bâtiments de l'Eco Centre. L'Eco Centre s'impose désormais comme un véritable outil de développement économique de ce territoire situé entre Montluçon, Vichy et Moulins.



© Ministère des Armées - Florian SZYJKA

Le CRSD a aussi permis la création et le développement d'un agro-technopôle qui associe la recherche et l'innovation dans le milieu agricole notamment dans le domaine de la robotique.

Pour aider à la redynamisation de ce site, la DAR a été le trait d'union en continu entre le ministère des Armées et l'ensemble des acteurs concernés : collectivités, entreprises, services de l'Etat, structures de développement économique.

7.2.5 La Polynésie française

Le CRSD de la Polynésie française a été signé le 22 février 2016 pour une durée de quatre ans. Il a été doté de 6 M€, dont 4 M€ de Fonds de Restructuration de Défense (FRED) et 2 M€ de Fonds Exceptionnel d'investissement (FEI) Outre-mer. Les échéances fixées au contrat pour obtenir la rétrocession effective de certains sites militaires ont été retardées.

L'avenant technique et de prolongation n°1 signé le 17 juillet 2020, qui prévoit une échéance du contrat au printemps 2022, comprend trois évolutions de nature à accélérer le processus d'engagement des opérations et des crédits alloués :

- l'allongement de deux ans à titre dérogatoire de la durée de validité du contrat ;
- la modification des fiches action des communes de Faa'a, Papeete et Pirae ;
- l'obligation d'assurer un comité de suivi avec l'ensemble des partenaires chaque semestre afin d'évaluer précisément l'avancement des actions du CRSD et les éventuelles actions nécessaires à celui-ci.

Au 30 décembre 2021, les taux d'engagement et de paiement globaux (FRED et FEI) sont respectivement de 73,5 % et 13,5 %. Ce résultat témoigne d'une importante accélération en 2021 particulièrement pour les AE. Le CRSD n'a pas, pour le moment, permis la création d'emplois.

Bâti sur la base de quatre axes stratégiques, le CRSD comprend 39 actions dont plus de la moitié des actions sont engagées (24 sur 39) et 7 actions sont soldées.

Lors de sa visite en Polynésie française en juillet 2021, le Président de la République, s'est engagé à prendre en compte des demandes nouvelles émanant du Pays et des communes s'agissant à la fois de la prolongation du CRSD et de la prise en charge des coûts exceptionnels de dépollution par l'Etat.

Un travail interministériel s'est engagé au second semestre 2021 afin de définir les modalités de mise en œuvre de ces engagements. La DAR y a contribué activement en lien avec l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la direction générale de l'outre-mer (DGOM) et en coordination étroite avec les services du Haut-Commissariat de la République en Polynésie Française.

Cela s'est traduit en 2021 par la préparation d'un second avenant visant à prolonger de 24 mois supplémentaires le CRSD et à prendre en compte, dans des conditions précisément définies, des surcoûts exceptionnels de dépollution.

7.2.6 Creil (Oise)

Seul contrat encore actif dans la région Hauts-de-France, le CRSD de Creil, a été signé le 7 octobre 2016 pour 4 ans à la suite de la décision de transfert des escadrons d'avions Casa de la BA de Creil vers Evreux. La plateforme aérienne militaire a cessé son activité fin août 2016, cependant la BA110 conserve des missions opérationnelles structurantes et est un site de défense important, en particulier dans le domaine du renseignement.

La participation de l'État (crédits FRED et FNADT) s'élève sur ce CRSD à 2,7 M€ sur un montant initial de 11 M€. L'avenant 3 signé le 17 décembre 2020 s'élève à un peu plus de 24,5 M€ tenant ainsi compte du coût d'acquisition par les collectivités de la zone IGN et de l'investissement accru du bailleur Clésence. Par ce dernier avenant, la durée du contrat a été prolongée de 2 ans au lieu d'1 an du fait de l'impact de la crise sanitaire.

Concernant la zone Nord de la base, la réhabilitation des bâtiments situés sur l'ancienne zone IGN cédée en 2020 à l'EPFLO (Etablissement public foncier de l'Oise) pour le compte du Parc Alata, a démarré en mobilisant également des crédits DSIL relance⁷. Plusieurs entreprises ont déjà fait part de leur intérêt pour certains bâtiments en cours de rénovation.

Sur le quartier Ordener de Senlis, 109 logements destinés aux familles et jeunes travailleurs, dont trois-quarts issus de la réhabilitation de bâtiments existants, seront livrés au printemps 2022.

Des actions prévues au CRSD portant notamment sur des travaux d'aménagement de ZAC et de bâtiments à vocation économique devraient s'achever en 2022.

Par ailleurs, la société « Photosol Développement » lauréate en février 2020 de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère dans le cadre du plan gouvernemental « Place au Soleil » pour l'installation et l'exploitation d'une centrale de production électrique à partir de panneaux photovoltaïques sur la zone piste conservée par le ministère des armées est bénéficiaire depuis mars 2020 d'une autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels d'une durée de 30 ans. La mise en service de la centrale est prévue en 2023 et produira l'équivalent de la consommation de 130 000 habitants.

⁷ La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) qui finance les priorités d'investissements des communes et de leurs groupements a bénéficié d'un abondement dans le cadre du PRE de 950 M€.

7.2.7 Châteaudun (Eure-et-Loir)

Les collectivités du Dunois, et en particulier la ville de Châteaudun, ont été impactées par deux mesures successives (transformation de la base aérienne en élément air rattaché (EAR) et fermeture de l'EAR) qui ont conduit à la mise en place de deux CRSD, l'un signé en 2015, le second en décembre 2019.

Ce second CRSD repose sur 3 axes majeurs : la reconversion des sites libérés par le MINARM, la valorisation du centre-ville et la création au développement d'entreprises pour un montant total de 22 millions d'euros dont 7,725 M€ de crédits d'Etat (dont 5 M€ du ministère des armées).

Le changement d'équipe dirigeante à la tête de la mairie de Châteaudun et de la communauté de commune du Grand Châteaudun à l'occasion des dernières élections municipales, s'est traduit par l'adoption d'une stratégie résolument tournée vers la continuité de l'activité aéronautique combinée à un projet de parc photovoltaïque d'une centaine d'hectares, l'un des plus importants susceptibles de s'implanter dans la région Centre-Val de Loire.

Pour répondre à cette orientation, le second CRSD vient d'être révisé pour intégrer les projets aéroportuaires de la collectivité. Parallèlement à cette démarche, le transfert du foncier de l'EAR 279 et de sa compétence aéronautique vers la collectivité a été engagé à la suite de la parution du décret d'application de la loi NOTRé en juillet 2021. L'arrêté portant modification de l'affectation aéronautique a été publié le 3 décembre 2021 ; il prévoit un transfert de la plateforme au 1^{er} octobre 2022.

Le transfert d'un site comme celui de l'EAR est une opération particulièrement complexe à coordonner. Pour y parvenir, les services du ministère, coordonnés par la DAR, capitalisent l'expérience du transfert de la plateforme de Tours.

8. Exemples d'actions menées dans les régions : un accompagnement sur mesure

8.1 Le transfert de la plateforme aéroportuaire de Tours (Indre et Loire)

La décision ministérielle du 26 juillet 2017 a validé le principe du transfert de l'école d'aviation de chasse (EAC) de la base aérienne (BA) 705 de Tours vers la BA 709 de Cognac. Les activités aéronautiques des armées ont progressivement pris fin au cours de l'année 2020. La transition de l'emprise scindée entre une aire d'activité aéronautique civile et une base aérienne accueillant principalement des services spécialisés dans la gestion des ressources humaines, a représenté un exercice de coordination complexe. Le cabinet a confié le 12 mars 2020 à la Déléguée à l'accompagnement régional la mission d'assurer la cohérence globale des actions et d'informer le cabinet de toute question nécessitant une orientation ou un arbitrage. La coordination au jour le jour, et l'implication de l'ensemble des services concernés ont permis, malgré une publication tardive du décret d'application de la loi NOTRé fin juillet 2021 d'aboutir à un transfert effectif de la plateforme aéronautique au 1^{er} octobre 2021.

A cette date, le ministère s'est désengagé de toute responsabilité aéronautique et la plateforme a été transférée au syndicat mixte pour l'aménagement et le développement de l'aéroport international de Tours (SMADAIT), gestionnaire de l'aéroport au profit de la seule activité commerciale civile exercée par la société EDEIS.

L'investissement sans faille des états-majors, directions et services du ministère et de l'ensemble des services de l'Etat en région ont permis simultanément à la collectivité de procéder aux travaux d'aménagement et ainsi d'obtenir la certification européenne de la plateforme, gage de sa capacité à poursuivre son activité commerciale.

8.2 L'étude engagée dans le cadre du plan d'exposition au bruit de Orange (Vaucluse)

En septembre 2020, dans le cadre de la montée en puissance de la BA 115 d'Orange et de l'arrivée de deux escadrons de Rafale en remplacement des Mirage, à la demande de la DAR, la direction régionale PACA de l'INSEE s'est engagée à réaliser deux études : l'une portant sur le poids économique de la base aérienne 115 d'Orange, l'autre sur l'impact démographique de l'actualisation du plan d'exposition au bruit (PEB).



Le pilotage de ces études a été effectué de manière conjointe entre la direction régionale de PACA, le DR PACA et la base aérienne d'Orange. L'implication de la DAR a permis de faciliter les relations avec le monde militaire et de garantir l'accès aux sources de données (RH, financières, techniques), démarche qui a nécessité la mobilisation de plusieurs services. Dans ce cadre, le comité de pilotage s'est rendu à plusieurs reprises sur la BA 115

d'Orange, mais aussi au Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD) d'Istres afin de rencontrer les personnels en mesure de délivrer les données nécessaires.

L'étude économique, publiée le 5 juillet 2021, permet d'objectiver et de quantifier l'influence de la base aérienne 115 sur son territoire. Les 3 120 emplois directs, indirects et induits, représentent 10 % des emplois du territoire d'Orange et des communes alentours. Avec les familles, c'est une population de 5 180 personnes qui est liée à la présence de la base aérienne (dont 880 enfants en âge scolaire). Selon Bertrand Gaume, préfet du Vaucluse, « *C'est un point qui était jusqu'à présent difficilement quantifiable. Désormais, nous avons des données et des statistiques sur l'apport de la Défense au tissu économique local* ».

L'étude démographique, qui ne sera publiée qu'après la validation du PEB, constitue une aide à la décision pour le préfet du Vaucluse qui a engagé les procédures d'actualisation du PEB. L'INSEE a ainsi déterminé, pour chaque courbe de bruit, la population concernée, la caractéristique des habitations, ainsi que les équipements et services implantés dans la zone (crèches, écoles, commerces, etc.).

Ces deux études, appréciées par toutes les parties prenantes, sont très importantes pour préparer les investissements à venir, tels que l'arrivée du Rafale à Orange en 2024.

8.3 Le projet Bahia (Gironde)

Le Service de Santé des Armées poursuit sa transformation, et en particulier celle de sa composante hospitalière pour améliorer son efficacité dans sa réponse aux besoins de santé de défense. Dans ce cadre, des domaines prioritaires sont renforcés, et quatre hôpitaux d'instruction des Armées sur huit au niveau national ont vocation à constituer des partenariats forts et pérennes sous le format d'établissement hospitaliers civils et militaires (EHCM).

L'hôpital d'instruction des armées Robert Picqué (HIARP) situé à Villenave d'Ornon en Gironde (33) est un de ceux-là, et il est engagé dans un partenariat avec la fondation dite Maison de Santé Protestante de Bordeaux-Bagatelle (MSPB) située dans la commune voisine de Talence (33) *via* un groupement de coopération sanitaire (GCS) de moyens « Bahia ». Ce projet vise à la création d'un Ensemble Hospitalier Civil et Militaire, sur le site actuel du partenaire civil, nécessitant des travaux d'extension en deux phases entre 2018 et 2024.

Le projet Bahia poursuit sa montée en puissance avec la mutualisation de moyens appartenant à ces deux partenaires ; ressources humaines, infrastructure, logistique. A terme, c'est un établissement hospitalier civilo-militaire regroupant l'ensemble des activités des deux structures qui sera créé sur le site de la MSPB, dans le respect des attentes de l'agence régionale de santé (ARS) en matière d'offre de soins, et des besoins du MINARM en termes de capacités de projection dans le cadre du contrat opérationnel, d'avis experts et de réhabilitation des blessés de guerre. Il s'agira notamment, pour l'HIA Robert Picqué d'assurer ses activités d'urgence, de réanimation, de psychiatrie et de médecine physique et de réadaptation, tout en garantissant pour ses médecins et ses paramédicaux une capacité de départ en OPEX ainsi que leur maintien en compétences. Le pilotage de ce projet est organisé autour d'un comité stratégique qui regroupe les deux établissements, le service de santé des armées (Direction des Hôpitaux) et l'ARS Nouvelle Aquitaine.

Quant au devenir du site Robert Picqué (23,7 ha), il est suivi par un comité de projet piloté par la préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il regroupe les différentes parties prenantes au projet et notamment les collectivités territoriales (communes impactées, Bordeaux Métropole, département de la Gironde, et région Nouvelle-Aquitaine). Il vise à suivre l'avancement du projet, faciliter l'évaluation financière des terrains cédés, favoriser la concertation nécessaire, assurer le lancement des études nécessaires.

Bordeaux Métropole a signifié son intention d'acquérir la partie cessible du site Robert Picqué (18 ha), dans le but de développer à terme une opération d'aménagement métropolitaine. Un comité technique travaille actuellement sur le devenir du site Robert Picqué et sa reconversion urbaine, à travers la réalisation d'une étude urbaine, programmatique et pré-opérationnelle. Un état des projections sur la reconversion urbaine de ce site sera effectué en janvier 2022. La mise en œuvre concrète du devenir du site Robert Picqué passe par la signature officielle de la feuille de route établie par la mission pour la valorisation et la réalisation des actifs immobiliers (MRAI), et présentée et validée en comité de projet le 19 janvier 2021. L'horizon fixé au projet Bahia et donc de la libération du site Robert Picqué par l'HIA est désormais positionné sur 2024. Enfin, il demeurera sur le site Robert Picqué une fraction d'environ 5 hectares comprenant la chapelle, les logements domaniaux actuels et une réserve foncière majoritairement destinée à la réalisation de logements familiaux pour les ressortissants du ministère, sur un territoire à forte pression immobilière.

8.4 Le transfert de l'aérodrome de Nîmes-Garons (Gard)

Le départ de la base d'aéronautique navale de Garons (BAN) le 1^{er} juillet 2011 a conduit à un plan local de redynamisation entre avril 2011 et juin 2016. Le plan a été accompagné de moyens financiers (4,45 M€) conduisant à plus de 1 500 emplois créés. En même temps, l'affectation de l'aérodrome de Nîmes-Garons a été confiée, par arrêté du 8 juin 2011, à titre principal au ministère chargé de l'aviation civile pour les besoins des transports aériens et, à titre secondaire, au ministère de l'intérieur pour les besoins de la sécurité civile.

L'aérodrome de Nîmes-Garons est dorénavant éligible à un transfert au titre de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe » dans le cadre du décret d'application n° 2021-986 du 27 juillet 2021. Ce décret relatif aux modalités de transfert aux collectivités territoriales ou à leurs groupements d'aérodromes civils appartenant à l'Etat, permet aux collectivités intéressées et éventuellement concurrentes de manifester leur intérêt pour le transfert d'une plateforme.

En réponse à une sollicitation du préfet du Gard demandant un appui du ministère sur le devenir de l'aérodrome, la SGA a désigné le délégué à l'accompagnement régional des armées pour l'Occitanie, pour l'appuyer dans l'instruction de ce dossier à fort enjeu local.

Il a été proposé en particulier que le délégué de la DAR organise la concertation entre la collectivité territoriale et les différents services du ministère des Armées qui agissent dans leurs domaines de responsabilité (Commandant de la base de défense de Nîmes-Laudun-Larzac, Etablissement du service d'infrastructure de la défense, Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives) et étende son action aux autres services de l'Etat et notamment la direction de la sécurité de l'aviation civile sud avec laquelle il travaille régulièrement sur l'aéroport de Francazal, en Haute-Garonne.

Le DR Occitanie et la directrice adjointe de la DSAC-Sud ont ainsi tenu trois comités de coordination entre octobre et décembre 2021, rassemblant l'ensemble des services de l'Etat afin de travailler les points techniques liés à la séparation des réseaux et réunir les éléments du dossier d'information qui sera transmis à la collectivité candidate à la reprise.

8.5 La plateforme d'innovation aéronautique et spatiale de l'Ecole de l'Air (Bouches du Rhône)

L'Ecole de l'Air et de l'Espace est devenue un Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel - type Grand Établissement (EPSCP-GE) en 2019. Ce statut lui confère une autonomie accrue et facilite ses collaborations avec l'extérieur. L'objectif de l'EAE est de devenir la référence en matière de formation des aviateurs en Europe. Pour cela, elle souhaite amplifier ses capacités de recherche et de formation et son écosystème d'innovation, notamment ses liens avec les entreprises au moyen d'une Plateforme d'Innovation Aéronautique et Spatiale (PIAS). Ce projet initié en 2019, à la suite de deux études de faisabilité réalisées en partenariat avec la Délégation à l'accompagnement régional, est entré en 2021 dans une phase opérationnelle avec le recrutement d'un chef de projet, la définition d'un schéma de gouvernance et la recherche de financements.

Ce projet s'articule aussi avec le pôle d'innovation technique Novaéro, créé en novembre 2021, bras armé de l'Agence de l'innovation de défense (AID) en région sud-est dans les domaines aéronautiques.



Zoom sur les 13 régions

Auvergne – Rhône-Alpes



L'Académie aéronautique et spatiale

La filière aéronautique, de première importance dans la région avec 550 entreprises, représentant 30 000 emplois directs et 3,3 Md€ de chiffre d'affaires, fait face à une pénurie de main d'œuvre qualifiée répondant à ses besoins. Dès lors, en concertation étroite avec les entreprises de la filière sur le territoire, le conseil régional porte ce projet de campus « Académie aéronautique et spatiale ».

Cette académie proposera des formations de pointe et des modules complémentaires aux formations initiales, adaptés aux besoins techniques précis des entreprises et de nature à répondre aux enjeux de la filière. Elle sera ouverte aux lycéens, étudiants, demandeurs d'emplois et salariés pour compléter leur cursus avec une spécialisation aéronautique. Elle a également vocation à accueillir des projets collaboratifs, des événements, des expositions et des rencontres.

La Région a proposé au ministère des Armées un partenariat, intégrant en particulier la mise à disposition d'une parcelle de terrain sur l'emprise du détachement air 278 d'Ambérieu en Bugey.

Face à la complexité d'un tel projet s'inscrivant dans le temps long, le positionnement et l'action du délégué régional de la DAR ont constitué des atouts déterminants pour la bonne évolution du projet. En effet, le délégué régional a pleinement joué son rôle de facilitateur en mesure de relier les différents acteurs (élus locaux, préfecture de région et préfecture du département de l'Ain, acteurs économiques, ministère des Armées, etc.) aux bons moments et avec le bon niveau d'information.

Sur ces fondements, la conduite de cet ambitieux projet, qui intéresse tout particulièrement l'armée de l'air et de l'espace, le service industriel de l'aéronautique mais également d'autres entités du ministère (SMV d'Ambérieu, par exemple), est désormais grandement facilitée.

TEMOIGNAGE

M. Jean FROMION, Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, Directeur général du projet

« Le délégué régional de la DAR est le maillon indispensable du lancement de ce projet sur lequel les armées sont partie prenante : il construit habilement le lien entre les directions et services du ministère et les différents acteurs de l'organisation administrative du territoire. »

L'Académie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

Le 11 juin 2019, le Président de la République et le Directeur Général de l'OMS ont signé une déclaration d'intention tendant à la création de l'Académie de l'OMS à Lyon. Ce projet phare consiste en l'installation d'une division interne de l'OMS délocalisée à Lyon et vise à améliorer les compétences des acteurs de la santé dans le monde.

L'ambition de l'OMS est de « révolutionner l'apprentissage tout au long de la vie dans le domaine de la santé » pour mieux agir et anticiper face aux crises sanitaires mondiales.

Les publics cibles sont très larges : cadres de l'OMS (plus de 7 000 personnes), responsables publics des 197 États-Membres, cadres des systèmes de santé, acteurs associatifs, futurs formateurs, personnels de santé terrain.

Ce projet constitue également un vecteur d'attractivité et d'influence pour la France et renforce Lyon comme pôle de santé mondial (outre de très nombreuses grandes entreprises du domaine de la santé et de la pharmacie, Lyon accueille également le Centre international de recherche sur le cancer et un bureau de l'OMS depuis respectivement 1965 et 2001).

Dans le cadre de l'élaboration de la formation sur les interventions face à des incidents comportant un grand nombre de victimes (« *mass casualties* »), le ministère des Armées a été sollicité. En effet, le service de santé des armées dispose d'une expertise reconnue internationalement dans ce domaine et l'intérêt de bénéficier de ses compétences et de ses équipements locaux était clairement identifié.

La complexité et l'importance d'un tel projet, qui contribue au rayonnement international de la France et de Lyon, ont rendu nécessaire une importante mobilisation interministérielle tant au niveau central que de la préfecture. Le Préfet a ainsi été mandaté directement par le Président de la République sur l'aspect immobilier, dimension majeure du projet.

Le délégué régional de la DAR a participé aux différentes réunions de l'équipe projet interministérielle. En effet, l'ancrage territorial de cette académie constitue une dimension importante de la réussite du projet. D'ailleurs, la déclaration commune, signée le 27 mai 2021 par le Premier ministre, le Directeur Général de l'OMS, le Président du Conseil régional, le Président de la Métropole et le Maire de Lyon insiste tout particulièrement sur ce point. Le délégué régional a ainsi maintenu une forte dynamique d'échanges avec les acteurs du projet permettant la bonne association du ministère comme partenaire potentiel pour les futurs développements au juste niveau de ses ressources et contraintes.

La pose de la première pierre a eu lieu le 27 septembre 2021 en présence du Président de la République. L'ouverture de l'Académie est prévue en 2023.



© Only Lyon



© Lyon décideurs



Bourgogne Franche Comté

Inauguration du pôle Ecclesia à Luxeuil

Afin de compenser une baisse de 228 emplois directs sur la base aérienne 116, en 2015, le CRSD de Luxeuil a été signé en juillet 2016 et financé à hauteur de 4,8 M€ par l'Etat. L'année 2021 a vu aboutir une des actions de ce contrat : le centre d'interprétation et d'animation du patrimoine (CIAP) Ecclesia.

C'est en 2006, à l'occasion du creusement d'un parking au centre de Luxeuil-le-Bains, que les archéologues avaient découvert un élément de grand intérêt : 380 sépultures dont 150 sarcophages datant de l'antiquité tardive et de l'époque mérovingienne, le tout en excellent état de conservation.

Le projet était compliqué et coûteux mais le CRSD a permis de l'engager. Ainsi, la ville de Luxeuil a pu acquérir une maison médiévale en bordure de la place Saint-Martin pour en faire le nouvel office du tourisme, qui remplit désormais également la fonction de hall d'accès du centre d'interprétation. Ce dernier, un bâtiment contemporain de Michel Malcotti, en bois, verre et acier, protège intégralement la nécropole tout en permettant une circulation du public sur une passerelle qui la surplombe.

C'est ainsi un parcours de 2000 ans qu'il est invité à faire, s'ancrant sur des vestiges gallo-romains mais montrant aussi le rayonnement de l'abbaye fondée par Saint-Colomban à la fin du VI^{ème} siècle.

Dès les premières semaines d'exploitation, et malgré les restrictions dues à la crise sanitaire, Ecclesia a rencontré le succès avec plus de 10 000 visiteurs en 6 mois.



*Parcours interactif au plus près de la nécropole,
©Stefen Bouvet – agence Ikona*

Le transfert de la plateforme de Dijon-Longvic

La plateforme aéronautique de la base aérienne 102 de Dijon-Longvic, fermée à l'été 2016, a conduit à la signature du CRSD de Dijon et agglomération le 13 novembre 2015. Concernant la plateforme, l'arrêté du 28 août 2014 portant transfert de gestion d'une dépendance du domaine public militaire de l'Etat au profit du Syndicat mixte de l'aéroport de Dijon-Longvic prévoit un transfert en gestion à titre gratuit pour une durée de 10 ans au profit du Syndicat mixte de l'aéroport de Dijon-Longvic.

Le cadre juridique nouvellement posé par l'article L.6311-1 du code des transports devrait permettre son transfert en 2022 vers la collectivité éligible ayant manifesté son intérêt dans le cadre de la procédure prévue par le décret 2021-986 du 27 juillet 2021.



Normandie

Un établissement de service jeunesse à Saint Lô-There

Dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA), le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et la Banque des Territoires ont lancé l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) "Établissement de Services" (cf. 6.2).

Le ministère des Armées, au travers de la Direction du Service National et de la Jeunesse (DSNJ), est porteur de politiques publiques fortes et ambitieuses pour les jeunes. C'est pourquoi il a souhaité participer à la construction de ces structures en y adjoignant ses propres offres de services pour la jeunesse en termes de recrutement et de formation. Le délégué régional pour la Normandie a donc mis en relation le CSNJ de Caen dans le Calvados et l'établissement public d'enseignement agricole de Saint Lô-There dans la Manche. Les premiers échanges ont permis la constitution d'un groupe de travail auquel s'est associé le délégué militaire départemental de la Manche.

Le 12 octobre 2021, au cours d'une réunion avec la fédération des clubs de la défense (FCD), les partenaires soucieux de concrétiser leur volonté de collaboration se sont mis d'accord pour organiser un événement le 5 mai 2022 dans le cadre du programme « Aux sports jeunes citoyens ! » (ASJC). Ce programme du ministère des Armées s'inscrit dans le projet « Héritage des Jeux Olympiques Paris 2024 », dont l'objectif est de promouvoir les activités sportives et les valeurs citoyennes. En alliant sport, travail de mémoire et citoyenneté, il vise, par une pédagogie active, à favoriser la cohésion, le dépassement de soi et la solidarité.

L'étude INSEE sur le secteur de Cherbourg et l'accompagnement des sous-traitants à la suite de la rupture du contrat Naval Group avec l'Australie

L'INSEE et le ministère des armées ont engagé une collaboration afin de réaliser des études économiques et statistiques en région. Une convention entre le ministère et la Direction régionale Normandie de l'INSEE pour une étude sur le secteur de Cherbourg a été signée en décembre 2021

La DAR collabore également avec la DGA pour soutenir et accompagner les sous-traitants de Naval Group, après la rupture du contrat des sous-marins australiens.



Bretagne

Participation à l'organisation du café stratégique « développement durable »

TEMOIGNAGE

LCL Jean-François LENOAN, délégué militaire départemental adjoint du Morbihan

« Désirant diffuser les efforts que font les Armées, notamment auprès des jeunes, en matière de développement durable, j'ai souhaité organiser un « café stratégique » à Vannes en partenariat avec l'IHEDN et l'Université de Bretagne Sud pour montrer les actions menées dans le département dans le domaine de la préservation de la biodiversité et de l'environnement.

Je me suis naturellement tourné vers le délégué régional de la DAR avec lequel je travaille régulièrement sur les sujets économiques de la défense et de l'innovation. Sa collaboration a permis la tenue de cet évènement le 21 septembre dernier au cours de la semaine européenne du développement durable devant un parterre de jeunes étudiants. »

Participation à l'organisation à Rennes de la journée « Quelle ambition pour la défense européenne ? » dans le cadre de la Fabrique Défense

Initiée en 2020, La Fabrique Défense coordonne et soutient de nombreux évènements gratuits, organisés pour sensibiliser les 15 – 30 ans à la défense européenne. Pour sa deuxième édition, la région Bretagne, sous l'impulsion de la zone de défense et de sécurité Ouest, s'est particulièrement mobilisée : 8 évènements se sont déroulés entre septembre 2021 et janvier 2022 (sur l'édition 2020, 5 évènements avaient eu lieu).

Pour la journée de colloque « Quelle ambition française pour la Défense européenne ? » qui s'est déroulée le 18 novembre, tous les acteurs locaux du ministère des Armées se sont mobilisés auprès des universités de Rennes 1 et de Rennes 2, de l'Institut d'études politiques de Rennes, de Ouest-France d'EuroDéfense, du Mouvement Européen d'Ille et Vilaine, de la Maison de l'Europe et de IHEDN Jeunes pour que cette journée soit un succès.

TEMOIGNAGE

Général Thierry SUTTER, Général adjoint de l'OGZDS Ouest

« L'action du délégué de la DAR en Bretagne, notamment lors de la journée du 18 novembre menée au sein du monde universitaire rennais sur le thème « Quelle ambition française pour la défense européenne », a pleinement permis d'atteindre les objectifs fixés et a renforcé le lien entre le monde universitaire et les armées. »

Accompagner le développement de la cyberdéfense sur la plaque rennaise

La décision de concentrer sur la métropole rennaise les compétences en matière de cyberdéfense du ministère se traduit par une augmentation des effectifs de 1 800 personnes sur ce territoire entre 2019 et 2025. Dans un contexte d'augmentation importante de la population métropolitaine sur cette période liée à son importante attractivité, l'INSEE et la délégation à l'accompagnement régional, en partenariat avec la base de défense de Rennes – Vannes - Coëtquidan, le commandement de la cyberdéfense et le centre de la maîtrise de l'information de la direction générale de l'armement, ont étudié les conséquences de cet accroissement en matière de logements, de services de proximité publics ou privés. Les résultats de cette étude ont été publiés le 21 janvier 2021 dans le n°100 d'INSEE Analyse Bretagne.

Signature d'une lettre d'intention à Guer pour le projet « Petites villes de demain »

Le ministère des Armées s'associe au projet de développement territorial mené dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain » en signant le 19 janvier 2022 une lettre d'intention avec le maire de Guer et président d'Oust à Brocéliande Communauté. Le projet de cette lettre a été réalisé à la fin 2021 conjointement par le chef de projet Petites Villes de Demain de la collectivité, par le Commandant de la base de défense Rennes – Vannes – Coëtquidan et par le délégué régional de la DAR. Les signataires s'engagent à étudier les synergies possibles dans trois domaines : le transport des personnes, l'énergie et le rapprochement entre France Services et l'Espace ATLAS de l'Académie Militaire de Saint-Cyr Coëtquidan.

Les relations étroites avec la CPME 56

Depuis plusieurs années, le ministère entretient des liens étroits avec la CPME 56. Cette année encore, ces liens ont permis une participation des Armées lors de manifestations organisées par ce syndicat professionnel. Ce fut le cas notamment lors la soirée économique qui s'est déroulée le 20 septembre 2021 où les Armées représentées par l'Amiral commandant BASEFUSCO à Lorient et par le DR Bretagne sont intervenues devant plus de 400 chefs d'entreprises ou encore à Vannes où ont été présentés la reconversion des militaires et de leurs conjoints, la réserve citoyenne ou opérationnelle, les achats du ministère et son soutien spécifique à l'innovation.

TEMOIGNAGE

Claude Dozoul, Président de la CPME 56

« Le vaste réseau du délégué régional de la DAR au sein du ministère, sa connaissance générale des Armées, sa complémentarité avec le délégué militaire départemental permettent aux adhérents de la CPME 56 d'obtenir des réponses sur des sujets très divers comme la cyber-sécurité, la réserve ou les dispositifs spécifiques d'accompagnement des jeunes mis en œuvre par le ministère (Service militaire volontaire, EPIDE, Ecole des Mousses, etc.). »



Centre Val-de-Loire

La dissolution de l'élément air rattaché (EAR) 279

Le 21 juillet 2021, la cérémonie officielle de dissolution de l'EAR 279 a marqué la fin d'une histoire de 84 ans avec l'armée de l'Air. La DAR est présente à la fois dans le suivi et l'accompagnement du contrat de redynamisation de zone de défense (CRSD) qui mobilise 7,725 M€ de crédits de l'Etat et dans la démarche de transfert de la plateforme aéronautique. Ces démarches sont complexes, mobilisent en interministériel de nombreux acteurs, mettent aux prises avec les collectivités et des porteurs de projets publics, des opérateurs photovoltaïques et aéronautiques.

TEMOIGNAGE

Adrien BAYLE, Secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir

« La conduite du CRSD de Châteaudun nécessite une coordination étroite entre les différents services de l'Etat. La proximité avec le délégué régional de la DAR permet de résoudre rapidement les problèmes et de porter aux collectivités l'information utile à la réussite de leurs projets. Le dépôt en décembre 2021 du permis de construire d'un parc photovoltaïque de 100 ha sur l'emprise militaire de l'EAR 279 à Châteaudun en est la parfaite illustration. »

Salbris

Depuis les années 90, Salbris a fait face à des départs d'industriels THOMSON, GIAT et MBDA avec des conséquences importantes en termes d'activité et d'emplois. L'établissement principal des munitions qui restait le dernier « gros employeur » de la ville a fermé définitivement ses portes en décembre 2018. La DAR a régulièrement fait des propositions pour accompagner les collectivités (stockage de munitions, site de R&D pour Thales, projet photovoltaïque, projet de site logistique). Elle intervient avec la MRAI dans les relations avec les élus et le corps préfectoral. Cette coopération étroite devrait permettre d'inscrire près de 100 ha du site au plan place au soleil en 2022 et d'explorer l'opportunité d'y implanter un site structurant pour la filière bois.

Le transfert de la plateforme aéronautique de Tours

La mobilisation de tous les acteurs territoriaux du ministère et l'appui constant des directions centrales ont permis d'aboutir, le 1^{er} octobre 2021 au transfert de l'aéroport militaire de Tours vers le syndicat mixte. La DAR a été chargée d'assurer la coordination de ce projet, et en local, le délégué régional a travaillé en étroite collaboration avec les autorités civiles et militaires, assurant un *reporting* et des propositions de solutions aux nombreux problèmes rencontrés. Les Armées ont conservé une emprise de 80 ha qui leur permet de déployer ses nouvelles activités ; la collectivité dispose désormais d'un aéroport international.

TEMOIGNAGE**Bruno FENET****Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement de l'Aéroport International de Tours Val de Loire (SMADAIT)****Vice-président de Tours Métropole, délégué à la politique aéroportuaire****Maire de Parçay-Meslay**

« Le transfert de l'aéroport de Tours est un modèle de coopération entre les collectivités et l'ensemble des administrations compétentes. L'enjeu du transfert combiné à celui de la nécessaire certification européenne, tout en maintenant l'activité aéroportuaire, a représenté un challenge que nous avons collectivement remporté. J'ai particulièrement apprécié l'excellente relation instaurée avec la DAR qui, avec l'ensemble du corps préfectoral, a coordonné localement l'action des services des différents ministères concernés et a joué un rôle déterminant pour la réussite de ce transfert. »

Rencontre avec les entreprises à Neuvy-Pailloux

Le délégué régional Centre-Val de Loire, et le colonel Fabrice Beurois, chef de corps de la 12^{ème} Base de soutien du Matériel ont organisé le 4 novembre 2021, une rencontre PME - MCO Terrestre sur le site de Neuvy-Pailloux. Les PME intéressées ont été informées des besoins spécifiques du Maintien en Condition Opérationnelle terrestre (MCO-T) et de la 12^{ème} BSMAT et ont appris également comment devenir fournisseur ou sous-traitant des maîtres d'œuvre industriels de la défense (Nexter, Thales et Arqus).

TEMOIGNAGE**Christian BOSQUI****Président, DSI, Directeur de projet transformation 4.0 Lean 6 Sigma****PMP Ingénierie - Polytechnique & Management Projet, Chartres**

« La rencontre entreprise organisée par la DAR le 4 novembre 2021 sur le site de la 12^{ème} BSMAT a été particulièrement intéressante. Préparée avec le MEDEF, la CPME et la CCI, organisée avec les acheteurs du ministère des armées et les représentants des grands industriels de la filière armement cette rencontre/visite m'a permis d'appréhender de manière très concrète les attentes du MCO terrestre et de préciser la manière dont mon entreprise pouvait se positionner. L'intérêt d'un tel évènement c'est aussi et surtout « le service après-vente » assuré par la DAR, le maintien du contact, l'ouverture aux différents réseaux de fournisseurs, l'information des futures opportunités, etc. »

Corse



Coopération avec les acteurs locaux de l'Etat

Le délégué régional s'attache aussi à répondre aux sollicitations des différents acteurs, tout particulièrement :

- * L'Officier Général de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, pour tous les sujets de rayonnement et de suivi des sujets relevant du domaine civil ;
- * Le représentant de la DGA/SDPME, sur les sujets économiques de la filière défense ;
- * Le Secrétariat général pour les affaires Corses (SGAC) pour le suivi des politiques publiques ;
- * Le représentant de la mission de réalisation des actifs immobiliers (DPMA/MRAI) ;
- * Le Responsable Régional de la Politique Immobilière de l'Etat (RRPIE).

Retombées sur plan de relance de l'économie pour la défense

Le plan de relance de l'économie (PRE), avec le volet rénovation énergétique de l'immobilier de l'Etat, a permis de financer la modernisation du réseau de chauffage au 2^{ème} REP à Calvi (440 000 €). Cette opération suivie par l'ESID de Lyon a bien été réalisée, avec deux marchés attribués à des entreprises locales. Le délégué à l'accompagnement régional a pu suivre la mise en œuvre de l'appel à projet et faciliter les liens avec le responsable régional de la politique immobilière de l'Etat et le SGAR.

Par ailleurs, au titre de la compétitivité, la Corse compte quelques entreprises en lien avec la défense (notamment le « pôle des industries aéronautiques de Corse ») et lauréates de l'appel à projet aéronautique du PRE, leur permettant de moderniser leur outil de production et de préparer l'avenir.

Rencontres avec les acteurs économiques

Le 13 juillet 2021, le délégué à l'accompagnement régional participait à la « 5^{ème} rencontre insulaire du CRED », organisée par le Correspondant Réserve Entreprises Défense pour la Corse, le LTC(R) Jacques-Louis Colombani.

Cette rencontre consacrée à la Réserve, se tenait à Aspretto dans les locaux de la région de gendarmerie de Corse. Elle s'inscrivait dans le prolongement de la visite de la Secrétaire Générale de la Garde Nationale, la GDA Véronique Batut, à la base aérienne 126 Ventiseri-Solenzara le 21 avril 2021.

Plusieurs témoignages de réservistes ont illustré la diversité de leurs missions devant des représentants de la chambre de métiers, du MEDEF et des entreprises.

Le délégué à l'accompagnement régional a présenté ses missions et les discussions ont ouvert des pistes pour le développement d'actions complémentaires avec la Garde Nationale, notamment des rencontres réserve-achats-défense de manière à promouvoir la Réserve et à informer les PME sur les opportunités des marchés de la défense.



5^{ème} rencontre du CRED, Aspretto 13 juillet 2021 ©DAR

TEMOIGNAGE

LCL (R) Jacques – Louis COLOMBANI

Correspondant Réserve Entreprise Défense - Corse

« A l'occasion de la 5^{ème} rencontre insulaire du Correspondant Réserve Entreprise Défense au camp d'Aspretto à Ajaccio, le 13 juillet 2021, de riches débats et témoignages ont permis de consolider les liens des Armées avec les acteurs économiques corse. Avec le délégué à l'accompagnement régional, des synergies ont été identifiées, elles permettront de coordonner nos actions. »



Grand Est

Délégation régionale Grand Est



La clôture du CRSD de Châlons-en-Champagne en août 2021, le plus important après celui de Metz, a amené la délégation à l'accompagnement régional à réorganiser le réseau Grand Est pour qu'un délégué unique assure la mission pour l'ensemble de la région. Nicolas Bonneau, qui dispose d'une connaissance des territoires comme de l'organisation et du fonctionnement du ministère des armées, a repris depuis le 1^{er} décembre 2021 les fonctions exercées précédemment par Laurent Maisonneuve dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne.

© DAR

Avenir du site de Domgermain

Dans le cadre d'une démarche exploratoire visant à étudier toutes les options quant à l'avenir du détachement de Domgermain du Service industriel de l'aéronautique (SIAé), la déléguée à l'accompagnement régional s'est rendue sur les lieux le 3 mars 2021 afin de visiter le site et rencontrer les élus, représentants étatiques, acteurs économiques et syndicats, en présence du directeur du SIAé. Cette visite a permis de confirmer l'attrait économique du site. Les acteurs locaux ont salué la démarche d'anticipation lors du premier comité de suivi sur l'avenir du site qui s'est tenu le 24 janvier 2022 à Nancy.

Inauguration du Chemin des cimes d'Alsace



Première réalisation concrète du CRSD de Drachenbronn signé le 29 novembre 2016, et attraction touristique emblématique pour le territoire, le Chemin des cimes d'Alsace est ouvert au public depuis le 21 mai 2021. Il a été inauguré le 16 juillet 2021 en présence de la préfète du Bas-Rhin, du président de la communauté de communes du pays de Wissembourg, établissement public de coopération intercommunale qui porte la majeure partie des projets du contrat et, pour le ministère des Armées, du délégué régional.

© DAR

Convention régionale de partenariat du Service Militaire Volontaire

Le 1^{er} régiment du SMV implanté à Montigny-lès-Metz et son antenne de Châlons-en-Champagne ont accueilli depuis 2015 plus de 2 500 jeunes avec un taux d'insertion de 85 % à la fin d'un cycle de 8 mois. La convention de partenariat pour l'insertion des jeunes au sein du SMV en région Grand Est entre l'Etat, la Région académique, le Conseil Régional, Pôle emploi Grand Est, l'Association régionale des missions locales et le Service Militaire Volontaire vise à promouvoir le 1^{er} régiment du SMV auprès des jeunes éloignés de l'emploi en assurant la mobilisation des partenaires et en veillant à leur complémentarité. Le délégué régional a pleinement joué son rôle de facilitateur pour que la convention soit élaborée dans un délai contraint et signée lors de la cérémonie de remise des calots le 12 novembre 2021.

Club défense du cluster Aériades



Le cluster Aériades, fédérant principalement des entreprises aéronautiques du Grand Est, anime également un club défense, regroupant des entreprises travaillant ou souhaitant travailler pour le ministère. Le délégué régional a été associé à la première réunion en présentiel du cluster depuis début 2020, qui s'est tenue le 22 novembre 2021 dans les locaux de la société SUDP (mécanique de précision) à Saint-Mard. Le directeur des opérations du commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (SEO) a également présenté son organisme.

© DAR



Hauts-de-France

Contribution au soutien économique

Pour optimiser en Hauts-de-France l'action du ministère des armées dans le cadre du volet compétitivité du plan de relance, la déléguée régionale a favorisé par son action de coordination et sa connaissance du tissu industriel, la synergie entre le délégué information stratégique et sécurité économiques (DISSE) également correspondant DGA, le représentant du Service Qualité de la DGA, le coordinateur des actions en faveur des filières stratégiques de la DREETS et la chargée de mission développement économique du SGAR en lien avec les sous-préfets à la relance. Une vingtaine d'entreprises régionales ont ainsi pu bénéficier de financement par le biais des différents appels à projets à hauteur de plus de 40 M€ (chiffres DGA).

Mémoriel

Dans le cadre des discussions autour du futur Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2021-2027 en Hauts-de-France, est apparu le souhait du conseil départemental du Pas-de-Calais d'inscrire comme projet dans ce contrat, la modernisation du musée sur la seconde guerre mondiale, La Coupole d'Helfaut. Le ministère de la culture n'ayant pas de mandat pour porter ce projet sur ses crédits, la déléguée à l'accompagnement régional s'est rapprochée du Bureau de la politique des lieux de mémoire de la DPMA pour initier une rencontre avec les acteurs de ce projet scientifique et culturel qui vise à assurer une visibilité nationale et européenne à La Coupole et assurer ainsi la mise en relation des différents acteurs.

TEMOIGNAGE

Guillaume PICHARD, Chef de pôle Mémoire de pierre, Bureau de la politique des lieux de mémoire, DPMA

« Pour favoriser l'essor du tourisme de mémoire en France et offrir à un large public, français comme étranger, notamment aux jeunes générations, des éléments de compréhension des conflits contemporains et contribuer ainsi à la cohésion nationale, ainsi qu'au rayonnement de la France à l'étranger, la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) du ministère des Armées s'appuie sur les dynamiques locales en soutenant les ambitions de collectivités territoriales ou d'associations, porteuses de projets d'équipements mémoriels à portée nationale, voire internationale.

Dans ce cadre, la DPMA reçoit avec grand intérêt de la DAR des Hauts-de-France un éclairage sur la situation locale et sur les projets qui pourraient faire l'objet d'un soutien du ministère. C'est par exemple le cas de la coupole d'Helfaut, dans le Pas-de-Calais, et du musée de la Résistance et de la Déportation de Tergnier, dans l'Aisne. »

La Fabrique Défense

Trois évènements labellisés La Fabrique Défense en région Hauts-de-France ont globalement permis d'informer plus de 650 participants. Porté par l'université catholique de Lille, le premier s'est déroulé sous la forme d'un Grand Débat sur des thématiques défense après une conférence de Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). La deuxième table ronde co-organisée par le Quartier Général du Corps de Réaction Rapide-France (CRR-fr), l'association avec les femmes de la défense (AF1D2), l'état-major interarmées de la zone de défense et sécurité nord (EMIAZD-N) et les Jeunes IHEDN a porté sur la féminisation des armées de l'OTAN autour d'officiers féminins allemande, britannique, américaine et française. Enfin, la troisième conférence hybride sur « la fabrique d'une défense aéronautique européenne », également organisée par les Jeunes IHEDN, a permis à la déléguée régionale de la DAR d'apporter, en introduction, un éclairage sur l'industrie et l'innovation de défense françaises, puis sur le projet de « boussole stratégique », « livre blanc » de l'Union européenne fixant le cap en matière de sécurité et de défense à l'horizon 2030. Les représentants de l'ONERA et d'Airbus sont intervenus sur les programmes européens.

La relation étroite avec le Secrétariat général aux affaires régionales (SGAR)

TEMOIGNAGE

Laurent Buchaillat, SGAR Préfecture de la région Hauts-de-France

« La relation étroite entre le SGAR et la Délégation à l'accompagnement régional produit une collaboration croisée fructueuse notamment par la connaissance mutuelle du tissu des entreprises régionales. Elle permet de faire profiter les entreprises travaillant pour la défense nationale des dispositifs de droit commun, comme cela a été le cas dans le cadre de France Relance, mais aussi d'identifier des entreprises dont les savoir-faire peuvent être utiles à la satisfaction des besoins du ministère des Armées. Le dispositif d'intelligence économique territoriale bénéficie également de la connaissance précise par la délégation des entreprises développant des technologies sensibles. »

La rénovation énergétique des bâtiments de l'ONERA

TEMOIGNAGE

Bénédict CLERY, Directeur du centre de Lille ONERA

« La mission de soutien de l'ONERA auprès de l'Etat constitue un enjeu majeur dans les domaines de la défense, de l'aéronautique et de l'espace pour garantir la souveraineté aéronautique de la France. Le rayonnement de l'activité du centre de Lille (recherches mécaniques : fluides, solides, dynamique du vol) accompagne le développement dynamique d'une filière aéronautique régionale en plein essor et s'exerce tant dans le monde aéronautique et auprès du milieu industriel qu'au profit de l'armement. Malgré un contexte sanitaire peu favorable à l'exercice de nos activités, le conseil, la disponibilité et l'aide toujours bienveillante de la déléguée à l'accompagnement régional, dans sa mission de coordination, ont facilité en 2021, la relation avec les acteurs locaux autour de projets d'avenir importants : rénovation énergétique des bâtiments dans le cadre du plan de relance, projet d'extension des ateliers du centre ONERA de Lille ou bien encore, rencontre industrielle organisée pour la filière aéronautique et de défense. »

Nouvelle-Aquitaine



L'Espace Services Jeunesse de la Réole, une réponse originale dans les territoires ruraux

Le dispositif Espaces Services Jeunesse mis en place par le ministère de l'éducation nationale vise à structurer l'offre en direction des jeunes et de la rendre accessible à tous les bénéficiaires potentiels (cf. 6.2).

Porté par la communauté des communes du Réolais en Sud Gironde, l'établissement de services bénéficie à un établissement d'enseignement scolaire situé en milieu rural, le lycée Jean Renou de la Réole (Gironde), qui comprend près de 500 élèves. Concrètement, il s'agit de développer un espace de services adossé à l'établissement à travers un lieu physique déjà disponible.

Il s'agit de fédérer un réseau dispersé, de le renforcer, et de l'adosser au lycée (lutte contre le décrochage, maison de l'adolescent, lutte contre les addictions). Il ne s'agit pas d'en faire un simple guichet, mais d'y développer des ateliers, des soirées, des actions culture, de la médiation, des points de rencontres entre élèves et personnes ressources recrutées par la Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde, au profit des élèves en scolarité ou qui viennent de finir leur scolarité. Les collectivités territoriales ont souhaité à travers ce projet ouvrir des perspectives nouvelles pour les jeunes et mettre à leur disposition, de manière pérenne, une offre d'écoute, d'orientation, et de conseil.

Le ministère des Armées – partenaire transversal avec la collaboration étroite entre la délégation militaire départementale, l'établissement du service national jeunesse, et la délégation à l'accompagnement régional, est engagé dans cette démarche et apporte une offre favorablement accueillie à la fois par le chef d'établissement, validée par le Rectorat de la Région académique de la Nouvelle-Aquitaine, et soutenue par les collectivités parties prenantes. En effet, le plan d'action prévoit notamment :

- la création d'une classe Défense qui intégrera une dimension cybersécurité ;
- l'organisation d'une journée défense et citoyenneté (JDC) thématique et une Information sur le parcours de citoyenneté ;
- l'offre du ministère intégrée au service national universel (SNU) : journée défense et mémoire nationales, missions d'intérêt général défense et mémorielles ;
- en coordination avec les autorités académiques et établissements scolaires, la présentation d'ateliers spécifiques du ministère déployés en direction du public scolaire, dans le cadre du plan ministériel Ambitions Armées Jeunesse 2022 ;
- la présentation du site Première expérience défense, peu connu ;
- enfin, la mise en relation avec le 3^{ème} Régiment du service militaire de La Rochelle dans une perspective d'insertion.

Des relations permanentes avec le corps préfectoral

Placé auprès de la Préfète de Région Nouvelle-Aquitaine au sein du secrétariat aux affaires régionales (SGAR), le positionnement du délégué est un atout pour réaliser un appui territorial au service du ministère des Armées.

Les rencontres avec les Préfets sont autant d'occasions de présenter les outils utilisés par le ministère (insertion *via* un régiment du service militaire volontaire ; plan de relance *via*

les dépenses engagées au profit des unités sous l'angle transition écologique ; plateformes numériques ; ruralité, avec la recherche de synergies dans les communes qui bénéficient à la fois du dispositif Petites Villes de Demain/Maisons France Services et de l'implantation d'une unité militaire. Ces contacts permettent également de recueillir la perception du représentant de l'Etat dans le département sur les enjeux sociaux et économiques, parfois en lien avec des entreprises du secteur de la défense, et prendre en compte une attente particulière exprimée dans ce cadre. En complément des relations régulières développées entre le délégué militaire départemental ou son adjoint et le Préfet, le délégué régional est attentif aux enjeux de territoire qui se nouent.

Dans certain cas, il s'agit de s'assurer que les engagements sont tenus vis-à-vis des collectivités. Ainsi avec le plan particulier de la Creuse : développement de l'activité opérationnelle du Camp de La Courtine via l'augmentation régulière des nuitées annuelles depuis 2018 par les unités qui viennent s'y entraîner, et une consommation de viande locale au mess permanent du Camp. Dans d'autres cas, cela conduit à des échanges avec les sous-préfets en charge du plan de relance. Enfin, le délégué Nouvelle Aquitaine dispose d'une lettre de mission du 4 novembre 2019 de la Ministre déléguée auprès de la Ministre des Armées pour piloter l'avancement du projet Bahia (regroupement des activités de l'HIA Robert Picqué sur le site actuel de la Maison Santé Protestante de Bagatelle -MSPB, à Talence et préparer le devenir du site de l'HIA Robert Picqué, devenu disponible.

Ce type de projet, complexe, est avant tout un projet de santé au profit des besoins du ministère et de l'offre de soins du territoire, et nécessite l'appui des services de l'Etat et des collectivités concernées.

Les relations avec le secrétaire général pour les affaires régionales et ses équipes sont quotidiennes et elles visent à informer sur l'action du délégué, comprendre les engagements de l'Etat sur le terrain, prendre en compte les préoccupations du corps préfectoral, coopérer et initier des actions futures.

Ce positionnement au sein du SGAR facilite de fait les rencontres avec les chargés de mission du SGAR sur des thématiques qui intéressent la DAR, en fonction des sujets ministériels travaillés : politique de la ville, insertion emploi formation professionnelle, cohésion sociale, aménagement du territoire, économie et entreprises, communication.

Relai des politiques publiques

TEMOIGNAGE

Chef du GSBdD de Brive-la-Gaillarde - AAHCE Stéphane LHEUREUX

« La mission portée par la DAR permet d'appréhender la diversité, voire la spécificité, des situations territoriales et de l'action des formations du MINARM sur le terrain, et ce en interaction avec les élus locaux et les représentants de l'Etat. Ces formations ont en priorité une vocation opérationnelle mais ont également conscience de leur influence économique et sociale dans les territoires. Au-delà de l'aspect opérationnel relevant des chaînes de commandement organique et zonale, la mission de la DAR révèle une importance toute particulière d'analyse et de relais des politiques publiques auprès des dites formations du ministère. La DAR a enfin vocation à veiller à relayer des problématiques de terrain vers le niveau central. »



Occitanie

Le partenariat avec l'établissement du service national et de la jeunesse dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) national

Pour pallier la dispersion territoriale de certains services portés par le ministère de l'éducation nationale, la création d'établissements de services dans des collèges et lycées a été proposée dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) national.

La ville de Saint-Jean (31) a répondu à l'AMI en partenariat avec le collège Romain Rolland. Le projet a été lauréat de crédits d'ingénierie afin de permettre la consolidation de la plateforme Jeunesse. La DAR Occitanie et l'ESNJ de Bordeaux ont apporté leur soutien à la ville de Saint-Jean sous la forme d'un partenariat avec le ministère des Armées, dans le cadre du plan Ambition Armées-jeunesse 2022.

Plusieurs réunions ont été organisées par le DR Occitanie et le chef du Centre du service national de Toulouse avec la ville afin de permettre la consolidation du dossier. Au final, le 14 octobre 2021, le ministère de l'éducation nationale a inscrit de projet de la ville de Saint-Jean parmi les 17 projets retenus.

Les ballastières

Le site est constitué de quatre ballastières creusées en 1916 et transformées, après la première guerre mondiale, en étangs artificiels pour y stocker les excédents de poudres (nitrocellulose) de l'armée française. Les dramatiques explosions du 4 août 2020 au port de Beyrouth ont ravivé la sensibilité du dossier des ballastières au niveau local. Bien qu'en décalage avec la réalité du risque, la perception de la dangerosité du site par les Toulousains est forte.

En janvier 2021, le préfet de région a tenu avec les élus de Toulouse Métropole, un premier comité de suivi dédié à la réhabilitation des ballastières de Toulouse. À la suite de ce premier comité, le ministère des Armées a engagé le lancement de la phase de préparation de l'opération de réhabilitation du site des ballastières.

En novembre 2021, un deuxième comité de suivi a eu lieu permettant au service d'infrastructure de la défense (ESID) de Lyon, pilote du dossier, de présenter l'avancement des travaux préparatoires avec l'appui de l'expertise de la DGA.

Les liens étroits avec l'Officier général de la zone de défense et de sécurité Sud

TEMOIGNAGE

Le général de corps d'armée Pascal Facon

Officier général de la zone de défense et de sécurité Sud

« En zone Sud, les DAR Occitanie, PACA et Corse sont parfaitement intégrés au sein de l'état-major de zone de défense et sécurité (EMZD) et sont associés à tous les travaux de l'état-major, notamment ceux liés à l'économie de défense et à l'innovation, à l'entreprise, au rayonnement, à la jeunesse et au foncier. Dans ces domaines, ils sont les conseillers de

l'officier général de zone de défense et Sécurité (OGZDS), collaborent à tous les travaux de planification de l'EMZD de Marseille et assurent le lien avec les préfets de région.

Les liens sont récurrents avec les DAR et formalisés par une réunion mensuelle avec le général, l'EMZD et l'ensemble des DMD de la zone, par un déjeuner bimensuel avec le command group⁸ de la zone et, autant que de besoin, par des réunions ad hoc, en fonction de l'actualité ou des dossiers.

De nombreux travaux en commun ou à leur initiative ont été réalisés. Dans le domaine économique et celui de l'innovation (enquêtes INSEE, suivi du PRE, Ecole de l'air et de l'espace, etc.), dans le domaine du foncier (HIA Laveran, Nîmes-Garons, Rivesaltes, Miramas, place au soleil, etc.), dans le domaine du rayonnement et de la jeunesse (La Fabrique Défense), conventions CPME et MEDEF, liens avec le réseau des CRED et la Garde Nationale, ainsi que dans des domaines transverses (Service militaire volontaire, Plan égalité des chances). »

Les retombées économiques de l'implantation de la 13^{ème} DBLE sur le Larzac

L'installation des 1 300 légionnaires de la 13^{ème} Demi brigade de la Légion étrangère (DBLE) et de leurs familles sur le plateau du Larzac va de pair avec une intégration harmonieuse du régiment dans son environnement social, naturel et économique. Ainsi, depuis 2016, le délégué régional de la DAR s'est rapproché de l'Insee Occitanie afin mesurer de manière objective, les retombées économiques et sociales de l'implantation de la 13^{ème} DBLE tout au long de sa montée en puissance.

Le flash INSEE Occitanie portant sur les années 2018 et 2019 a été publié en mars 2021. Il fait suite à une première analyse Insee portant sur les années 2016 et 2017.

TEMOIGNAGE

Chef d'escadron (RCDS) Thierry MARQUEZ.

Correspondant Réserve Entreprise Défense au sein de la Garde nationale

« J'ai le plaisir de collaborer depuis un an avec le Délégué à l'accompagnement régional des Armées en Occitanie. Florent GALKO est un véritable acteur de l'économie de défense dans la région. J'apprécie sa capacité à travailler en partenariat : proximité avec les différents interlocuteurs, dimension humaine et habileté à donner du sens et du repère à l'action.

La Délégation à l'accompagnement régional intervient sur plusieurs projets structurant avec le Secrétariat général de la Garde nationale (SGGN). La compréhension très fine de la mission du SGGN, une équipe engagée et dotée d'une expertise indéniable sont autant de qualités que la DAR Occitanie a su, avec beaucoup d'efficacité, mettre à notre disposition. La DAR est un partenaire fiable, dotée d'une capacité d'analyse stratégique utile et pertinente dans le cadre de notre mission de CRED dans la région. »

⁸ Le général commandant la zone Sud, le général adjoint, le chef d'état-major et le chef de cabinet.



Provence Alpes Côte d'Azur

Rencontres avec les acteurs économiques

En 2021, les contacts avec le monde de l'entreprise se sont poursuivis en diversifiant les types de rencontres (webinaire, web émission, présentiel). Plus de 300 entreprises ont participé aux divers événements organisés par la délégation à l'accompagnement régional, sur plusieurs thématiques. Les partenariats avec les pôles de compétitivité, les CCI, la CPME et le MEDEF ont pu ainsi se traduire par des réalisations concrètes facilitant les relations entreprises-défense.

L'accompagnement des acteurs économiques s'est fait également au travers les projets régionaux, comme la plateforme d'innovation de l'École de l'Air et de l'Espace, la création de centres d'essais pour les drones aériens et navals, ou encore les appels à projet France Relance suivis en lien avec la DGA-SDPME, le Responsable régional de la politique immobilière de l'Etat (RRPIE) et le SGAR.

TEMOIGNAGE

Carole PETRONI, Directrice du service développement économique, CCI du Var

« La convention d'affaires du 16 novembre 2011 a connu un franc succès. Ce type de rencontre permet de démythifier les achats de l'Armée et de faire découvrir aux chefs d'entreprises les opportunités d'affaires avec la Défense, dans de nombreux domaines d'activités comme l'industrie, les services, la communication, le bâtiment ou les travaux publics.

En tant que chambre de commerce et d'industrie, cela nous permet d'inciter les entreprises à chercher de nouveaux marchés pour développer leurs activités. »

L'étude INSEE sur Orange

La délégation régionale a coordonné l'étude Insee sur l'impact économique de la base aérienne d'Orange, publiée le 5 juillet 2021 (Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 95 Juillet 2021).

Rayonnement, jeunesse, la Fabrique Défense



Neuf manifestations ont été labellisées « La Fabrique Défense » dans la région. Parmi celles-ci, l'événement « La Fabrique Provence, initiative pour l'Europe » porté par une parlementaire des Bouches-du-Rhône. Ainsi, du 25 au 27 octobre 2021, la Base Aérienne 125 d'Istres a accueilli 150 participants entre 15 et 30 ans qui ont été immergés dans l'univers militaire : visites, démonstrations, conférences, stands dédiés aux métiers et à la formation, parcours sportifs, etc. Les trois journées « La Fabrique Défense » ont permis de sensibiliser les jeunes aux métiers de la Défense, dans les armées mais aussi dans les industries civiles. ©DAR

Altipolis, une réussite pour les entreprises

ALTIPOLIS est un espace d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement pour les entreprises du Briançonnais. Il a été créé et financé au titre du contrat de redynamisation de site de Défense (2009 - 2014).



En pépinière ou en hôtel, les entrepreneurs bénéficient de locaux adaptés à leur activité et d'une offre de services complète : salles de réunion, visioconférence, connexion très haut débit, espace de *coworking*, bureaux nomades, etc. Depuis son inauguration (2014), le pôle entrepreneurial a accueilli 12 entreprises en pépinière, 48 en hôtel et 140 en tiers-lieu. La structure recense 116 emplois directement créés par les entreprises hébergées.

©DAR

Une communication diversifiée

La DAR PACA-Corse a développé des espaces de communication pour valoriser ses actions et le ministère des Armées.

Cela se concrétise par une présence sur l'intranet du SGA (SGA Connect), sur un espace dédié à la DAR sur le site de la préfecture de région, ainsi que par la réalisation de supports de communication mis en ligne.

Par la diversité des outils et des réalisations (articles, vidéos, webinaires, photographies, etc.) la DAR présente ses actions et ses partenariats, autant de supports qui garantissent un accès du plus grand nombre à l'action de l'État.

Le volet « rénovation énergétique des bâtiments » du plan de relance

TEMOIGNAGE

Jean-Marc NIEL

Administrateur général des finances publiques

Responsable Régional de la Politique Immobilière de l'Etat

DRFIP Provence-Alpes-Côte d'Azur

« Le volet immobilier de l'État du plan de relance a été mis en œuvre de manière résolue et suivi au sein de la Conférence régionale de l'immobilier public avec tous les ministères concernés. Ce pilotage régional renforcé a permis d'atteindre un taux d'engagement de 90% en fin d'année. La mobilisation de la délégation à l'accompagnement régional a facilité les relations avec le ministère des armées et le suivi des 124 projets de rénovation énergétique. »



Pays de Loire

La 2^{ème} édition de La Fabrique Défense a permis de mobiliser des acteurs régionaux au profit de différents publics jeunes lors de deux événements

Le 21 octobre, le centre d'expertise DGA « Lahitolle » de Montreuil-Juigné (Maine et Loire) a reçu la visite de 66 étudiants de 5^{ème} année de l'Ecole supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile de Laval et permis de croiser leurs expertises.



TEMOIGNAGE

Bernard JULIEN, adjoint du directeur de DGA Techniques terrestres et chef du site d'Angers

« L'organisation de cette journée a permis de lever le voile sur les activités de DGA Techniques terrestres, site d'Angers, visiblement peu connues de ce public d'experts « Mobilité » en devenir. [Elle] aura été avant tout l'occasion de rapprocher deux acteurs majeurs de la mobilité terrestre dans l'écosystème ligérien. »



© Commandement des forces cyber Le 18 novembre, c'était à une cinquantaine d'élèves ingénieurs de l'ESIEA de Laval et de l'Ecole d'ingénieurs en informatique et prévention des risques (ESAIP) de St Barthélemy d'Anjou de rejoindre deux autres écoles bretonnes du numérique et de se rendre en marge de l'European Cyber Week (ECW) de Rennes dans les murs du commandant des forces Cyber pour échanger sur les métiers et les compétences Cyber mises en œuvre au sein du ministère des Armées.

TEMOIGNAGE**Ghislaine LEBRUN, adjointe du délégué général du Pôle d'excellence cyber**

« L'ECW a été l'occasion pour les jeunes de découvrir un écosystème très riche en lien avec la Défense. En complément, le temps et les échanges professionnels sur le site du Commandement de la cyberdéfense lors de cette rencontre LFD a suscité une appétence concrète pour les métiers de ce secteur. »

L'accompagnement du cluster NEOPOLIA sur les marchés du maintien en condition opérationnelle terrestre

Entamés à l'été 2019, les travaux et les échanges avec la Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT) relatifs au traitement de l'obsolescence par fabrication additive ou rétro-ingénierie ont été poursuivis, autant avec la direction centrale qu'avec les unités en charge de la maintenance industrielle i.e les bases de soutien du matériel du Service de la maintenance industrielle terrestre (SMITer) : rencontres avec la SIMMT à Satory, participation au FED 2021, visites des sites de la 12^{ème} BSMAT (Neuvy-Pailloux, Gien) et échanges avec les personnels, organisation le 26 mai d'un *workshop* interne à NEOPOLIA avec les entreprises adhérentes intéressées par les marchés du MCO terrestre avec l'intervention du général adjoint opérations de la SIMMT, du colonel adjoint au chef du pôle stratégie et prospective et du délégué régional. NEOPOLIA a en effet affiné ses procédures et a démontré sa capacité à lever les hypothèques pour sécuriser sa proposition de valeur sur ce sujet du traitement de l'obsolescence.

TEMOIGNAGE**Marie-Pascale MAZUAY, project manager Aerospace défense, NEOPOLIA, Nantes Saint Nazaire**

« Le délégué régional tient une véritable place stratégique entre les PME et les forces des armées. Son rôle de coordinateur et de facilitateur est un bon moyen, pour nos entreprises, d'une part, d'acquérir une meilleure connaissance de l'organisation du ministère des armées, de faciliter leur mise en relation avec les bons interlocuteurs et d'autre part d'appuyer leurs démarches dans la durée. »

2021 a été aussi l'occasion de se porter au-devant des petites entreprises de la région

Identifié comme point unique régional sur le site des achats de défense, le délégué régional s'attache à répondre au mieux aux sollicitations des entreprises à l'adresse du MINARM (informations, mise en contact, recrutement, aides, innovation).

TEMOIGNAGE**Olivier DEUFFIC, gérant, JMT Industries, Saumur**

« Un délégué régional est un élément indispensable pour personifier auprès des dirigeants de PME ce qu'est le MINARM. Il met à la portée de ses interlocuteurs le fonctionnement et l'organisation du MINARM grâce à sa capacité à appréhender les problématiques et les fonctionnements des deux mondes et ainsi établir les passerelles pertinentes. Son écoute et sa réactivité permettent une meilleure confiance des PME en leur capacité à répondre sur des sujets à leur portée. Le délégué régional oriente et conseille les PME sur des sujets qui ne sont pas qu'économiques tels le recrutement d'anciens militaires. Sans lui, je n'aurais certainement pas pu aller aussi vite et aussi loin sur les pistes de travail avec le MINARM. »



Ile-de-France

Depuis janvier 2021, le délégué régional est implanté dans les locaux de la Préfecture de Paris et d'Ile-de-France (PRIF), ce qui lui permet d'établir des liens et une communication indispensables à l'action du ministère en région.

Soutien aux PME de la défense

Le délégué à l'accompagnement régional et les correspondants régionaux de la direction générale de l'armement (DGA) agissent conjointement afin de faire connaître les opportunités ouvertes aux entreprises souhaitant travailler avec le ministère des armées, d'élargir la gamme des contacts au sein du tissu économique local et d'apporter des réponses tant sur des questions industrielles que sur les achats du ministère.

La participation du délégué régional aux réseaux d'entreprises organisés par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Île de France dans le cadre de la convention avec la DGA, permet de toucher directement des entreprises grâce à des réunions thématiques.

Des forums thématiques en lien avec la défense ont permis de présenter les politiques d'achats du ministère et les segments à potentiel, au-delà des forums de très grande ampleur, comme ceux du Bourget et de Satory.

Le ministère des Armées, un important acteur d'éducation et d'insertion

Le ministère des armées est fortement engagé dans l'éducation et l'insertion des jeunes par l'action de l'établissement du service national et de la jeunesse (ESNJ). Sa participation active à l'espace services jeunesse en milieu scolaire mis en place par le collège Louise Michel de Clichy-sous-Bois offrira l'occasion de mettre en place une contribution active des armées à sa réussite.

La présence du 2^{ème} régiment du service militaire volontaire sur le site de Brétigny-sur-Orge offre une formation à 200 jeunes, avec un taux de 70% d'insertion à l'issue

TEMOIGNAGE

Colonel Serge CAPLAIN, Directeur de l'établissement du Service National et de la Jeunesse d'Ile-de-France et de Picardie (ESNJ-IDF) : « Pour l'établissement du service national et de la jeunesse d'Ile-de-France, les relations avec le délégué à l'accompagnement régional sont essentielles, que ce soit pour relayer notre action auprès des autorités régionales que pour atteindre de nouveaux partenaires-clés, situés au-delà de la sphère habituelle de nos contacts ».

Plan de relance de l'économie 2021 (PRE)

Dans le cadre du volet « écologie » du plan de relance, le ministère porte 45 projets en Ile de France représentant 20 M€, en particulier à l'institut polytechnique de Paris sur le plateau de Saclay. Dans le cadre du volet « compétitivité », le suivi des candidatures aux appels à projet des entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD), piloté par les correspondants DGA d'Ile de France, a permis de valider 60 projets représentant plus de 58M€ de subventions. Pour le volet « cohésion », un projet de l'école polytechnique concernant les « Cordées de la Réussite » doit être mis en œuvre.



ANNEXES

DÉLÉGATION À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL (DAR)

DÉLÉGUÉE À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL

Cheffe de service

AG Line BONMARTEL-COULOUME 01 44 42 50 34

ADJOINT

GDA (2S) Bruno DUVERT 01 44 42 50 21

ÉCHELON CENTRAL

Pôle accompagnement du réseau territorial :

ACHC Cécile LE BERRE
01 44 42 50 65

Contrats et appui aux territoires

APAE Philippe DUBUSSE
01 44 42 50 74

Politiques territoriales

AAE Matthieu MAINETTE
01 44 42 50 11

Management de l'information :

APAE Evelyne NOYGUES
01 44 42 50 51

Suivi des transformations ministérielles :

CNE Vincent AUDOYER
01 44 42 50 18

Economie locale/budget :

APAE Alain DREYER
01 44 42 50 52

Chef du secrétariat et responsable des moyens généraux :

SACE Madi MADIVANANE 01 44 42 50 42

Assistantes :

AAP2 Nathalie VALENCE 01 44 42 50 32

AA Véronique HAUET (à partir de mi-février)

ÉCHELON TERRITORIAL

- Auvergne – Rhône-Alpes

AC Henri-Damien FERRET
06 76 39 69 14

ESR ICETA2 Christian JUMEL

SACN Laurent SURZYKIEWICZ
04 72 61 63 38

- Bourgogne – Franche-Comté

ASC Eric PADIEU
06 10 37 29 93

- Bretagne

ICETA1 Didier PILARD
06 78 46 47 57

- Centre – Val de Loire

ACHC François PIQUET
06 78 71 91 55

TSEF1 Joëlle PERLES

02 38 81 46 68

- Grand Est

ACHC Nicolas BONNEAU
06 08 12 45 56

SACE Marianne PERRET-BY
03 88 21 67 27

- Hauts-de-France

ICETA1 Sylvie COUDERT
06 76 20 80 67

SACE Philippe BOULEZAZ
03 20 30 53 75

- Île-de-France

AG Vincent PRESTAT
06 07 84 93 31

- Normandie

LCL Olivier FELIX
06 89 53 39 93

- Nouvelle-Aquitaine

AC Jean-Luc PRIGENT
06 77 68 49 42

SACE Isabelle LECOQ
05 56 90 65 05

- Occitanie

ACHC Florent GALKO
06 64 32 84 11

SACN Fabien BERRY

(à partir du 1^{er} mars)

- PACA – Corse

IGPEF Pierre RICARD
06 08 12 45 70

SACN Léa ASSOULINE
04 84 35 45 95

- Pays-de-la-Loire

ACHC Bertrand DROGUET
06 08 12 46 94



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Secrétariat général
pour l'administration**
Délégation à
l'accompagnement régional

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX



01/ Didier PILARD

BRETAGNE (Préfecture de région)
3 avenue de la Préfecture - 35026 Rennes cedex 9
Tél. : 02 99 02 17 85 - Portable : 06 78 46 47 57
didier.pilard@intradef.gouv.fr



02/ Bertrand DROGUET

PAYS-DE-LA-LOIRE (Préfecture de région)
6 quai de Ceineray - BP 33515
44035 Nantes cedex 01
Tél. : 02 40 08 64 37 - Portable : 06 08 12 46 94
bertrand.droguet@intradef.gouv.fr



03/ François PIQUET

CENTRE VAL-DE-LOIRE (Préfecture de région)
181 rue de Bourgogne - 45042 Orléans cedex
Tél. : 02 38 81 46 30 - Portable : 06 08 51 04 54
francois.piquet@intradef.gouv.fr



04/ Jean-Luc PRIGENT

NOUVELLE-AQUITAINE (Préfecture de région)
4b esplanade Charles de Gaulle -
33077 Bordeaux
Portable : 06 77 68 49 42
jean-luc1.prigent@intradef.gouv.fr



05/ Florent GALKO

OCCITANIE (Préfecture de région)
1 Place Saint-Étienne - 31038 Toulouse cedex 9
Tél. : 05 34 45 33 39 - Portable : 06 64 32 84 11
florent.galko@intradef.gouv.fr



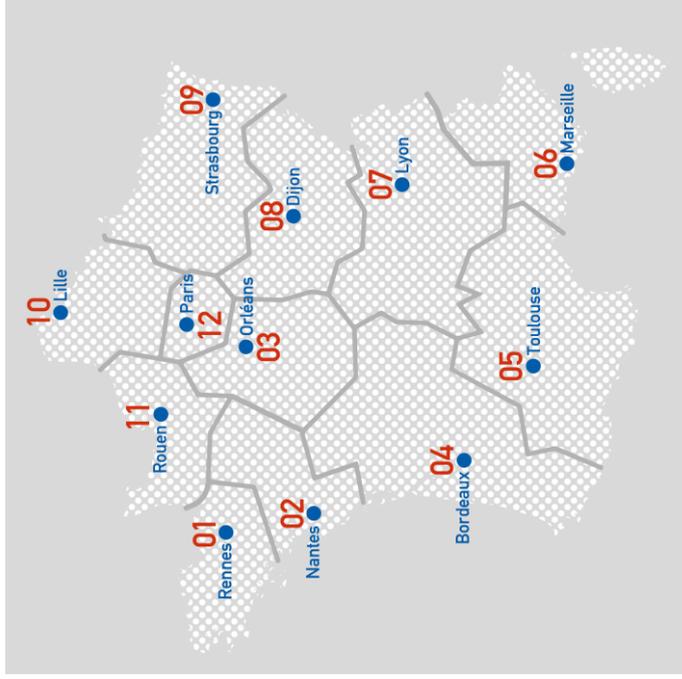
06/ Pierre RICARD

PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR
(Préfecture de région) ET CORSE
Place Félix Baret - 13282 Marseille cedex 20
Tél. : 04 84 35 45 86 - Portable : 06 08 12 45 70
pierre1.ricard@intradef.gouv.fr



Line BONMARTEL-COULOUME

Cheffe de service
Déléguée à l'accompagnement régional
1 place Joffre - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 50 34
line.bonmartel-couloume@intradef.gouv.fr



12/ Vincent PRESTAT

ÎLE-DE-FRANCE (Préfecture de région)
5, rue Leblanc - 75591 Paris CEDEX 15
Portable : 06 07 84 93 31
vincent.prestat@intradef.gouv.fr



11/ Olivier FELIX

NORMANDIE
(Préfecture de région)
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 Rouen
Portable : 06 89 53 39 93
olivier1.felix@intradef.gouv.fr



10/ Sylvie COUDERT

HAUTS-DE-FRANCE (Préfecture de région)
12 rue Jean Sans Peur - CS 20003
59039 Lille cedex
Tél. : 03 20 30 55 66 - Portable : 06 76 20 80 67
sylvie.coudert@intradef.gouv.fr



09/ Nicolas BONNEAU

GRAND-EST (Préfecture de région)
5 place de la République - 67073 Strasbourg cedex
Portable : 06 08 12 45 56
nicolas3.bonneau@intradef.gouv.fr



08/ Éric PADIEU

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ (Préf. de région)
53 rue de la Préfecture - 21041 Dijon cedex
Tél. : 03 80 44 68 53 - Portable : 06 10 37 29 93
eric.padieu@intradef.gouv.fr



07/ Henri-Damien FERRET

AUVERGNE - RHÔNE-ALPES (Préf. de région)
106 rue Pierre Cornille - 69419 Lyon cedex 03
Tél. : 04 72 61 65 52 - Portable : 06 76 39 69 14
henri-damien1.ferret@intradef.gouv.fr

Annexe 2 Les rencontres avec les PME organisées dans les régions

En 2021 et malgré la poursuite des contraintes liées à la crise sanitaire, les délégués régionaux de la délégation à l'accompagnement régional (DAR) ont réussi à conserver un nombre de rencontres soutenu. **Ainsi, 31 rencontres**, principalement en présentiel, ont été organisées ou co-organisées entre les PME et/ou des organismes professionnels (CPME, MEDEF, CCI, clusters, etc.) et les services acheteurs du ministère des armées et éventuellement interministériels (PFRA).

Si la plupart des rencontres sont centrées sur la présentation des services acheteurs du ministère des armées et de leurs procédures et besoins, elles ont aussi d'autres finalités (faire connaître le vivier des militaires en reconversion, promouvoir au sein de l'entreprise l'engagement de salariés en qualité de réserviste opérationnel, favoriser l'identification des innovations intéressantes pour le ministère, diffuser une information sur la sécurité, etc.), d'où l'importance de construire ces rencontres en lien avec les autres acteurs du ministère.

1. Auvergne Rhône Alpes

Contribuer à la bonne satisfaction des besoins importants et variés des Armées, hors armement, tout en accompagnant et stimulant le tissu économique, constitue une des priorités du délégué régional Auvergne-Rhône-Alpes. A cet effet, son action dans les territoires et au cœur des bassins économiques est permanente et se traduit notamment par de nombreuses visites d'entreprises et des « journées de rencontres d'affaires » dédiées. Ces actions, en lien étroit avec les acheteurs du ministère et les acteurs économiques du territoire notamment les chambres de commerce et d'industrie, visent à faire toujours mieux connaître les besoins du ministère des Armées sur l'ensemble du spectre hors armement : industrie (notamment maintenance aéronautique et véhicules terrestres), prestations de service, fournitures générales, alimentation, immobilier, santé, etc.



En début d'année, la DR AuRA a organisé, en lien avec la DGA, les « Journées MCO aéronautique Défense » : ces journées se sont déroulées en deux temps : un webinaire d'information le 25 février, suivi de rencontres en B to B, en audio ou en visio conférence

(cf. encadré ci-dessous).

Les rencontres entreprises des deux Savoies, organisées par la DR AuRA, ont fait l'objet de deux webinaires d'information les 14 et 22 juin puis d'entretiens en B to B le 6 juillet en distanciel. Le bilan très positif de ces rencontres a été souligné, tant par les acheteurs que par les entreprises. Environ 70 entretiens entre entreprises et acheteurs du MINARM ont été réalisés. Le questionnaire de satisfaction montre que les entreprises sont très satisfaites de ces rencontres.



Trois autres rencontres ont été organisées au profit des entreprises :

- la rencontre « Action PME » du 20 octobre à Lyon en lien avec la DZRSD SE, où le DR est intervenu et a participé aux entretiens B to B organisés dans la foulée ;
- la rencontre « Solutions innovantes du bâtiment » à Lyon du 10 décembre, en lien avec la CCI ;
- la rencontre achat public à Roanne le 14 décembre, en lien également avec la CCI.

Dans le cadre de ces événements, la DR AuRA a permis à plus de 400 entreprises d'avoir des contacts avec des acheteurs du ministère directement (entretien avec un acheteur) ou par l'intermédiaire de la DR AuRA. Cette action constante du délégué régional permet, dans la durée, d'apporter aux entreprises un appui pour le maintien ou le développement de leurs activités, ainsi que pour leurs projets innovants. Susciter l'innovation, l'accompagner et la capter constitue en effet un axe majeur de l'action du délégué régional dans une logique gagnant-gagnant. A cette fin, le délégué régional Auvergne-Rhône-Alpes anime et entretient ses nombreux réseaux pour maintenir la dynamique partenariale instaurée au bénéfice de l'ensemble des acteurs.

Les Journées MCO aéronautique Défense

En lien avec la DGA, une rencontre ciblée sur la filière aéronautique a été organisée par la DAR AuRA en deux temps :

- Un webinaire d'information qui s'est tenu le 25 février ;
Interventions de la DAR (déléguée), de la DGA (sous-directeur PME), de la DMAé (chef du bureau stratégie), de l'AID (chef du pôle innovation ouverte), des AIA de Clermont-Ferrand et d'Ambérieu-en-Bugey et de la mission achat (chargée de mission PME).
101 entreprises ont participé à ce webinaire dont 73 % de PME/TPE et 9 % de startup.
- Des rencontres en B to B, en audio ou en visio conférence, organisées et conduites par les 2 AIA, la DMAé et la DGA sur le créneau 1^{er} au 15 mars.
85 entretiens individuels ont été conduits.
Défense mobilité était également présente pour présenter aux entreprises le recrutement des militaires et du personnel civil de la Défense en transition professionnelle.



L'enquête de satisfaction menée auprès des entreprises participantes au webinaire « Journées maintien en condition opérationnelle aéronautique défense » du 25 février a montré notamment que les participants avaient été satisfaits des thèmes abordés (100 %), des exposés (taux oscillant entre 72,5 et 90 %), de l'organisation matérielle (100 %) et qu'ils se déclaraient sûrs de participer à une future rencontre (92,5 %).

2. Bourgogne Franche-Comté

Les PME de Bourgogne Franche-Comté ont participé au webinaire PME Tour DGA pour la Bourgogne-Franche-Comté et le Grand Est qui s'est tenu le 16 mars. Lors de cette réunion organisée en visioconférence par la Mission achats, en présence du délégué régional Grand Est / Lorraine, le délégué régional Bourgogne-Franche-Comté a présenté la commande publique du ministère et le site achats.defense.gouv.fr. La SDPME de la DGA, la DRSD et des représentants des services de l'Etat en région et des Régions Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est ont également présenté leurs dispositifs respectifs. Malgré les conditions restrictives, ce sont environ 80 PME qui y ont participé.

Par ailleurs, le DR Bourgogne Franche-Comté a organisé une rencontre avec les entreprises du BTP le 8 décembre à Auxerre (cf. encadré).

Rencontre Achats avec les entreprises de l'Yonne et des territoires voisins

La rencontre organisée le 8 décembre à la maison du BTP d'Auxerre a permis aux entreprises de l'Yonne, de la Nièvre et du nord de la Côte-d'Or de rencontrer les services du ministère des Armées. La journée a débuté par la présentation par le délégué à l'accompagnement régional de la Bourgogne Franche-Comté de la politique d'achats du ministère et en particulier le site Internet www.achats.defense.gouv.fr.

Le service d'infrastructure de la défense de Besançon leur a ensuite présenté les opportunités de marchés des années à venir (prévisions de chantiers en ZDS Nord-Est présentés par Stéphane MARICAU du pôle opérations Besançon de l'ESID de Metz). Seule une quinzaine d'entreprises ont répondu à l'appel (le faible nombre de participant est peut-être un effet du durcissement sanitaire annoncé par le gouvernement deux jours avant la rencontre).

Le recrutement de militaires : une véritable opportunité au service des entreprises

Les entreprises présentes ont montré une forte attente en ce qui concerne la possibilité d'embaucher des militaires souhaitant faire une seconde carrière civile. Leur savoir-être, l'aptitude établie à encadrer des équipes ou encore leur autonomie face à leurs missions les rendent particulièrement aptes aux métiers du BTP. L'antenne défense mobilité de Dijon, chargée d'accompagner la reconversion des militaires, représentée par Philippe CRIAUD a pu répondre à toutes leurs questions sur le reclassement des militaires.

Enfin, le correspondant réserve-entreprises de la Côte-d'Or, le colonel Alain DESGRANGES, de la Garde nationale, a initié les participants au bénéfice pour les entreprises de disposer de salariés et de cadres réservistes dans les armées ou la gendarmerie. Elles ont la possibilité de passer une convention avec la Garde Nationale pour faciliter ce double engagement, dans un esprit gagnant-gagnant.



Le colonel Alain DESGRANGES de la Garde nationale a présenté, devant un auditoire attentif, les missions des réservistes. © DAR

3. Bretagne

Le DR Bretagne a co-organisé avec la délégation militaire départementale du Morbihan un événement le 3 juin à Vannes dans les locaux du 3^{ème} RIMa. Le thème était une rencontre entreprises locales (TPE et PME du territoire vannetais) où ont été présentée la réserve, la reconversion, l'économie et les aides spécifiques du MinArm pour le développement de l'innovation (RAPID, ASTRID, ASTRID Maturation...), pour le développement des entreprises (DEFINVEST, DEFINNOV), pour l'aide à l'exportation (article 90, attachés de défense et/ou d'armement...).

Au mois de septembre, le DR Bretagne a participé à la rencontre économique annuelle de la CPME du Morbihan (56) organisée le 20 septembre et le lendemain au « Café stratégique biodiversité » avec les étudiants de l'Université de Bretagne Sud, dans le cadre de la semaine européenne du développement durable (cf. respectivement les encadrés ci-dessous).

Enfin, le DR Bretagne a participé un atelier « Commande Publique » le 21 octobre à Lorient, lors de l'assemblée régionale du Centre des jeunes dirigeants (cf. encadré ci-dessous).

Le ministère des Armées aux côtés des petites et moyennes entreprises du Morbihan

Pour sa deuxième édition, la rencontre économique annuelle de la CPME du Morbihan (56), organisée à Lorient le 20 septembre, a regroupé plus de 500 participants. La CPME 56 est l'organisation patronale dédiée exclusivement aux TPE et PME françaises, tous secteurs confondus, dans le département.

Cette rencontre, dédiée aux TPE et PME du département, a permis de faire un point sur la conjoncture économique locale. Dans un contexte de reprise économique importante, cela a été l'occasion pour les chefs d'entreprise d'échanger aussi bien entre eux qu'avec les organisations professionnelles et les chambres consulaires du département, les élus locaux (maires, présidents de communauté de communes ou d'agglomération, président du conseil départemental, président du conseil régional) et les représentants de l'Etat (préfet de département, directeur des finances publiques, etc.) afin de mieux participer à ce rebond déterminant.

Les armées : un acteur majeur pour l'économie locale

Le ministère des Armées représenté, en particulier, par l'Amiral commandant la force des fusiliers marins et commandos de Lorient et par le délégué régional Bretagne de la Délégation à l'accompagnement régional du ministère, a pu témoigner qu'il était actif auprès des entreprises morbihannaises, en soutenant leurs projets d'innovation *via* le laboratoire d'innovation Fuscol@b ou en faisant appel à l'approvisionnement local des nombreux organismes militaires implantés dans le département. Ceux-ci emploient, en effet, environ 6 500 personnels civils ou militaires sur les bassins d'emploi de Vannes, Lorient et Ploërmel (Guer-Coëtquidan). Ainsi, en 2020, le ministère a versé 27,2 M€ aux TPE/PME du Morbihan.

Plusieurs entreprises du Morbihan particulièrement innovantes

Les exemples sont nombreux et illustratifs de l'intérêt que présentent, pour les Armées, ces véritables « pépites » de l'innovation. GEIM est implantée à Ploemeur et se distingue notamment dans le domaine des lasers et des capteurs acoustiques. Elle développe des projets avec le Fuscol@lab. L'entreprise SEAIR, à Lorient, est spécialisée dans la conception et la fabrication de foils rétractables pour « faire voler les bateaux ». Elle travaille également en partenariat avec le Fuscol@b. De son côté, LINEVIA est établie à Guer et spécialisée dans le transport des personnes. La société SOCOMORE, située à Vannes, est spécialiste en produits chimiques et traitements de surface pour le secteur de l'aéronautique. Depuis un an, elle s'est diversifiée dans la désinfection et l'hygiène humaine.

Enfin, le ministère achète aussi localement dans les domaines du BTP, des services (nettoyage des locaux, jardinage, etc.), du numérique, de l'alimentation, etc.

Biodiversité et enjeux climatiques : le ministère des Armées agit dans le Morbihan

A l'occasion de la semaine européenne du développement durable, le ministère des Armées a présenté ses actions en matière de protection de la biodiversité dans le Morbihan lors d'un « café stratégique » organisé à Vannes le 21 septembre.

Le ministère des Armées est le premier utilisateur du domaine foncier de l'État. À ce titre, il s'engage à préserver la biodiversité et prendre en compte les enjeux climatiques dans la construction de ses infrastructures ou encore dans le cadre de la préparation opérationnelle des armées.

Afin de présenter les actions menées en matière de développement durable par le ministère des Armées dans le département du Morbihan, la délégation militaire départementale du Morbihan (DMD 56), l'Etat-major de la zone de défense et de sécurité Ouest (EMZDS-O) et la délégation à l'accompagnement régional de Bretagne (DAR/Bretagne) ont organisé un « café stratégique » avec les étudiants de l'Université de Bretagne Sud, avec le soutien de l'Institut des hautes études de défense nationale Haute Bretagne (IHEDN).

À cette occasion, l'EMZDS-O a présenté la nouvelle stratégie du ministère pour construire une « défense durable », et notamment la conciliation entre protection de l'environnement et performance opérationnelle, illustrée par de nombreux exemples de tous les services et organismes du ministère implantés dans le département.

De l'inventaire faune-flore du camp de Coëtquidan au massif dunaire Grèves-Quiberon classé Natura 2000 du champ de tir de Linès-Plouhinec

Lors de ce café stratégique, différentes réalisations ont été présentées, comme l'inventaire « faune-flore » du Camp de Coëtquidan qui a notamment permis de confirmer la présence de la loutre d'Europe ou celles de 10 espèces d'amphibiens peu communes dans le Morbihan. Ces espèces sont presque toutes menacées en France. Les plans de gestion des sites en matière de biodiversité (calendrier de fauchage, maintien de milieux ouverts, ou de risques incendie liés au tir, etc.) favorisent le développement de ces espèces végétales ou animales.

Par ailleurs, la stratégie ministérielle de préservation de la biodiversité a conduit le ministère à gérer des espaces protégés, notamment le suivi et la surveillance des aires marines protégées comme la zone classée Natura 2000 du « Massif dunaire Gâvres-Quiberon et zones humides associées » où se situe le champ de tir du Linès-Plouhinec (400 ha).



Hugues LERAY, conseiller développement durable de l'Etat-major de la zone de défense et de sécurité Ouest – ©DAR

Le ministère des Armées participe au Congrès régional du Centre des jeunes dirigeants bretons

Le Centre des jeunes dirigeants (CJD) est une association qui regroupe plus de 5 700 femmes et hommes en France (dirigeants et cadres dirigeants). Il est présent dans 17 pays. Le CJD regroupe 16 délégations régionales et 118 sections locales en France. Son objectif : mettre l'économie au service de l'Homme.

Sa délégation régionale bretonne organisait son congrès annuel le 21 octobre dernier au Palais des congrès de Lorient. Son objet : partager des idées et méthodes pour anticiper, innover, inspirer leurs entreprises.

Un atelier regroupant une quarantaine de dirigeants était consacré à la commande publique et à en faciliter son accès aux TPE/PME. Travaillant sous la forme d'un « world café » animé par le Lab Pareto, les acheteurs publics du territoire étaient présents. Le délégué régional Bretagne de la délégation à l'accompagnement régional, l'ICETA1 Didier PILARD, avait mobilisé les acheteurs du ministère des Armées : la plateforme du commissariat de Brest, celle de l'Ouest (Rennes), l'établissement du service d'infrastructures de Brest.

Des thèmes comme les délais de paiement, l'allotissement des marchés, les formalités administratives accompagnant une remise d'offres, le « sourcing », l'innovation, les outils et sites internet mis en place par l'administration pour les entreprises, la formation des dirigeants des entreprises à la commande publique, la dématérialisation des actes d'achats et bien d'autres encore ont été abordés.

A l'issue du diagnostic élaboré et partagé par l'ensemble des participants, plusieurs actions rapides à déployer ont été retenues. A titre d'exemple, une action liée à la formation des dirigeants de petites entreprises à la commande publique du ministère devrait être engagée dans les prochains mois. Ou encore, l'élaboration et la diffusion d'un processus local de mise en relation et d'accompagnement des entreprises pour qu'elles puissent présenter leurs compétences auprès des acteurs des achats du ministère.

Par ailleurs, cet atelier a été l'occasion d'améliorer la connaissance des attentes et des préoccupations de chacun, acheteurs publics et dirigeants de petites structures, de démythifier certaines idées reçues comme le délai de paiement des administrations. Il leur a aussi permis de compléter leur réseau professionnel.



Travail collaboratif autour de la commande publique. © CJD

4. Centre-Val de Loire

Après une première rencontre sur le site au profit de « têtes de réseaux » économiques locaux (MEDEF, CPME, CCI, DREETS) le 22 juin, le DR Centre-Val de-Loire et le chef de corps de la 12^{ème} Brigade de soutien du matériel ont organisé conjointement, le 4 novembre, une rencontre PME sur le thème du MCO Terrestre sur le site de la 12^{ème} BSMAT à Neuvy-Pailloux (cf. encadré ci-dessous).

Rencontre PME – Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T) à la 12^e Base de Soutien du Matériel à Neuvy-Pailloux

François PIQUET, délégué à l'accompagnement régional en Centre-Val de Loire, et le colonel Fabrice BEUROIS, chef de corps de la 12^{ème} Brigade de soutien du matériel ont organisé conjointement, le 4 novembre, une rencontre PME - MCO Terrestre sur le site de la 12^{ème} BSMAT à Neuvy-Pailloux.

Implantée également sur les sites de Gien (Loiret) et de Douai (Nord), la 12^{ème} BSMAT est en charge de la maintenance industrielle des poids lourds et engins du génie à Neuvy-Pailloux (Indre) et blindés (Gien, Douai) de l'armée de Terre.

Plus d'une quarantaine d'entreprises étaient présentes.

L'objectif de la journée était de présenter aux PME concernées les besoins spécifiques du Maintien en Condition Opérationnelle terrestre (MCO-T) et de la 12^e BSMAT mais également comment devenir fournisseur ou sous-traitant des maîtres d'œuvre industriels (MOI) de la défense présents (Nexter, Thales et Arquus).



Cette rencontre fait suite à une première visite du site organisée à Neuvy-Pailloux le 22 juin au profit des « têtes de réseaux » économiques régionales (MEDEF, CPME, CCI, DREETS) qui a permis d'identifier les entreprises susceptibles de répondre aux besoins spécifiques de la 12^e BSMAT et de préparer cette rencontre.

Les pistes de collaboration initiées à l'occasion de cette journée ont toutes les raisons de se développer car, comme l'a précisé le général GUGLIELMINOTTI, directeur du SMITER, dans les prochaines années, les Armées vont confier une part croissante de la maintenance de leurs matériels aux opérateurs civils.
©DAR

TEMOIGNAGE

Frédéric MAURY, responsable du développement commercial pour la société Serapid, venu de Normandie résume ainsi l'intérêt de cette journée :

« L'enjeu, c'est la mise en contact entre divers acteurs industriels, avec les autorités militaires et avec les grands industriels, le triptyque est réuni ! Ce qui est intéressant, c'est que tout cela reste informel dans un premier temps, ce qui permet de tisser des liens plus rapidement et plus directement entre nous ».

La journée, dont les objectifs ont été rappelés par les généraux DUVERT et GUGLIELMINOTTI a débuté par les prises de parole des donneurs d'ordre et acheteurs du Ministère des Armées qui ont présenté devant un auditoire d'une centaine de personnes, leurs missions, leurs attentes en termes de solutions innovantes, les dispositifs d'accompagnement mis au profit des PME ainsi que des modalités pratiques pour intégrer les réseaux de sous-traitance.

Des autorités du ministère des armées participaient à cette journée : le GDI Frédéric GUGLIELMINOTTI, directeur du SMITer, l'IGA Eric ESTEVE directeur adjoint SIMMT, le GDA Bruno DUVERT, adjoint de la déléguée à l'accompagnement régional et Christian TAFANI, Coordonnateur zonal des CRED (Correspondants Réserve Entreprises/Défense) en zone Ouest.

La matinée s'est clôturée par une présentation de la réserve citoyenne par Christian TAFANI, coordonnateur zonal des CRED en zone Ouest. Le colonel Beurois a rappelé que cette journée permet également de mettre en relation *via* « Défense mobilité » les entreprises avec les personnels quittant le service des Armées susceptibles de devenir, dans le cadre de leur reconversion, des collaborateurs précieux.

Vue d'ensemble de la salle où se sont déroulés les présentations ©12^e BSMAT

Quatre circuits, organisés et encadrés par les officiers en charge des missions opérationnelles de la 12^e BSMAT ont permis aux participants de visiter « l'usine de reconditionnement des véhicules terrestres de l'Armée de Terre ». L'occasion de découvrir les différents process, les corps de métiers, les matériels, les machines-outils et de voir le parc des matériels en attente de remise en état après une utilisation dans des conditions extrêmes sur tous les théâtres opérationnels où les Armées françaises sont engagées. Les PME ont ainsi pu cibler les besoins et ce qu'elles peuvent proposer.



Les participants à la rencontre PME – MCO-T organisée à la 12^e BSMAT à Neuvy-Pailloux (Indre) le 4 novembre ©12^e BSMAT

TEMOIGNAGE

Antoine HUBAULT

Chargé de mission Industrie et Défense, Direction du Développement économique de la CA Bourges Plus.

« La forte représentation du Ministère des Armées et des entreprises œuvrant dans le domaine de l'armement à Bourges justifient la forte implication de la Communauté d'Agglomération Bourges Plus sur ce segment créateur d'emplois, d'innovations et d'attractivité. Avec la DAR, nous entretenons des relations régulières qui nous permettent de saisir les opportunités offertes par le Ministère que ce soit dans le domaine de l'innovation ou des initiatives permettant le rayonnement de Bourges Plus comme le concours DefStart, notre participation aux événements soutenus par La Fabrique Défense ou notre invitation aux rencontres entreprises à la 12^{ème} BSMAT. »

5. Grand Est

Représentée par deux délégués régionaux jusqu'au 30 novembre 2021 (Lorraine Alsace et Champagne-Ardenne), la délégation régionale Grand Est a participé à :

- la Soirée « *Marchés publics des Armées : Osez la croissance de votre entreprise* » au 40^{ème} régiment de transmissions à Thionville le 4 novembre organisée par la mission rayonnement de l'officier général de zone de défense et de sécurité Est : cette soirée a été l'occasion pour le délégué régional Grand Est / Lorraine Alsace de présenter le plan Action PME et la commande publique du ministère devant une cinquantaine de chefs d'entreprises. Cette présentation a été suivie de présentations des marchés du SID et du SCA, ainsi que les atouts du SMV, avec notamment l'intervention d'un DRH dont l'entreprise a signé une convention avec le SMV ;

- la Rencontre du Club Défense d'Aériades au sein de la société SUDP à Saint-Mard (54) le 22 novembre, devant une vingtaine de représentants d'entreprises membres du Club Défense : actualité des marchés défense par Jean-Luc REIS, directeur du cluster Aériades, présentation de la délégation à l'accompagnement régional, du plan Action PME et du site achats.defense.gouv.fr, et présentation du service de l'énergie opérationnelle.

Par ailleurs, les délégués Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est / Lorraine Alsace ont assisté à la Journée DGA Export du 16 novembre, organisée grâce à l'appui du délégué Grand Est / Lorraine Alsace et de la correspondante DGA à l'auditorium de la CCI de Moselle : une dizaine de personnels de la DGA de la division internationale et de SDPME ont détaillé devant une quarantaine de chefs d'entreprises le plan Action PME, les dispositifs de contrôle, de soutien et les zones géographiques.

6. Hauts-de-France

La DR Hauts-de-France a organisé, en partenariat avec Cap Industrie et le Collectif Aer'Hauts-de-France, une rencontre le 28 septembre sur le thème du MCO aéronautique au profit des PME et ETI de la région (cf. encadré ci-dessous).

Le ministère des armées rencontre les entreprises des Hauts-de-France

Sous l'impulsion de la déléguée pour la Région Hauts-de-France de la Délégation à l'accompagnement régional et en partenariat avec Cap'Industrie¹ et le collectif Aér'Hauts-de-France², a eu lieu le 28 septembre une rencontre avec les PME et ETI des Hauts-de-France du domaine du maintien en condition opérationnelle aéronautique.

Cette journée s'est déroulée sur le site de Matra Electronique à La Croix-Saint-Ouen dans l'Oise. Elle a permis aux 80 industriels présents d'être informés et d'échanger tant avec les représentants du ministère des armées qu'avec des acheteurs et donneurs d'ordre industriels.

Après les mots d'accueil du directeur Stratégie et Développement de Matra Electronique, et du représentant de Cap'Industrie et Aér'Hauts-de-France, Line BONMARTEL-COULOUME, déléguée à l'accompagnement régional (SGA/DAR) a ouvert la rencontre en exposant rapidement aux PME et ETI présentes le plan Action PME et le partenariat entre le ministère des armées et les acteurs du territoire, notamment le tissu économique local.

Les intervenants du ministère des armées ont ensuite détaillé les opportunités offertes par les marchés publics au travers notamment des dispositifs de soutien du plan Action PME (DGA/SDPME) et du site internet des achats (Mission achats). Les experts de la partie aéronautique sont quant à eux revenus sur les potentiels économiques des marchés du ministère (DMAé), sur les perspectives de contractualisation du service industriel de l'aéronautique (SIAé) et sur les innovations développées et recherchées (AID).

Ces présentations se sont poursuivies par :

- les interventions du directeur des achats de Sabena Technics, et du directeur Stratégie et Développement chez Matra Electronique sur leur politique d'achat ;

¹ Cap'Industrie est le programme de développement économique commun à la FIM (Fédération des industries mécaniques), l'UIMM (Union des industries et des métiers de la métallurgie), le CETIM (Centre technique des industries mécaniques) et la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) des Hauts-de-France. Il a pour mission d'aider les entreprises de la filière mécanique-métallurgie Hauts-de-France à se développer.

² Aér'Hauts-de-France est un collectif portant un programme d'actions concrètes pour la filière aéronautique en Hauts-de-France : emploi et compétence, performance industrielle, innovation et internationalisation.

- les témoignages d'expériences défense par les dirigeants de BRM Systems et de SUMA aéronautique.

A l'issue de cette rencontre, les participants ont eu le privilège de parcourir les lignes de production de Matra Electronique puis de découvrir au travers d'une visite virtuelle le futur site de l'entreprise qui bénéficie de financements dans le cadre de France Relance. L'entreprise déménagera en effet en 2023 sur un nouveau site industriel à moins de 10 kilomètres du site actuel.

Les industriels ont ainsi pu prolonger les échanges avec les acheteurs et les intervenants mais aussi s'informer des possibilités de recrutement de personnels du ministère en transition professionnelle offertes par Défense Mobilité. Cette rencontre a été appréciée par l'ensemble des participants et la manifestation a répondu à l'attente des entreprises (à 93,4 % selon l'enquête de satisfaction, réalisée à l'issue de cette rencontre).



David KUBIAK, chargé de relations entreprises à Défense Mobilité. © DAR

Visite des lignes de production de Matra © Matra

TEMOIGNAGES

Julien MARIE **Directeur Général** **MATRA Electronique**

« En 2021, les équipes de la Délégation à l'Accompagnement Régional nous ont à la fois accompagnés, écoutés et conseillés pour faire face aux différentes crises que nous avons pu rencontrer (gestion de la pandémie COVID-19, pénurie de matières et de main d'œuvre, demandes de subvention) tout en nous impliquant dans des actions de développement territorial. Leur compréhension de nos problématiques et de notre domaine d'activité leur a permis de nous orienter vers les contacts utiles à la résolution de nos problèmes. Ce fut notamment le cas du projet de construction de notre futur site industriel, malmené par le contexte économique et sanitaire, pour lequel nous avons pu compter sur le soutien indéfectible de cette structure de proximité qu'est la DAR. Parallèlement, nous avons été impliqués dans l'organisation d'une rencontre d'affaires régionale dédiée au Maintien en Condition Opérationnelle pour la défense. Leur démarche nous a clairement permis de renforcer nos liens avec les industriels locaux et de développer notre maillage territorial. Merci pour cet accompagnement, pour votre écoute et votre efficacité. »

Laurent ANDERSON **Président de BRM Systems**

L'attention portée par la Délégation à l'accompagnement régional des Hauts-de-France à BRM Systems, tant dans sa démarche d'innovation technologique, sa volonté à développer ses démarches RSE que le développement de l'emploi local sont précieux. Son soutien dans le cadre de France Relance et la visibilité donnée lors de la rencontre industrielle organisée autour du MCO aéronautique, ont permis à notre entreprise de concrétiser en 2021 un bon nombre de projets et d'accélérer notre processus de transformation qui aurait été bien plus long pour une PME.

Olivier HUTIN
Président de CAP'INDUSTRIE

« Notre travail avec la délégation à l'accompagnement régional du ministère des armées a été très riche pour CAP'INDUSTRIE. Grâce à la déléguée régionale, nous avons pu construire une manifestation autour des opportunités business du maintien en condition opérationnelle aéronautique. Cet événement a été l'occasion pour les industriels présents de découvrir les achats du ministère des armées, de la DMAE et de rencontrer un certain nombre d'acteurs clés dans les achats liés au MCO aéronautique ».

7. Ile-de-France

Le DR Ile-de-France a participé à l'organisation, en commun avec le DR Normandie de la rencontre achats MINARM de la vallée de Seine, le 8 décembre (cf. Normandie ci-après).

Le DR IDF a également participé à trois réunions (les 25 mai, 28 septembre et 28 octobre) dans le cadre du réseau des entreprises défense (RED) organisé par la CCI Paris et la DGA à l'attention des entreprises de la BITD de la région. Le DR y a présenté notamment les modalités achats du MINARM hors armement et l'organisation et les missions de la DAR.

8. Normandie

Le DR Normandie a contribué à l'organisation de la visite de la base navale de Cherbourg au profit des adhérents de Normandie AeroEspace (NAE) le 15 juin (cf. encadré ci-dessous). Le 8 décembre, le DR Normandie a organisé, avec l'appui du DR Ile-de-France, la rencontre achats MINARM de la vallée de Seine (cf. encadré ci-dessous).

Visite de la base navale de Cherbourg avec des adhérents de Normandie AeroEspace (NAE)

Le 15 juin, la base navale de Cherbourg accueillait le pôle de compétitivité Normandie AeroEspace (NAE) avec une quarantaine de ses adhérents pour une journée d'échanges et de visites particulièrement riches.

Le pôle aéronautique normand a amorcé depuis quelques temps un tournant particulièrement important et se positionne désormais sur tout le segment de la défense et de la sécurité. Pour ce qui le concerne, le ministère des Armées a de multiples intérêts à accompagner ce virage ; notamment celui de mieux connaître le tissu normand de PME et son fort potentiel et également celui de promouvoir ses politiques publiques en faveur de ces mêmes PME, tout spécialement « Action PME », dont le but est de faciliter l'accès aux marchés du ministère, que ce soit dans l'armement ou hors armement.

C'est pourquoi la matinée, qui a débuté par le témoignage de la société EFINOR, installée sur la base, a ensuite été consacrée aux présentations du centre interarmées des réseaux d'infrastructures des systèmes d'information (CIRISI), du service d'infrastructure de la défense (SID), du service de soutien de la flotte (SSF), et de la délégation générale pour l'armement (DGA). Les PME présentes ont pu appréhender les processus d'achats des différents services et les contraintes liées à la commande publique. Les nombreuses questions de la salle ont montré l'intérêt de ce type de rencontre pour acculturer les PME au ministère des Armées et, à terme, rendre possible des collaborations fructueuses.

L'après-midi a été dédiée aux visites à vocation tout aussi pédagogique : le PC de l'arrondissement maritime de la Manche et de la mer du Nord, le service logistique de la Marine, le groupement des plongeurs démineurs et la compagnie des fusiliers marins. A nouveau, ces visites ont été l'occasion d'apprécier le professionnalisme et le fort engagement du personnel de la base et de s'imprégner de l'« esprit Marine » au travers des missions, de l'organisation des entités et de la vie quotidienne de ses agents.



Les participants à la visite de la base navale de Cherbourg ©NAE

Franc succès pour la rencontre achats de la défense en vallée de Seine

Le 8 décembre, s'est tenue une rencontre organisée au Campus d'intégration des systèmes embarqués (CISE) de Rouen par des clusters normands et franciliens. Elle réunissait des PME des deux régions, avec des acheteurs et différents services du ministère des Armées, dont la DGA et la Délégation à l'Accompagnement régional. Avec 106 présents et un total de 154 RDV en B to B organisés, cette journée a réuni 62 % de participants de Normandie et 38 % d'Ile-de-France.

Les clusters Normandie AéroEspace (NAE), Next Move et le ministère des Armées en partenariat avec les clusters Systematic et Astech ont permis aux PME présentes de se familiariser avec les marchés de défense et de sécurité. Les conférences programmées en matinée ont abordé des aspects concrets et directement exploitables pour des PME, parfois éloignées du monde de la Défense.



Cette rencontre a abordé les points suivants :

- le plan Action PME du ministère et sa déclinaison en mesures concrètes, par la DGA ;
- les besoins actuels en achats opérationnels défense par les services acheteurs de la DGA, du Service de Soutien de la Flotte (SSF) et du Service du Commissariat des Armées (SCA) ;
- les besoins actuels en achats opérationnels défense par les services acheteurs de grands comptes tels que ArianeGroup, Naval Group, Arquus, MBDA et Nexter ;
- la maîtrise de l'information et les enjeux de la cybersécurité par la DGA et la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD).

©NAE

Ce dernier sujet, illustré par le témoignage de PME locales, a été particulièrement apprécié par un auditoire sensibilisé à ces questions cruciales pour l'avenir des PME.

L'après-midi s'est poursuivi autour de rencontres B to B, au cours desquelles les PME ont pu proposer leurs produits et services aux acheteurs présents.

Les entreprises ont pu également s'informer sur d'autres politiques ministérielles sur les stands de la Garde Nationale et Défense Mobilité, respectivement sur la promotion des réserves et les atouts de recrutement des militaires en reconversion ou de leurs conjoints.

9. Nouvelle-Aquitaine

Lors de la convention d'affaires Néo Business qui s'est tenue sur trois jours, le DR Nouvelle Aquitaine a mis en œuvre le 9 novembre la journée Achats Défense (« Acheter + local »), en distanciel, en utilisant la plateforme de l'Agence de développement et d'innovation de la région Nouvelle-Aquitaine. Lors de cette rencontre, la PFC Sud-Ouest a pu se positionner comme acheteur local sur 4 de ses segments d'achats, se donner une visibilité au regard des 320 entreprises enregistrées, établir des contacts et diffuser l'interview en vidéo du directeur de la PFC, relayée également par les réseaux sociaux.

Le DR s'est également mobilisée dans le cadre de la Journée des Partenaires organisée le 21 septembre par l'ESID de Bordeaux qui a réuni près de 320 personnes, représentant 180 entreprises différentes. Cinq forums « cœur de métier ESID » étaient organisés (travaux d'investissement ; maintien en condition opérationnelle/maintenance/entretien maîtrise d'ouvrage ; achats et innovation ; cybersécurité/protection du secret) et un 6ème forum a pu se tenir, avec la CCI 33 et la PFRA. Côté préfecture de région, 13 rendez-vous entreprises ont pu se tenir. Le DR présent a rencontré plusieurs entreprises en recherche de recrutement d'anciens militaires : elles ont été orientées vers les régions correspondantes (Bretagne, Pays de la Loire, Occitanie) ou vers le pôle Mobilité Défense en Nouvelle-Aquitaine.

En outre, la DR a participé à plusieurs réunions :

- le premier sommet Aéronautique & Spatial organisé le 18 octobre par Bordeaux Métropole, avec pour thématique « l'aviation, acteur majeur de la transition écologique et du dynamisme territorial », avec la participation de plus de 40 dirigeants des principales entreprises du secteur, des chercheurs, des entrepreneurs et des investisseurs. L'objectif était de positionner la métropole comme un acteur clé du secteur, amener les industriels à se positionner sur la transition écologique et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, et échanger sur les bonnes pratiques. 240 personnes y ont participé, à travers des tables-rondes, avec la participation du président de la Région ;
- la Journée Défense du 22 septembre du pôle de compétitivité Aerospace Valley en présence de 250 personnes, issues des entreprises de l'aéronautique de défense, en région comme en national. Les pôles innovation défense Aliénor (Nouvelle-Aquitaine) et Ci-Ailes (Occitanie) y participaient également, comme autant de relais de l'AID sur le territoire. Ils ont présenté les résultats des AMI lancés en 2021, et qui s'avèrent pertinents. Diverses interventions ont été réalisées, dont celle de David LENOBLE, sous-directeur chargé du Plan Action PME au ministère.

Par ailleurs, le 24 juin, le DR a présenté au président CCI Nouvelle-Aquitaine et aux 14 président(e)s des CCI de la région le rôle de la DAR et du délégué régional, ainsi que les opportunités des marchés défense pour les acheteurs au sein des entreprises membres de ces CCI, notamment à travers la plateforme régionale d'achat (ministères de l'intérieur et de la justice).

10. Occitanie

Le DR Occitanie a organisé ou co-organisé quatre rencontres :

- le 27 mai, le DR Occitanie et la correspondante DGA ont été à la rencontre d'une vingtaine de PME tarnaises du secteur de la mécanique à Albi (81) en partenariat avec la CCI du Tarn. Ce secteur industriel bénéficie d'une longue histoire dans ce

département initialement producteur de houille. La rencontre s'est déroulée en deux temps : la première partie a été dédiée à une présentation générale du plan Action PME du MINARM et des différents services achats. Un point spécifique sur l'innovation de Défense et l'AID a fortement intéressé les entreprises. La seconde partie a été consacrée à des rencontres B to B, très appréciées des entreprises. Compte tenu du contexte sanitaire, le nombre de PME avait été limité à 15 en présentiel ;

- les 29 et 30 juin : l'Événement « eau et défense » 2021 à Toulouse (cf. encadré ci-dessous) ;
- le 5 octobre : rencontre des entreprises du Club Aerogers à Auch (32). La CCI du GERS a créé et anime le club Aerogers, qui regroupe les entreprises gersoises sous-traitantes du secteur aéronautique. L'agroalimentaire est le 1^{er} secteur du département, suivi par l'aéronautique, 2nd employeur du Gers. La proximité de Toulouse est un atout indéniable, mais les entreprises peuvent également s'appuyer sur leur savoir-faire reconnu et qui les positionne pour certaines comme des leaders dans le secteur. Le DR Occitanie était accompagné de l'antenne Défense Mobilité de Toulouse et du correspondant réserve entreprise défense afin de resserrer le lien entre les entreprises et le MINARM. Cette rencontre a été très appréciée des entreprises, notamment la partie B to B qui a permis un échange direct avec les PME. Compte tenu du contexte sanitaire, le nombre de PME avait été limité à 15 en présentiel ;
- le 30 novembre : rencontre Leader Montpellier (cf. encadré).

Toulouse : les Journées Eau et Défense 100% dématérialisées

Pour cette 4^{ème} édition, les collaborations entre acteurs de la défense et apporteurs de solutions se sont articulées autour de deux thèmes stratégiques aussi bien pour le secteur de la défense que pour la Région Occitanie :

- le 29 juin : Eau & Energie, le vecteur Hydrogène ;
- le 30 juin : Eau & Intelligence Artificielle.

Le programme de ces deux jours était chargé avec :

- des conférences pour explorer d'une part les besoins opérationnels côté défense et d'autre part les potentialités des deux thématiques choisies ;
- des démonstrations et des témoignages d'industriels pour illustrer les domaines d'application ;
- des ateliers pour échanger et croiser besoins et solutions ;
- des rendez-vous B2B qualifiés et planifiés en amont pour aller plus loin dans la construction de nouveaux partenariats technologiques ou commerciaux.

A Montpellier, 50 PME réunies autour d'une délégation d'acheteurs du ministère des Armées

Le mardi 30 novembre, à la cité de l'Économie et des Métiers de Demain, une délégation d'acheteurs du Ministère des Armées venant de tous horizons a fait le déplacement jusqu'à la métropole de Montpellier afin de rencontrer les entreprises de la région d'Occitanie.

Cette deuxième rencontre organisée par Leader Montpellier et Leader Occitanie, en partenariat avec le délégué régional Occitanie de la Délégation à l'accompagnement régional, a réuni près de 50 PME intéressées par les marchés publics du ministère.

La précédente rencontre avait eu lieu en 2018.

Une forte attente régionale

Cet événement soutenu par la Région Occitanie, par la mise à disposition de plusieurs salles au sein de la Cité de l'Economie et des Métiers de Demain permet de faire un état des procédures des marchés et des besoins notamment en innovation et sur des secteurs ciblés : Santé, Numérique, Moyens généraux.

Après l'accueil du délégué régional Occitanie et du président du groupement Leader Montpellier, Christian CUREL, un premier temps est consacré à la présentation de l'Agence Innovation de Défense (AID) par la correspondante de la DGA.

A la suite, chaque service acheteur présente sa mission, son organisation et ses besoins, donnant lieu à des échanges avec l'assemblée.

La matinée a été complétée par une table ronde animée par Anthony REY, du Journal des Entreprises sur la localisation des achats et ses leviers d'optimisation. Les achats locaux sont une attente forte des PME dans une région où plus de 20 000 ressortissants du ministère sont présents.

Le ministère des Armées fortement mobilisé

Même si peu de services acheteurs du ministère sont situés en Occitanie, les services s'étaient déplacés pour être présents à cette rencontre :

- la DGA, représentée par la correspondante DGA pour l'Est de l'Occitanie, en poste à Montpellier;
- la Mission achat, de Paris ;
- la Plate-forme commissariat Sud, de Toulon représentée par son directeur adjoint ;
- la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'informations de la défense (DIRISI), de Toulon ;
- le Service de santé des armées (SSA), d'Orléans.

L'après-midi a été consacré aux rencontres « Business to Business » entre les entreprises régionales et les acheteurs. Plus de 100 rendez-vous programmés ont donné la possibilité à chaque entreprise d'établir un premier contact avec les spécialistes des domaines d'achats. C'est une véritable occasion de présenter un savoir-faire, un produit, une technologie ou une innovation pouvant répondre à un besoin du ministère.

Un partenariat également réussi autour du lien Armée-nation

Le délégué régional Occitanie représentant l'antenne Défense Mobilité de Nîmes présente aux entreprises la mission et l'organisation de Défense Mobilité, l'agence de reconversion du ministère des Armées. Les dispositifs spécifiques liés à la reconversion intéressent particulièrement les PME dans une période où les tensions sur l'emploi sont très fortes. Lors des rendez-vous de l'après-midi, de nombreux besoins en recrutement sont exposés.

Enfin, la présentation par le correspondant « réserve » de la Garde nationale participe au renforcement du lien entre les Armées et les entreprises.

© DAR



11. Pays de la Loire

Le DR Pays de la Loire a poursuivi l'accompagnement de NEOPOLIA cluster ligérien de 240 entreprises de la filière industrielle dans sa collaboration sur le MCO terrestre entamée avec la SIMMT depuis 2019 :

- le 20 janvier : rendez-vous à Balard avec la DGA/DO Unité de management Terre ;
- le 26 mai : Workshop Défense NEOPOLIA à Nantes par webinaire (cf. encadré ci-dessous) ;
- le 15 juillet : rencontre SIMMT – NEOPOLIA à Versailles ;
- accompagnement du comité Défense de NEOPOLIA pour rencontrer les détachements de la 12^{ème} BSMAT : à Gien le 11 octobre et à Neuvy-Pailloux le 4 novembre.

Des représentants de NEOPOLIA ont également assisté au Forum Entreprises Défense le 13 octobre sur le plateau de Satory. Le DR a contribué à une rencontre le 18 juin à Nantes entre Armées (Battle Lab Terre, DGA/UM Terre – Atlanpole) organisée par le cabinet de conseil BELLICOM, sur le thème du combattant débarqué. Devant une quinzaine d'entreprises, la DGA/UM Terre, en charge du programme Centurion d'adaptation du combattant à l'environnement Scorpion, à présenter les 4 enjeux de ce programme : stimuler l'innovation ; protéger la propriété intellectuelle des partenaires ; accélérer la maturité des technologies ; préparer l'insertion vers les programmes d'armement.

La rencontre s'est conclue par des RDV B to B.

Pays de Loire : rencontre entreprises sous forme de webinaire avec le cluster NEOPOLIA

Le 26 mai, NEOPOLIA a organisé, avec Bertrand DROGUET, délégué régional Pays-de-la-Loire, un RETEX interne sous forme de webinaire au profit de 25 entreprises adhérentes intéressées à se tourner vers le secteur de la Défense. Cette séquence a permis notamment une intervention du délégué régional pour présenter son rôle d'accompagnement des entreprises, mais aussi du GDI CORNEFERT, sous-directeur des opérations de la SIMMT pour y faire part de son intérêt à travailler avec les PME, préciser ses exigences et tracer des perspectives. Le colonel BRETON (adjoint du pôle Stratégie et prospective) a, quant à lui évoqué les sujets « Innovation » de la SIMMT.

Les échanges se sont poursuivis après ce webinaire, notamment lors d'une réunion entre des représentants de NEOPOLIA et l'échelon central de la SIMMT le 15 juillet à Versailles-Satory, et au Forum Entreprises Défense le 13 octobre. D'autres rencontres en région au sein des détachements de la 12^{ème} BSMAT (Gien le 11 octobre, Neuvy-Pailloux le 4 novembre) ont permis à NEOPOLIA de prendre connaissance des besoins des maintenanciers : fourniture de pièces de rechanges, remise en conformité de pièces d'usure, appui dans des domaines très spécifiques.

Depuis juin 2019, NEOPOLIA s'est rapproché de la SIMMT sur le sujet du traitement de l'obsolescence des parcs les plus anciens hors marchés de soutien. Les échanges successifs ont permis des avancées dans le domaine du sourcing de pièces de rechange, la fabrication additive (l'enrichissement de leur catalogue d'impression 3D notamment) et de la rétro-ingénierie avec la standardisation des spécifications et la confection d'un prototype de cadran de roue jockey pour la remorque 1 tonne. En 2020, cela a représenté 625 k€ de commandes militaires honorées en profit du maintien en condition opérationnelle terrestre.



*Discussion autour des besoins concrets des maintenanciers du détachement de la 12^{ème} BSMAT de Gien avec des représentants de NEOPOLIA le 11 octobre
© DAR*

12. Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le 1^{er} avril, le DR PACA Corse a co-organisé, avec le pôle de compétitivité Eurobiomed et l'association Grand Luminy Technopôle, un webinaire pour présenter les opportunités de partenariats d'innovation et d'achats dans le domaine de la santé (cf. encadré).

Le 22 juin, le DR PACA Corse est intervenu dans la web émission « ECO FOR SUD LE MAG » de la CPME Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur pour encourager les entrepreneurs à oser les partenariats avec la défense (cf. encadré).

Le 16 novembre, à l'invitation de la CCI du Var, et en partenariat avec le DR PACA Corse, les services achats du ministère des Armées ont rencontré près de 80 PME implantées dans la région toulonnaise (cf. encadré).

Webinaire « Innovation, Business, Santé, Défense » : une rencontre 100% digitale sur l'innovation dans le domaine de la santé

Le 1^{er} avril, le ministère des Armées a présenté les opportunités de partenariats d'innovation et d'achats dans le domaine de la santé à plus de 160 entreprises. Cette web conférence, co-organisée par le délégué à l'accompagnement régional, le pôle de compétitivité Eurobiomed et l'association Grand Luminy Technopôle, a permis à de nombreux intervenants, du Service de santé des armées (SSA), de l'Agence d'innovation de la défense (AID), de la Direction générale de l'armement (DGA), d'informer les PME sur l'ensemble des besoins du ministère pour développer des relations d'affaires.

Conçue pour faciliter le rapprochement entre les organismes des armées et les entreprises innovantes, la rencontre a réuni 16 intervenants (AID, SSA, DGA, Aix Marseille Université, Préfecture de région PACA, Directeur d'entreprise) et près de 160 entreprises (start-up, PME innovantes...), majoritairement de PACA et d'Occitanie.

Le SSA a ainsi pu présenter, de façon très pédagogique, sa chaîne achat, de la première phase d'identification des besoins des forces à la phase finale de production et de livraison ; l'AID et les clusters d'innovation favorisant quant à eux l'émergence de partenariats d'innovation. A ce sujet, le projet de la bouteille « OXYCOS » sur l'oxygénothérapie pour les forces armées est une parfaite illustration du partenariat « gagnant-gagnant » souhaité par le ministère.



Dans les coulisses du webinaire, Pierre RICARD, délégué à l'accompagnement régional en PACA (de face à droite) avec l'équipe d'animation.

**Mise en relation des acheteurs du ministère avec les PME :
« Entrepreneurs, osez les partenariats avec la défense ! »**

Le 1^{er} juillet, le ministère des Armées a présenté les opportunités de partenariat avec le ministère des Armées lors de la web émission de la CPME Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur, « ECO FOR SUD LE MAG ».

Le président Alain GARGANI accueillait pour cette émission le général Benoît HOUSSAY, Gouverneur militaire de Marseille, Pierre RICARD (DAR-PACA), le commissaire en chef Xavier PRACHE (PFC Sud) et le capitaine de vaisseau François PEYDIERE (DIRISI). Cette rencontre a permis de présenter aux chefs d'entreprises les différentes opportunités de partenariats et d'achats avec le Ministère des Armées, au travers notamment des marchés publics mais aussi des projets innovants.



Sur le plateau de l'émission « Eco For Sud le Mag », avec de gauche à droite : le général Benoît HOUSSAY (Gouverneur de Marseille), Alain GARGANI (président CPME Sud), Pierre RICARD (DAR-PACA) © EMZDS - LCL Lemaire

Toulon : 80 PME réunies autour des acheteurs du Ministère des Armées

Ce mardi 16 novembre, au Palais du Commerce et de la Mer, les services achats du Ministère des Armées implantés dans la région toulonnaise étaient tous présents pour rencontrer les entreprises. A l'invitation de la CCI du Var, près de 80 PME ont participé à cette manifestation et ont profité de cette matinée pour se familiariser avec les marchés publics et rencontrer les acheteurs.

Démythifier les marchés publics, se faire connaître

Après un mot d'accueil du Contre-Amiral Alban LAPOINTE, commandant de la Base de Défense de Toulon, un premier moment d'écoute avec une table ronde animée par le commissaire Xavier GANDIOL, de la Mission Achats, a permis de présenter les procédures des marchés publics, les clauses particulières (insertion sociale, clause du blessé), les marchés innovants, les marchés de défense et de sécurité ou encore les leviers mis en place pour faire face à la crise des matières premières. Le témoignage de l'entreprise Charlemagne est venu illustrer comment une PME peut devenir fournisseur de la Défense et a mis en œuvre l'insertion de militaires blessés.

Un second temps était ensuite dédié à des « Speed Business Meetings ». Les entrepreneurs réunis par petits groupes ont rencontré les acheteurs, ils ont pu ainsi se présenter et s'informer sur les besoins particuliers de chaque organisme.

Le Ministère des Armées fortement mobilisé

La défense est très présente dans le Var, sept services achats ont participé à cette convention d'affaires : la PFC-Sud, l'ESID, la DGA, le SSF, la DIRISI, l'AIA de Cuers-Pierrefeu et la CNMSS. Près de trente acheteurs représentant des segments d'achat aussi divers que les travaux publics, les infrastructures (portuaires, voirie, réseaux), les équipements industriels, les achats généraux, les réseaux de communication, l'ingénierie ou la formation étaient présents pour rencontrer des entreprises régionales.

Des personnels du Ministère étaient en outre mobilisés sur les stands du SCA et de Défense Mobilité afin de proposer un accompagnement à l'inscription sur Place, une initiation à Chorus Pro, ou une information sur l'emploi des militaires en reconversion.

Une mobilisation partagée

Cet événement est le fruit d'une collaboration entre le Ministère des Armées et la CCI Var, en collaboration avec la CCI AMP, l'UPV, l'UP13, BTP83 et System Factory. En mettant à la disposition du Ministère des Armées son savoir-faire et ses ressources, la CCI du Var a montré son engagement à faire connaître les marchés publics de la défense auprès de ses membres et au-delà.



A l'issue de cette rencontre, un questionnaire de satisfaction a été diffusé auprès des participants. Un peu plus de la moitié des répondants découvraient les marchés du Ministère des Armées (56%), alors que 44% avaient déjà contractualisé avec le ministère. Pour 95% des répondants, l'objectif de la matinée, qui était de faciliter l'accès des PME aux marchés de la Défense, est atteint. Par ailleurs, le ressenti exprimé vis-à-vis des thématiques de la séance plénière et des rencontres avec les acheteurs est tout à fait positif : 100% des répondants se disent « satisfaits » ou « très satisfaits » sur ces deux points.



**SOUTIEN AUX TERRITOIRES
FAISANT L'OBJET DE RESTRUCTURATIONS**

1^{er} janvier 2022

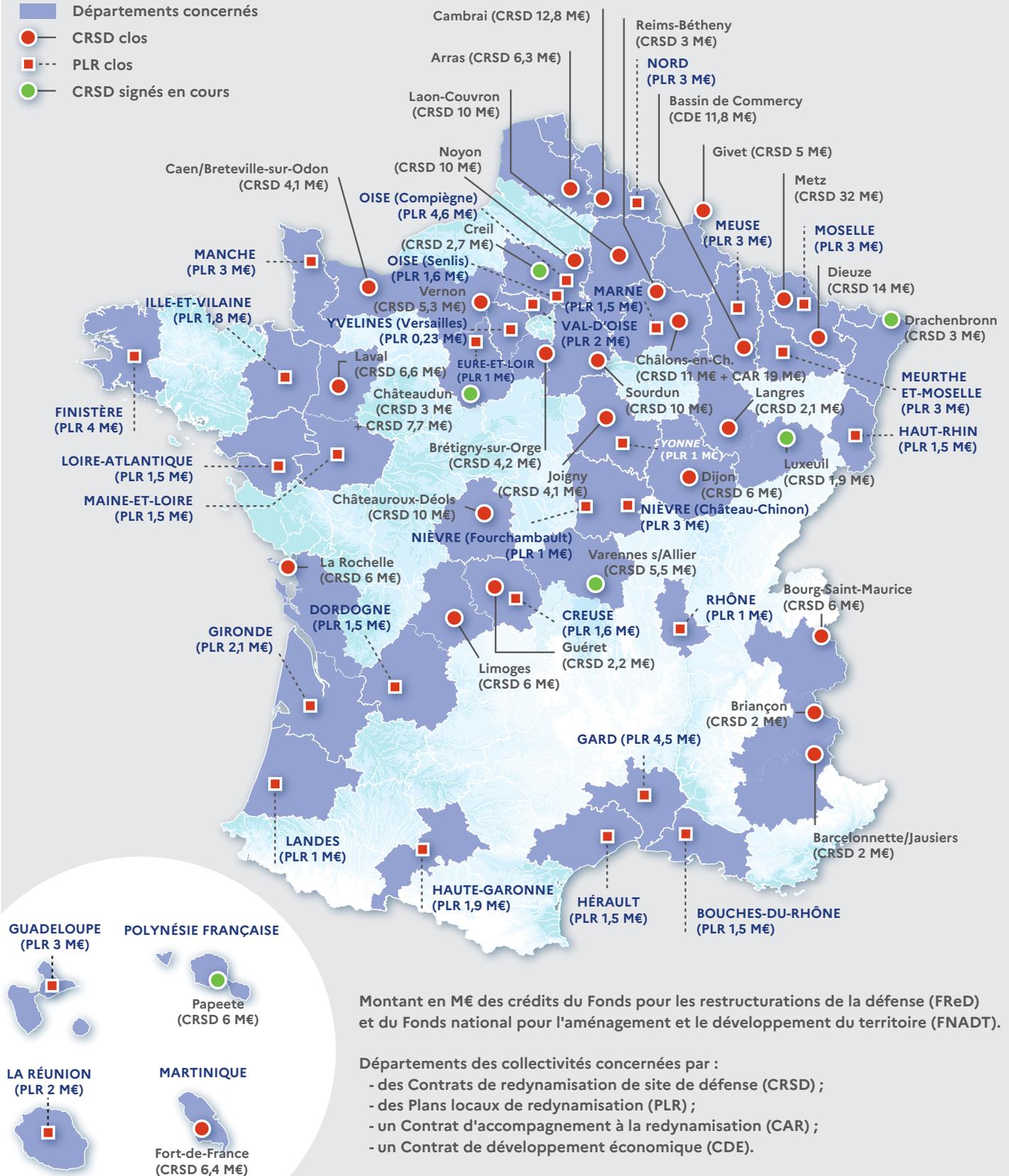
www.defense.gouv.fr/dar

■ Départements concernés

● CRSD clos

■ PLR clos

● CRSD signés en cours



ANNEXE 4 – INTERACTIONS

Le tableau ci-dessous vise à montrer les interactions existantes de la Délégation à l'accompagnement régional avec les autres acteurs du ministère et les acteurs extérieurs. Il n'a pas pour ambition d'être exhaustif tant les actions de coordination menées sur le terrain peuvent concerner des dossiers essentiels (Tours, CRSD, etc.) ou tout simplement permettre de veiller à l'information des acteurs de terrain, faciliter les contacts pour trouver des solutions pertinentes, contribuer à la coordination zonale, rédiger les fiches départementales pour les visites ministérielles, valoriser l'action du ministère dans les territoires, animer le comité territoires, etc.

Action territoriale (thématiques d'action/intervention)	Principales interactions ministère	Interactions avec acteurs extérieurs
Suivi des transformations ministérielles	DRH-MD Grands employeurs Mise en œuvre : EMDS	Acteurs locaux (préfets, élus)
Evolution du plan de stationnement (IM 159 du 22 mai 2020) : « analyse des impacts économiques et territoriaux »	Ex DPMA/DTIE EMA	
Projets territoriaux, contrats et appui des territoires	EMDS Services du ministère en région (ESID, etc.) Ex DPMA/MRAI	Services de l'Etat en région Préfets ANCT DGCL Elus locaux DGAC
Plan de développement des énergies renouvelables	SID Ex DPMA/DTIE	Préfets de région/SGAR
Plan de relance : écologie (lettre du directeur de cabinet du 8 octobre 2020)	SID, DP-PRE	RPIE, SGAR
Plan de relance : compétitivité	DGA	DREEST SGAR Agences innovation régionales
Plan de relance : cohésion	Ecoles	SGAR
Contrats de plan Etat/région Contrats de relance Contrats régionaux de transition écologique	Ecoles, EMDS, DGA, SMV	SGAR/Préfets de région Région ANCT DGCL
Economie et lien avec le tissu économique local (Plan Action PME : « pilote des rencontres entreprises en région »)	SDPME/DGA MA Tous les acheteurs du ministère DRSD AID Défense mobilité, Garde nationale	Tissu économique local, entreprises, CCI, clusters, groupements d'entreprises (IUMM, etc.), MEDEF, CPME, etc.
Innovation	AID et Lab des armées	Agences régionales de l'innovation
Sécurité économique	DGA DRSD	Préfet de région DREETS Entreprises
Politiques territoriales	EMDS	Préfets ANCT Elus SGAR
Ruralité	EMDS SCA/GSBDD Unités militaires EDA	ANCT SGAR Elus locaux
Empreinte territoriale du ministère (cartographie des territoires)	DTPM/MAP OED EMDS	ANCT DGCL

Politiques jeunesse : Etablissements de service de l'éducation nationale	ESNJ/CSNJ	Rectorat Collectivités locales Ministère Education nationale
Contribution à la politique insertion	SMV	Région Préfet égalité des chances
Fabrique défense	DGRIS EMDS	Universités, clusters, IHEDN jeunes, etc.

ANNEXE 5 – GLOSSAIRE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	Agence de l'innovation de défense
AMI	Appel à manifestation d'intérêt
AMRF	Association des maires ruraux de France
ANCT	Agence nationale de la cohésion des territoires
ARS	Agence régionale de santé
ATLAS	Accès en tout Temps, tout Lieu Au Soutien
BA	Base aérienne
BAN	Base d'aéronautique navale
BSMAT	Base de soutien du matériel
CAR	Contrat d'accompagnement à la redynamisation
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CESER	Conseil économique, social et environnemental régional
CIAP	Centre d'interprétation et d'animation du patrimoine
CJD	Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD)
CRE	Centre de ravitaillement des essences
CPER	Contrat de plan Etat Région
CPME	Confédération des petites et moyennes entreprises
CRSD	Contrat de redynamisation de site de défense
DAR	Délégation à l'accompagnement régional
DIE	Direction de l'immobilier de l'Etat
DM	Décision ministérielle d'organisation
DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DSIL	Dotation de soutien à l'investissement local
DTPM	Délégation à la transformation et à la performance ministérielles
EAC	Ecole d'aviation de chasse

EAR	Etablissement air rattaché
EPFLO	Etablissement public foncier de l'Oise
EPSCP-GE	Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel - type Grand Établissement
ESJ	Espace services jeunesse
ESNJ	Etablissement du service national et de la jeunesse
ESTACA	Ecole supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile
FEI	Fonds exceptionnel d'investissement
FNADT	Fonds national d'aménagement et de développement du territoire
FRED	Fonds de restructuration de Défense
GCS	Groupement de coopération sanitaire
GSBdD	Groupement de soutien de base de défense
HIARP	Hôpital d'instruction des armées Robert Picqué
LFD	La Fabrique Défense
MAP	Mission d'aide au pilotage
MSPB	Maison de santé protestante de Bordeaux-Bagatelle
MRAI	Mission pour la réalisation des actifs immobiliers
PEB	Plan d'exposition au bruit
PIA	Programme d'investissements d'avenir
PIAS	Plateforme d'innovation aéronautique et spatiale
PLR	Plan local de redynamisation
PUI	Point unique d'information
PVD	Petites villes de demain
PME	Petites et moyennes entreprises
SMADAIT	Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement de l'aéroport international de Tours
SGAR	Secrétariat général pour les affaires régionales
ZAC	Zone d'aménagement concerté

Suivez-nous
SGA du ministère des Armées

